

Un monde
sans AFP ?

La crise, peut-être mortelle, qui paralyse l'Agence France-Presse depuis une semaine n'est pas un simple conflit social, conséquence de difficultés financières.

Largement ignorée du public, et souvent traitée avec condescendance par les responsables politiques, l'AFP n'est pas seulement le principal organe de la presse française, elle est aussi l'une des plus importantes sources d'information pour le monde entier. Ni machine à transmettre une « information brute » — qui n'a jamais existé — ni instrument à diffuser des communiqués, une agence mondiale de presse est un très complexe ensemble d'hommes et d'infrastructures techniques dont le but est aussi simple qu'ambitieux : rendre compte, aussi honnêtement et aussi vite que possible, de ce qui se passe sur notre planète. Non seulement transmettre l'information mais aussi la rechercher et donner le maximum d'éléments susceptibles de former le jugement.

Quatre agences occidentales ont cette ambition, et jusqu'à présent l'une d'entre elles est française. Ce n'est pas pour autant « la voix de la France ». Rien ne serait plus dommageable que de vouloir déformer l'AFP en invoquant cet argument à double tranchant : elle n'a déjà que trop souffert d'être parfois assimilée à un porte-parole d'un gouvernement.

Mais, pour la France comme pour le monde, l'AFP, parce qu'elle a vocation universelle, est précieuse. On pourrait, dit-on, s'en passer, et en effet depuis quelques jours on est bien forcé de la faire. Sans préjudice, et pour l'ampleur et pour la qualité de l'information. Non que l'AFP soit parfaite et toujours la meilleure. Elle a aussi ses faiblesses. Mais se reposer uniquement sur deux agences américaines — AP et UPI — dont la seconde d'ailleurs n'est pas en fait une agence britannique — Reuters, — pour laquelle l'information proprement dite ne représente désormais qu'un aspect secondaire de ses activités, c'est augmenter le risque de se tromper ou d'ignorer tout à fait certains événements. Le prestige dont bénéficie toujours l'AFP en Amérique latine, au Proche-Orient, en Asie, et aussi en Europe de l'Est, n'est pas dû seulement à une vague sympathie pour la France. Il a dû se mériter.

La disparition de l'AFP, ou, plus probablement sa réduction au rôle de simple sous-traitant, d'agence « nationale », aurait aussi des conséquences particulières pour la France. Les administrations, les ambassades, les représentants vira, Radio-France internationale n'aurait plus grand-chose à dire, les journaux français, et pas seulement ceux qui n'ont pas ou peu de correspondants dans le monde, seraient plus pauvres. Et, encore plus grave, les Français, qui déjà ne paient pas par excès d'indulgence à l'égard de ce qui se passe à l'étranger, respecteraient de devenir un peu plus nombrilleux.

Les causes du conflit sont complexes, les responsabilités sont douteuses. Il y a un problème d'argent et à cet égard l'Etat est concerné : l'idée d'une agence mondiale qui soit à la fois française et privée est pour l'instant parfaitement inimaginable. Il y a aussi un problème d'hommes. Des décisions contestables doivent être revues, et certains blocages corporatistes et psychologiques doivent cesser. Mais l'ordre est beaucoup trop important pour qu'on ne fasse pas tout pour surmonter, et très vite, ces obstacles.

(Lire nos informations page 22.)

L'attaque libyenne contre le Tibesti

La France a parachuté munitions et vivres dans le nord du Tchad

Deux avions de transport de l'armée de l'air ont « exceptionnellement » parachuté des vivres, du carburant et des munitions, dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 décembre, dans la région du Tibesti, à la demande du gouvernement tchadien, a indiqué ce mercredi en début d'après-midi le ministère de la défense.

La décision de Paris répond à la nouvelle offensive libyenne dans le désert du Tibesti et au souhait qu'avait exprimé ces jours derniers le président Hissène Habré, en particulier dimanche, lors de la visite à N'Djamena du général Jeannot Lacaze, conseiller du ministre de la défense pour les questions militaires ayant trait à l'Afrique, et de M. Fernand Wibaux, conseiller du gouvernement et ancien ambassadeur de France au Tchad.

Il semble que ce parachutage ait été effectué vers minuit par les Transall, qui ont pu regagner leur base au petit matin sans encombre. Aucune précision n'avait été donnée ce mercredi après-midi sur l'importance du matériel et du carburant largués.

Cette mission, a précisé le ministère de la défense, « avait été demandée par le gouverne-

ment tchadien au profit des habitants de la région, directement menacés par les colonnes armées libyennes descendues du Nord ».

(Lire la suite page 3.)



La « crise de la Maison Blanche »

M. Reagan tenté par la franchise

WASHINGTON

de notre correspondant

Sept semaines exactement après les premières révélations sur les ventes secrètes d'armes à l'Iran, M. Reagan s'est appliqué, mardi 16 décembre, à convaincre l'Amérique qu'il n'aurait rien à craindre de l'« entière vérité » sur ce qui est devenu le scandale iran-ricanais.

Il a pour ce faire simultanément laissé comparaître le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan, devant la commission des affaires de renseignement du Sénat, et demandé, dans un communiqué lu par son

porte-parole, qu'une immunité dite « limitée » soit accordée par le Congrès à l'ancien conseiller et au lieutenant-colonel North.

Cette forme d'immunité garantit à des témoins interrogés par une commission parlementaire que leurs déclarations ne pourront pas être utilisées contre eux dans le cadre d'une procédure judiciaire et qu'ils ne pourront donc pas être poursuivis sur la base de leurs éventuels aveux de crimes ou délits. Or, si cette garantie était accordée à l'ancien conseiller pour les affaires de sécurité nationale et à son adjoint, les deux seuls hommes censés savoir quelque chose du financement de la

guérilla antisandiniste par les bénéfices de l'armement américain vendu aux ayatollahs n'aurait plus de moyen légal de refuser de répondre aux questions du Congrès.

Jusqu'à présent, tant l'ancien que le lieutenant-colonel se sont systématiquement abstenus de répondre à la cinquième question de la Constitution qui interdit d'obliger une personne à témoigner contre elle-même dans des « affaires criminelles ».

Apparemment au moins, M. Reagan a donc pris une initiative qui risque de placer ses deux anciens collaborateurs dans une situation délicate. S'abstenant dans le même temps d'invoquer le « privilège de l'exécutif » pour empêcher la comparution de son secrétaire général devant le législatif, il a réussi, pour la première fois depuis le début ou presque de ce qui est de plus en plus souvent appelé la « crise de la Maison Blanche », à moins donner l'image d'un homme traqué, paralysé par l'événement, ou, plus encore inconnu de la gravité de la situation.

Est-ce à dire qu'on approche de la vérité et que le président américain va gagner à la « complète divulgation de tous les faits », qu'il a, une nouvelle fois, demandée mardi ?

C'est tout sauf évident. Car M. Reagan, d'abord, avait toutes les raisons de savoir que l'appel qu'il a lancé n'a pour ainsi dire aucune chance d'être entendu. Bien que l'immunité ne soit, comme le souligne le communiqué présidentiel, « ni une garantie, ni une grâce », elle revient en fait à cela puisqu'elle oblige un procureur qui voudrait malgré tout engager des poursuites à prouver que son dossier n'est pas étayé par le témoignage de la personne qu'il accuse.

Cela peut arriver, mais si rarement qu'accorder cette immunité « limitée » revient à accorder l'immunité tout court, et que le Congrès n'y est pas prêt avant de savoir sur quoi il passerait ainsi l'éponge.

BERNARD GUETTA

(Lire la suite page 6.)

Le dernier film de Francis Veber reprend les (dés) monstres sacrés qui avaient essaimé le succès des Compères et de la Chèvre, Pierre Richard et Gérard Depardieu. Les Fugitifs est une merveille d'invention et d'émotion, de délectation sans vergogne. Il est sorti le mercredi 17 décembre, en même temps que le Nom de la rose (lire page 13), et devrait, comme lui, drainer les foules de fin d'année. Deux films très différents, très achevés, parfaitement réussis.

« Les Fugitifs », de Francis Veber

Une fillette et deux casseurs

Lucas est une amorce normale, un peu du casseur de banque qui, ayant purgé ses cinq ans de prison, réapparaît sur les scènes de la vie sociale en pleine, du temps de son époque florissante et les rend pour avoir un peu d'argent devant lui. Le temps de trouver du travail. Parce qu'il a décidé d'être honnête, Lucas, malgré les soupçons du vilain commissaire Durac, qui a juré de le voir repiquer au travail, il va même jusqu'à ouvrir un compte en banque, Lucas. Un compte. C'est bien sûr, mais ça surgit la bavure.

La bavure, c'est un grand blond effaré, maigre, Pignon, qui après trois ans de chômage a trop besoin d'argent et tente son premier hold-up. Plus lamentable braqueur, on n'avait pas vu ce au cinéma depuis Woody Allen dans France l'assaut et le vol. Telle est la loi que le braqueur est censé par la police et que Pignon dans sa panique décide de prendre un otage, Lucas. « Tu pourrais pas en prendre un autre ? » Non. C'est celui-là qu'il veut, Pignon.

Il a raison. Parce que, si Pignon est Pierre Richard, Lucas est Gérard Depardieu, et qu'après les Compères et la Chèvre, sortis et réédités par Francis Veber, on attendait la reconstruction de ce trio de choc. Lucas est une grande brute, un vrai dur, rompu aux ficelles de la traque, il a des adresses (pourries), et d'une seule main il écarte trois poulets. Mais Pierre Richard — constamment nommé « le conseiller par son otage — qui n'y connaît rien, ne sait pas déjouer une grande, il peine à conduire une voiture, se prend les pieds dans tous les tapis, est assés d'une force encore plus grande. Obstiné comme une bousille, il ne renonce à rien, même quand tout est mal, il est plein d'une énergie presque invincible d'innocence comme Buster Keaton. Et il a de bonnes idées, lui.

Celle de Jean Carmet, par exemple, quand il s'agit d'extraire une balle de la jambe de Lucas. Carmet, le docteur Bourdier, n'est pas médecin mais vétérinaire à la retraite. « Ah ! il a avalé la balle ? », en palpant le nez, le truffe, de Depardieu machinalement, en bon veto, « C'est ça, ça, très

Relève politique
à Hanoï

La « vieille garde » passe la main.

PAGE 5

Consultations
médicales

En échange d'une augmentation de 13 %, les syndicats médicaux coopéreront à la limitation des dépenses de santé.

PAGE 28

La mort
de Serge Lifar

L'audace et la rigueur.

PAGE 12

CONCOURS
CAMPUS

Devenez « junior reporter » du Monde-Campus : la date limite des réponses à ce concours réservé aux étudiants est reportée au 31 décembre, afin de tenir compte des trébuchements que connaît de vivre les universités.

Page 24 de notes supplément

Le sommaire complet se trouve page 32

Milan
KUNDERA

L'art
du roman

essai

GALLIMARD nrf

Jeudi 18.12.86

Débats

LE DIALOGUE CHRÉTIENS-COMMUNISTES

Le PCF a célébré récemment le cinquantième de l'appel adressé en 1936 par Maurice Thorez aux ouvriers catholiques. Où en est aujourd'hui ce dialogue ? Le Père Pierre Tripié croit plus à l'action quotidienne dans les associations et les municipalités qu'à la confrontation intellectuelle. Jean-Paul Jouary explique pourquoi le moment est propice pour la redécouverte commune des convergences essentielles dans les idées, les valeurs et la pratique.

« Ce n'est pas par hasard... »

Nul n'a besoin de renier son identité pour rassembler autour d'un savoir objectif les éléments de sa propre vision du monde

par JEAN-PAUL JOUARY (*)

A peine Jean-Paul II avait-il lancé quelques violentes anathèmes à l'encontre du marxisme que pour la première fois le Vatican acceptait de co-organiser la rencontre de Budapest (1), positive à tous égards. Il faut croire que, au-delà des pages noires qu'on a pu jadis écrire au nom du christianisme comme du marxisme, un immense dialogue s'impose entre eux face aux problèmes à résoudre dans le monde qui nous est commun. Ne le verrait-on pas, ce dialogue surgissant de toute façon au cœur du mouvement des peuples pour la démocratie.

De fait, dans un pays comme la France, communistes et chrétiens se retrouvent depuis un demi-siècle dans des valeurs essentielles : lutte antifasciste, Résistance, anticolonialisme, antiracisme, solidarité avec le tiers-monde, action pour le désarmement, contre les répressions et, aujourd'hui, pour en finir avec la logique inhumaine du capitalisme en crise.

Si ce dialogue est possible, c'est parce que le christianisme n'est pas une croyance abstraite mais qu'il porte un ensemble de valeurs humanistes au cœur des pratiques

sociales, et que de son côté le marxisme incarne de telles valeurs dans une analyse de la société qui ne découle nullement d'un « athéisme » doctrinal, mais d'un refus, pour expliquer le monde, de tout présupposé idéologique qui lui soit étranger.

Certes, il serait absurde de nier leurs différences doctrinales irréductibles quant à l'interprétation de ces valeurs et de leurs fondements. En même temps, le monde objectif étant par définition le même pour celui qui croit au ciel et pour celui qui n'y croit pas, on voit mal ce qui pourrait entraver la réflexion et l'action communes, dès lors qu'il s'agit de débarrasser la société des causes profondes des inhumanités que nous subissons tous. En ce sens, le marxisme n'est ni plus ni moins « athée » que toute science, toute technique, toute pratique, en tant qu'elles visent à agir sur le réel à la lumière de ce qu'on en connaît.

Il serait aussi sot de dire que Marx a inventé la lutte des classes que de dire que Pasteur a inventé la

rage ! Nul n'a besoin de renier son identité pour rassembler autour d'un savoir objectif et des pratiques qui en découlent, même s'il y a mille et une manières de les vivre, de les interpréter et de les conserver par ailleurs les éléments de sa propre vision globale du monde. Lutter contre le capitalisme, c'est s'opposer à ce qui entrave l'épanouissement humain, et cela n'a donc rien à voir avec la haine.

Le « réalisme » de la résignation

Il se trouve que communistes et chrétiens partagent un refus de réduire l'humanité au rang de simple moyen pour atteindre des fins égoïstes. Ils s'inscrivent diversement dans une tradition humaniste plurielle où se côtoient Aristote et Marx, le christianisme et Kant ou Rousseau... Or le capitalisme s'organise justement autour d'une

(*) Philosophe, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *La Révolution*.

La signification de la « main tendue »

Les chrétiens n'ont pas le monopole de la recherche du « sens de la vie », mais ils peuvent établir des solidarités concrètes avec les communistes

par le Père PIERRE TRIPIÉ (*)

Si l'on a pu passer aujourd'hui de l'anathème au dialogue, c'est sûrement parce que, dans l'action quotidienne, de la vie associative à la gestion de municipalités, en France et sans doute ailleurs en Europe, des chrétiens et des communistes se sont reconnus, confrontés, parfois affrontés. Les soubresauts de la décolonisation ont joué dans notre pays un rôle dont on ne saurait sous-estimer les effets.

C'est sur cette toile de fond qu'il convient d'apprécier la portée de la

rencontre organisée (1) par la *Pensée* (la revue théorique du PCF) et l'hebdomadaire *La Révolution*. Le Service Incroyance-Foi (SIF), secrétariat de l'épiscopat pour la relation avec les courants qu'on appelle plutôt maladroitement « incroyants », était le seul élément structuré à avoir répondu présent. Pour autant, des catholiques étaient dans la salle et le faisaient savoir. Des protestants

aussi. Les présences soulignent comme il se doit la difficulté, voire l'impossibilité, d'une rencontre autre que celle d'experts entre un parti politique et une Eglise. Non qu'il faille minimiser l'importance des rencontres tenues en 1984 et 1985, à Budapest, entre catholiques et marxistes.

Qui étaient les catholiques présents ? Sans doute un bon nombre militent au PCF. Mais d'autres pas, et qui l'ont dit, faisant plus ou moins heureusement entendre leur « différence », qui ne s'apprécie pas nécessairement en termes d'hostilité, même si leur loyalisme ecclésial et/ou syndical ou de parti leur fait contester telle analyse, telle solution politique, surtout quand elles sont présentées d'une manière qu'ils jugent trop « dogmatique ».

Au bout du compte, notre conviction est assez bien décrite par les auteurs d'un « Point de vue » publié par le *Monde* : « Trois siècles après Goethe, notre terre ne tourne pas rond ; on y meurt de faim et de barbarie, auxquelles il serait insensé de se résigner. La société française y participe et en souffre en retour... » (2).

La promotion de l'homme

Quel est l'homme de bonne volonté qui ne souscrit à une telle phrase, quitte à faire preuve à son tour d'esprit critique ? Après tout, ne prouve-t-on pas qu'on est moins « naïf » ou stupide que certains commentateurs ne veulent le faire croire en constatant que laisser le monopole d'une certaine pratique politique au PCF, au service de causes qui relèvent de la justice sociale, par exemple, est la meilleure manière de lui assurer un très vaste champ d'influence ? Mais cette conception faite aux calculs politiques ne décrit pas la principale motivation d'un engagement politique, de choix culturels ou sociaux d'un certain nombre de chrétiens (même minoritaires) qui exercent ainsi leur liberté reconnue, puisque, aussi bien, la pratique chrétienne de la politique est le pilier même selon l'épiscopat de France.

Il serait totalement étranger au SIF, et d'un cléricisme tout aussi douteux que l'autre, de reconnaître je ne sais quel « label évangélique » au marxisme, au PCF ou à la gauche

(*) Secrétaire adjoint du Service Incroyance-Foi, 8, rue Saint-Simon, 75007 Paris.

en général, dont il ne faut pas oublier qu'une des composantes n'est apparue qu'avec la déconsecrationnalisation de la CFDC en 1964.

Quel est donc le but du SIF ? Non pas de manière privilégiée, et encore moins uniquement avec le PCF, de participer à la recherche du « sens » que les hommes donnent à leur existence, à leur humanité, qu'ils construisent dans l'histoire. Ce n'est pas douter des lumières de la foi, de l'Écriture ou de la vie de l'Eglise que de penser que nous n'avons pas le monopole de cette recherche. Toutes les options politiques particulières sont interrogées par les croyants. Ceux-ci doivent se préoccuper de l'efficacité politique ou économique recherchée. Mais aussi de la promotion du sort de l'homme. D'où l'interrogation insistante et précise sur les libertés réelles dans les pays de l'Est. Non seulement des croyants et de leurs Eglises, mais également celle d'athées notables qui peussent autrement que le parti au pouvoir. Le général Jaruzelski n'a pas établi le certificat de baptême comme motivation à l'emprisonnement des militants de Solidarnosc ; croyants ou non, ils subissent le sort de cette organisation née du vouloir de la société civile polonaise d'entreprendre une réelle autogestion.

Mais nous ne serions pas de cette conviction que la « recherche du sens » ne peut être que pratique assidue de l'humanité et de la réciprocité. C'est pourquoi avec les communistes il y a bien à établir des solidarités concrètes autant que des libérations à entreprendre, des partages autant que des gestions de l'entreprise ou de l'économie qui soient le fait de tous. Cela implique sans doute des transformations économiques ou culturelles.

Ce n'est pas directement de l'Evangile, ni même de l'interprétation qu'en donnent des catholiques, mais d'une pratique humaine, contestable comme toutes les pratiques humaines, que nous avons appris que l'utopie est nécessaire mais qu'elle doit s'inscrire dans le réel. Celui-ci n'est pas réductible au seul possible contingent, au réalisme plat, ennuyeux ou fataliste. On peut faire la politique du réel sans refuser pour autant la part du rêve, de la poésie ou l'ambition de mettre les pouvoirs, l'argent, la propriété, le travail, les loisirs, la santé... au service des hommes et non l'inverse.

(1) Le 15 novembre dernier (le *Monde* du 18 novembre).

(2) J.-P. Jouary, R. Michaux et A. Spira, « Esprit critique en A.T. » (le *Monde*, 20 novembre 1986).

« Aidez-moi »

C'est un père de famille victime d'un monstrueux et démesuré concours de circonstances qui vous dit : « Aidez-moi ! » Ma fille Mirabelle se trouve en effet brutalement séparée de force de son mari, par l'administration de la police, qui a pris une mesure discrétionnaire reposant sur une erreur d'écriture ! Voici, en effet, le processus : mon gendre, Doucou Gueye, Sénégalais, détenteur d'un récépissé provisoire d'une demande de séjour portant la mention « salarié », passe le concours de l'école d'agriculture de Bliesle (43450), est reçu (juillet 1985). Etant reçu, l'administration en déduit qu'il devient étudiant, et raye la mention « salarié », au

bénéfice de la mention « étudiant ». Mais à la rentrée d'octobre 1985, comme il s'agit d'une école professionnelle, celle-ci ne peut plus l'accepter, puisqu'il n'est plus « salarié » ! (...)

Marié depuis le 3 mai 1986, mon gendre renouvelle ses demandes auprès du préfet de police de Paris, du directeur du cabinet des libertés publiques et du ministre de l'Intérieur, pour qu'on veuille bien rectifier l'erreur sur le récépissé qu'on lui a pris. A ce jour, pas de réponse.

A la suite d'une vérification de papiers dans la rue le 27 novembre 1986, il est conduit au dépôt pour situation irrégulière. Le 1^{er} décembre 1986, la huitième section de la Préfecture de Paris lui signifie

l'expulsion dans les quinze jours, sur le motif nouveau : « Vous n'avez pas sollicité en temps utile l'obtention d'un titre de séjour. » (...)

PIERRE SEGURET, (Paris).

Les zoroastriens et le pape

Nous avons été sensibles à l'initiative du pape de rassembler les grandes religions à Assise le 27 octobre 1986, et notre communauté des zoroastriens était fière d'être parmi les douze religions montrant leur volonté pour la fraternité dans le monde. Mais nous trouvons : « Les zoroastriens, adorateurs du feu comme on sait, avaient besoin d'une

salle comportant une cheminée... » (le *Monde* du 28 octobre) indigne d'un journal mondialisé connu pour son intelligence et son sérieux.

Suite à cette caricature, peignez-nous de vous rappeler que le feu, dans la religion du prophète et sage Zarathushtra (Iran, X-VII^e siècle avant Jésus-Christ), symbolise la puissance et la pureté de notre Dieu unique, Ahura Mazda ; et il n'a pas des valeurs « idolâtriques » comme on pourrait le croire en lisant la citation du président d'Irak (le *Monde* du 22 septembre) : « ... Ce ne sont pas les Irakiens qui ont déclenché les hostilités, mais les « mages zoroastriens idolâtres... ».

KASRA VAFADARI, Association zoroastrienne de France (Paris).

JB
1735
BLANCPAIN



Après deux cent cinquante ans
il n'y a toujours pas de montre Blancpain à quartz

ANDRÉ COL

JOAILLIER-HORLOGER

10, avenue Victor Hugo
75016 Paris

« Histoire Économique de l'Europe de l'Est », de W. Brus

Un apport fondamental

Le dernier livre de l'économiste polonais Włodzisław Brus doit être lu par tous ceux qui s'intéressent à cette « autre Europe » qui comprend huit pays (dont six sont membres du pacte de Varsovie) faisant partie de l'Europe centrale et de l'Europe du Sud.

Ce livre présente une vue d'ensemble du système économique mis en place en 1945, principalement sous la pression de cet échec avant tout social et politique : la résistance de nombreux membres des appareils dirigeants à des changements qui réduiraient leur situation privilégiée. Cette même résistance s'oppose aussi à une évolution démocratique à défaut de laquelle l'économie reste opaque et la socialisation des moyens de production n'est que formelle ; cela est vrai aussi de l'autogestion yougoslave.

La richesse et l'acuité des analyses contenues dans ce livre de W. Brus en font un instrument indispensable à une meilleure connaissance des problèmes économiques, sociaux et politiques de notre temps.

rentes universités étrangères. Depuis 1978, il est professeur à Oxford.

L'apport de son dernier livre est fondamental en ce qu'il concerne l'appréciation des deux vagues de réformes économiques qu'ont connues les pays de l'Est (à l'exception de l'Albanie) et de leur échec relatif. Les raisons de cet échec sont avant tout sociales et politiques : la résistance de nombreux membres des appareils dirigeants à des changements qui réduiraient leur situation privilégiée. Cette même résistance s'oppose aussi à une évolution démocratique à défaut de laquelle l'économie reste opaque et la socialisation des moyens de production n'est que formelle ; cela est vrai aussi de l'autogestion yougoslave.

La richesse et l'acuité des analyses contenues dans ce livre de W. Brus en font un instrument indispensable à une meilleure connaissance des problèmes économiques, sociaux et politiques de notre temps.

CHARLES BETTELHEIM.

★ Włodzisław Brus, *Histoire économique de l'Europe de l'Est* (1943-1985), traduit de l'anglais par Bernard Chavance et Basile Karliouk, Éditions de La Découverte, Paris, 1986, 367 p., 210 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69072 F
Télécopieur : (1) 45-23-66-61
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

M. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Raymond Wotta.

Rédacteur en chef :

Daniel Varlet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPAR 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

607 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

299 F 783 F 1 069 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 064 F 1 080 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : s'adresser au

prochain : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les autres prospectus en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 30-15 - Types LEMONDIE

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde US\$ 725-510 le prix de détail, excepté Belgique \$ 440 par an par Le Monde

c/o Speedpress, 46-48 30th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A.,

P.O.C., 46-48 30th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

CENTRAFRIQUE : le procès de Bangui

Les trous de mémoire de l'accusé Bokassa

BANGUI
de notre envoyé spécial

Les dictateurs n'ont pas de mémoire. Et pour cause. Sur la page une du registre de la prison de Ngarabé, il est écrit que le 15 décembre, à 16 heures, le président Jean-Bédel Bokassa a été conduit à la prison de Ngarabé. Et aussitôt d'en faire sortir qui elle voulait. A son gré, et pour la destination de son choix, y compris probablement la mort.

Cette précision, donnée en 1979 par le régime de Ngarabé, Ogo Satché, est revenue mardi 15 décembre, en pleine audience, Jean-Bédel Bokassa avait bien involontairement lancé une phrase totalement surréaliste. « Quand on me signale les décès, parfois, c'est trop tard. Et ça me fait de la peine, mon Dieu le président ».

Ce dictateur en cotte d'assises, qui, dans sa confusion mentale, fait une distinction entre les décès voulus et les décès politiques, entre les profits et les pertes, se drapant dans son titre d'« apôtre de la paix décerné par Paul VI », venait en une phrase de tout résumer. Ce n'est pas un métier d'être dictateur et d'effacer l'adversité. Si en plus, il faut endosser des morts que vous n'avez pas souhaités, des morts par excès de zèle subalterne ! En tout cas, en regardant le vieil homme enroulé dans son écheveau sanglant, entre sa mémoire qui flanche et ses manœuvres de diversion, le premier sentiment, presque de la pitié, est venu.

C'est donc de et seulement de Jean-Bédel Bokassa. Ce pauvre pitoyable et bémollement terrifiant. Avec la ruse pour toute intelligence, la terreur pour seul mode de gouver-

nement. En le voyant égaré dans son procès, perdu dans ce labyrinthe obscuro, entre les supplices pour nation d'Etat et les mises à mort pour convenance personnelle, entre pouvoir et folie, Jean-Bédel Bokassa nous a fait honte.

Pas tant pour lui que pour une certaine idée de la présence et de l'influence française en Afrique.

Les avocats de Jean-Bédel Bokassa, français et centrafricain, se sont tus mardi, en pratiquement. C'est dire que la journée fut rude. Le système Bokassa est resté à la surface, tel qu'en l'absence de l'émotion physique de tout adversaire, réel ou imaginaire.

La cour criminelle a examiné le premier des quatre chefs d'accusation pesant sur l'accusé : assassinats et complicités d'assassinats. Deux cas seulement sur les quarante victimes et déjà, d'une certaine manière, tout est dit. Le reste n'en sera plus que la répétitive et l'incrimination.

Le 9 avril 1973, le Monde, publiait une brève rituelle, pour annoncer « un profond remaniement ministériel du gouvernement centrafricain », et notamment « un départ important, celui du ministre d'Etat, Auguste M'Bongo, nommé deux jours plus tard à la présidence du gouvernement ».

Un important remaniement ministériel à Bangui, voilà simplement. Auguste M'Bongo était arrêté, transporté d'une prison à l'autre, brutalisé, battu à mort dans les quinze jours suivant le remaniement. Et, devant la cour criminelle de Bangui, la brève est complétée treize ans après.

Arrestation faite sur ordre personnel de Jean-Bédel Bokassa. Mais il ne s'en souvenait plus. Et pas même de quoi M. M'Bongo était mort. « On ne peut pas empêcher un chef d'Etat de procéder à des remaniements. Mais laissez-moi écouter les témoins, et peut-être que je me souviendrai mieux ».

« Raison d'Etat »

Les témoins sont venus, anciens commandés des basses œuvres. Et un certain Kasa, « chargé de mission ». Mais, lui, ne se souvenait plus de la mission. Il a simplement été promu à une belle promotion : directeur de la police centrafricaine.

Il croit bien avoir vu un prisonnier, dans une cellule sombre. Mais qui ? Il faudra toute la persuasion du procureur général — une menace d'arrestation à l'audience et le risque d'une peine de cinq ans d'empêchement pour faux témoignage — pour que le témoin Kasa finisse par parler. Il admet que cette mission « lui avait été ordonnée par Jean-Bédel Bokassa en personne ».

Quelle mission exacte ? L'accusé ne se souvient pas.

Un autre témoin, le commissaire Meye, « requis par un coup de téléphone de l'ex-président ». Il dira, lui, avoir trouvé le homme enchaîné à la villa. « M'Bongo avait été transféré en prison. Oui, il s'agissait bien de M. M'Bongo ».

Alors, la mémoire de Bokassa revient. « Je me souviens maintenant, M. M'Bongo avait loué sa maison à l'ambassade d'Allemagne de l'Est. Il s'y livrait à des activités douteuses. Responsable de l'Etat, j'ai appliqué la raison d'Etat. Je l'ai fait arrêter. Donc, la justice n'a pas été salée. Raison d'Etat ».

Mais il précise : « Je ne sais pas ce qu'il est devenu. Je n'ai pas donné l'ordre de tuer M'Bongo ».

Et il n'a pas donné l'ordre de tuer Gaston Kongo, un officier supérieur qu'il « aimait beaucoup, tellement ». Celui-là, son crime contre l'Etat, fut probablement d'en avoir assez du régime Bokassa, et d'aller à Montpellier, en France, pour des études.

Résultat, cent vingt jours d'arrestations de rigueur. Avec au bout le transfert secret en voiture vers le camp des réfugiés à Berengo.

C'est le même Jean-Bédel Bokassa qui dira, en réponse à la suite de la victime : « Effectivement, un jour de 74, elle s'est jetée à mes pieds à la sortie de la cathédrale. Elle m'a parlé de son frère, et nous avons pleuré ensemble ».

Gaston Kongo était mort depuis plusieurs mois, peut-être du « zèle subalterne », peut-être de la vengeance d'un Bokassa. C'est tout ce qu'il y a à dire. Sauf que si la journée fut rude pour l'accusé, elle fut plutôt bonne pour la justice centrafricaine, voire pour l'Afrique noire entière.

Un Bokassa jugé dans les formes, même approximatives, mêmes maladroites, selon ce mot de M. Senghor, avocat et observateur de la Ligue internationale des droits de l'homme : « Un fait nouveau et prometteur pour le continent. C'est une semence très intéressante ».

La cour criminelle de Bangui s'est accordée une journée de réflexion mercredi pour flaggner le dossier, pour ne plus évoquer que l'essentiel. Car il paraît désormais superflu d'en rajouter. Prochaine audience jeudi 18 décembre.

PIERRE GEORGES.

ALGERIE

Le président Chadli plaide pour une plus large autonomie des entreprises

ALGER
de notre correspondant

Le discours traditionnel « parler vrai » n'a pas fait défaut au discours sur l'état de la nation que le président Chadli a prononcé mardi 16 décembre à l'Assemblée populaire nationale. Dans le prolongement de ses dernières interventions privilégiant la technocratie au détriment d'une idéologie qui fait de plus en plus figure de laissée-pour-compte, il a brossé un rapide tableau de l'économie algérienne en période de crise, critiquant de manière implicite un secteur public aux pitoyables résultats.

« Les performances du secteur public n'ont pas suffisamment progressé pour permettre de réduire le taux d'expansion monétaire à un niveau supportable pour la politique des prix et des revenus », a-t-il dit avant d'ajouter qu'un « programme concret sera mis en œuvre afin de lever les obstacles qui pèsent sur les missions des entreprises ».

Les termes « entreprises » et « opérateurs » reviennent souvent, mais de façon délibérément indéfinie. Le qualificatif « privé » n'est pas utilisé, mais les « opérateurs » sont appelés « à utiliser au mieux les stocks existants, à concentrer leurs efforts sur les productions les plus nécessaires », et dans le domaine du financement « à faire appel plus systématiquement au crédit et à l'épargne ».

Le chef de l'Etat a plaidé l'autonomie des entreprises et la priorité aux investissements productifs. C'est également en pensant à l'effi-

cacité qu'il a prononcé — prudemment — un amendement futur du commerce extérieur dont le monopole est toujours assuré par l'Etat, précisant que « les choix et la mise en œuvre des programmes d'importation seront redéfinis dans le sens d'une prise en charge par les grandes entreprises de la gestion des approvisionnements les plus nécessaires à l'économie nationale ».

La politique des revenus engagée depuis l'instauration du Statut général du travailleur (SGT), véritable grille des salaires à l'échelle nationale, répond à un double souci : de stimulation économique et de justice sociale, système liant les salaires à la productivité et à l'effort fourni », a déclaré M. Chadli, rappelant à l'occasion son credo économique : « l'utilisation optimale de l'outil de production ».

Ce discours sur l'état de la nation, intervenant un an après l'adoption d'une nouvelle charte nationale qui réhabilite le secteur privé, il s'inscrit dans le cadre de l'ouverture progressive de l'économie algérienne définie ces dernières années.

Continuité en diplomatie

La continuité en matière de politique étrangère. Le Maghreb y occupe une place de choix. « L'Algérie n'épargne aucun effort dans la poursuite de l'unité à laquelle aspirent les peuples de la région », a rappelé M. Chadli, car c'est « dans cet esprit qu'elle a renforcé avec la Tunisie et la Mauritanie la mise en œuvre de traités de fraternité et de coopération, de même qu'elle a renforcé ses liens de fraternité et de coopération avec la Libye ».

Le Maroc n'est évoqué qu'en termes sibyllins à propos du conflit du Sahara occidental. En revanche le monde arabe est une fois de plus sévèrement critiqué puisqu'il offre « le triste spectacle de querelles et de déchirements qui ont entraîné des atteintes graves à sa crédibilité et à son capital de lutte et de la force et l'audace de l'ennemi ».

FREDERIC FRITSCHER.

TCHAD

L'attaque libyenne contre le Tibesti

(Suite de la première page.)

La France, ajoute le communiqué officiel, « condamne une fois de plus l'action des forces libyennes au Tchad », et « continuera d'assumer ses engagements sans que soit modifiée la politique qu'elle a précédemment définie ».

Dans l'entretien qu'il avait accordé à l'envoyé spécial du Monde (nos éditions datées du 17 décembre), M. Hissène Habré, évocant la demande qu'il avait faite à l'armée française d'un ravitaillement des combattants du Tibesti par parachutage, avait, notamment, précisé : « Techniquement, l'opération ne comporterait pratiquement pas de risques, si elle était faite de nuit ». Il avait indiqué, en outre, qu'il en avait déjà souligné l'urgence devant M.M. Mitterrand et Chirac, lors du sommet franco-africain de Lamé, en novembre dernier.

ILE MAURICE

La drogue empoisonne le débat politique à l'île Maurice. Des députés directement mêlés au trafic ont été obligés de démissionner. La coalition gouvernementale du premier ministre, M. Jugnauth, avec quatre députés, a été éliminée du Parlement, l'opposition, représentée de trente-deux députés. Le congrès du MSM (Mouvement socialiste mauricien), parti du premier ministre, qui s'est tenu les 13 et 14 décembre, s'est bien passé d'avoir un débat sur la question de la drogue, sachant qu'un grand « déballage » risquait de provoquer un éclatement de la coalition gouvernementale et de précipiter une crise politique de grande ampleur.

PORT-LOUIS
de notre envoyé spécial

La drogue : depuis des mois, on ne parle plus que de ça à Maurice. Il aura fallu qu'en décembre dernier M. Sanyasand Pelladoh, un député de la majorité, soit arrêté sur Pape-Bas avec vingt kilos d'héroïne dans ses bagages, pour que le scandale échoie au grand jour. Pas question, auparavant, de rompre le silence, imposé par les « barons » de la poudrière blanche. « Tous les monde savent mais personne n'aurait osé lever le petit drapeau », avouent des antichistes. Aujourd'hui, les langues se sont déliées et les dénonciations pleuvent drues, au point que, la politique s'en mêlant, il s'installe dans cette île qui adore les cancanes un étrange climat de méfiance et de suspicion.

Plusieurs centaines de morts

« On vit en plein psychodrame », assurent certains insulaires. M. Maurice Rault, le président de la commission d'enquête, admet que « de nombreuses dénonciations ont été faites dans un but machinal et par esprit de vengeance ». Mais en déballage de linge sale en public, en effet, quelques choses de plus négatives, il n'empêche qu'à force de démentir l'existence de la drogue on se sent, très vite, à la conclusion que le scandale est de belle dimension et met en cause beaucoup de beaux monde : des parlementaires et des diplomates, des douaniers et des policiers, voire des médecins. Comment en serait-il autrement ? Il y a près de vingt ans que les trafiquants ont entrepris patiemment de tisser leur réseau.

On a toujours « fumé » un peu confidentiellement à Maurice : le

gandis, une sorte de marijuana, dans la communauté indienne, l'opium dans les milieux chinois (1). Pour les uns un rituel religieux et pour les autres un passe-temps familial. Vers 1965, de très vives tensions raciales provoquées une brève agression contre la demande de ces villages, deux d'entre eux, qui, à des fins encore inconnues, prétendaient de « s'écarter », de trouver le « nid ». C'est-à-dire le lieu où les trafiquants réalisent alors le profit qu'ils pourraient tirer d'un tel trafic et des choses s'organisent. Le grand pépère dans les établissements scolaires et l'opium se consomme sous forme d'injections. En 1978, à Port-Louis, au moins une quinzaine de personnes meurent d'overdose. Les toutes premières d'une liste qui n'est, hélas ! pas close.

« L'enfer s'installe ici en 1981, avec l'arrivée du brown sugar, une mélasse d'héroïne vendue sous forme de poudre blanche que l'on « sniffe » à 15 roupies (2) les cinq souffles ». Les six mois : on invente la « salade », du brown sugar dilué dans du vinaigre ou du citron. Trois doses suffisent pour devenir « addict ».

Le brown sugar arrive à Maurice par air et par mer : le port indien de Bombay sert de plaque tournante à ce trafic. Exemptés de faillites, les « VIP » sont recrutés comme passeurs et les drogués, moyennant paiement en « nature », comme vendeurs. Installés dans le quartier de la plaine verte à Port-Louis, les gros bonnets de la poudrière blanche — les frères Muel et Sanyasand, Hissène Moutchou et M. Ginfour, n'ont rien à envier de personnes. Toutes les protections leur sont acquies. Lors des élections législatives d'août 1983, ils prêtent leurs hommes à l'équipe aujourd'hui au pouvoir pour assurer le service d'ordre et l'aident, dit-on, à financer les frais de campagne.

Les résultats sont là : au moins 50 000 adeptes des drogues « dures », et quelque 15 000 consommateurs de drogues dures. Sur les 1 400 détenus de la prison de Beau-Bassin, 1 200 sont incarcérés pour des délits liés directement ou indirectement à la drogue. Selon les statistiques officielles, au cours des dix premiers mois de cette année, 1 322 personnes ont été arrêtées pour des affaires de drogue (194 en 1982), dont 876 pour possession de poudre blanche. Beaucoup plus dramatique encore est le bilan des victimes de ce fléau, démenté par les autorités locales mais dressé par des médecins et des travailleurs sociaux : en 1986, sur l'ensemble de l'île, plusieurs centaines de morts.

Aucune communauté, aucun milieu n'est à l'abri de ce fléau qui fait des ravages aussi bien en ville

qu'à la campagne. Ce drame frappe tout de même plus durement les jeunes et les musulmans, ceux qui ont du mal à se situer dans ce microcosme insulaire, balayé par le vent de ce modernisme qui met à mal les traditions culturelles. La drogue trahit ainsi la malaise d'un pays en plein « boom » économique dans lequel l'émancipation ne connaît plus de limites, ni limites, et celui d'une société multiraciale, à court de références, qui ne sait plus très bien sur quel pied danser.

En 1984, le gouvernement avait créé une commission d'enquête parlementaire, mais la mafia y avait

Le scandale de la drogue est de belle dimension et met en cause du beau monde...

infiltré ses hommes et les gens ont eu peur de déposer. « Le gouvernement a refusé un programme de sensibilisation que nous avions proposé pour la radio et la télévision », se plaignent des éducateurs. « Maintenant, nous n'avons plus libre accès aux établissements scolaires. On nous accuse de dramatiser la situation ».

Pour l'heure, les « addicts » s'inquiètent de ce remue-ménage qui leur complique la vie puisque, prudence oblige, la poudre blanche est devenue plus rare et plus chère. « La commission (d'enquête) peut faire nous même », disent-ils. Jamais à court d'imagination pour ne pas se trouver en état de manque, certains ont monté de véritables petits « labos » et, faute de mieux, fabriquent toutes sortes de mélanges à partir des produits chimiques et pharmaceutiques qui leur tombent sous la main, jusqu'à du sang de caméléon.

Le gilet pare-balles du premier ministre

Lorsque l'« affaire d'Amsterdam » éclata, M. Anerood Jugnauth, le premier ministre, tenta contre vents et marées sinon de l'étouffer, du moins de la banaliser. Lors du vote du budget, disposant d'une majorité parlementaire très étroite, il ne se fit pas violence pour accepter la voix précieuse de M. Pelladoh, de retour au pays, après avoir été condamné par la justice néerlandaise à six mois de prison pour « importation illégale et involontaire de drogue ».

« Je veux que toute la vérité soit faite et que tout ce qui doit être

démantelé le soit », affirme, aujourd'hui, M. Jugnauth, sur un ton péremptoire. « Une fois que l'on a commencé, il faut aller jusqu'au bout ». Il souhaite « en finir avec les marchands de mort » et « entrer dans l'histoire comme le premier ministre qui aura détruit la mafia ». « L'important, quel prix ? Out, même au prix de ma vie », répond-il.

Des menaces de mort contre M. Jugnauth ? M. B. Kowlessar, le commissaire de police, en a confirmé le sérieux. A la guerre comme à la guerre. Désormais, le premier ministre porte un gilet pare-balles et ne se déplace que sous solide escorte, accompagné de tireurs d'élite. M. Gaëtan Duval, vice-premier ministre, ajoute même que le chef du gouvernement a commandé une BMW blindée et que, en attendant sa livraison, dans un an, il a demandé à M. Omar Bongo, son homologue gabonais, de lui en prêter une. Les Mauriciens n'en ont pas deux : il y a dans cette affaire une part de mise en scène politique pour les leurs dirigeants, qui cherchent à sortir grandis de l'épreuve qu'on leur impose.

Joignant le geste à la parole, M. Jugnauth a finalement accepté la création d'une commission d'enquête et a même, sur-le-champ, suspendu de leurs fonctions quarante-trois fonctionnaires, dont trente-quatre policiers, qui avaient été mis en cause devant cette commission par Raffick Peerabocus, un « dealer » repent, tandis que six députés de la majorité, également cités, étaient exclus de leur parti.

De son côté, le Parlement a voté le Dangerous Drugs Act, dont la section 46 a été déclarée « nulle et non avenue » par la Cour suprême, parce qu'elle refusait à toute personne inculpée d'un délit lié à la drogue le bénéfice d'une libération sous caution. Les clauses de l'Income Tax Act ont, d'autre part, été modifiées de telle sorte que le secret bancaire puisse être levé à l'encontre des trafiquants notoire. Le premier ministre, en outre, évoqué l'idée de soumettre à référendum le rétablissement de la peine de mort et son ministre des finances celle d'instaurer l'état d'urgence. Qui dit mieux ?

L'opposition — c'est de bonne guerre — se sert, elle aussi, de l'« affaire d'Amsterdam » comme d'un cheval de bataille politique, oubliant, peut-être un peu vite qu'elle n'est pas non plus au-dessus de tout soupçon. M. Paul Berenger, le chef du Mouvement militant mauricien (MMM), qui faussa compagnie à M. Jugnauth en mars 1983, accuse aujourd'hui celui-ci d'« hypocritisme », lui reproche d'« avoir voulu étouffer l'affaire ».

car lui et les siens sont prisonniers de la mafia », et réclame la suspension du mandat des six députés de la majorité mis en cause dans ce scandale.

Maurice en état de surchauffe politique. « Le gouvernement n'a plus le droit moral de diriger le pays », s'indigne M. Berenger, tandis que M. Gaëtan Duval annonce que « la crise est ouverte ». Mais M. Jugnauth, qui, à cause de l'« affaire d'Amsterdam », a déjà essayé depuis le début de l'année deux crises ministérielles — l'une en janvier, l'autre en juillet, — garde son sang-froid au milieu de la tempête.

Des élections anticipées avant 1988 ? Certes, l'équipe au pouvoir sort de cette épreuve affaiblie et divisée. Mais M. Jugnauth — c'est son privilège — reste maître de fixer la date des « législatives ». Le MMM menace de dévaler d'autres « affaires ». Dans cette île qui fait caisse de résonance, tout prend un tour dramatique mais la fièvre tombe aussi vite qu'elle monte.

JACQUES DE BARRIN.

(1) L'île Maurice compte environ un million d'habitants. 52 % de la population est d'origine indienne et de religion hindoue ; 16 % est d'origine indienne mais de confession musulmane. A part une petite minorité de Chinois — environ trente mille — le reste de la population est créole.

(2) La roupie mauricienne vaut 0,54 F français.

FRED : les diamants font la chaîne

Fred a capturé des diamants pour habiller les nouvelles chaînes aux mailles entrelacées et grès et or jaune : collier, bracelet, pendants d'oreilles, bagues.



FRED
JOAILLER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Mérienne, Equus, "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisade, Cannes • Hôtel Lomas, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Europe

ITALIE : après la vague de suicides de l'été

Le « malaise des casernes »

ROME
de notre correspondant

Le tribunal de Padoue a condamné le 15 décembre un officier à deux mois de prison pour « injures à subordonnés » : le général Franco Brozio avait, le 12 août, donné du « salaud », « amorphe » et « fils de p... » devant quatre cents soldats rassemblés pour une revue de caserne. Les juges lui ont infligé une peine modérée (il risquait deux ans), considérant qu'il avait agi par « accès de zèle ». Le général entendait fustiger un groupe de recrues qui s'était livré de façon répétée à des déprédations.

L'affaire n'est sans doute qu'anecdotique, mais l'opinion italienne a été sensibilisée du sort des jeunes soldats par les nombreux articles parus dans la presse durant l'été et l'automne derniers sur le « malaise dans l'armée ».

Parmi plusieurs projets de loi touchant aux questions militaires en attente au Parlement, l'un conçu par des parlementaires de gauche propose une réforme du service militaire visant à adoucir la condition des recrues : davantage de permissions, une meilleure utilisation des compétences, le rapprochement du domicile, une acceptation plus large de la notion de soutien de famille et une augmentation des exemptions.

Ce texte, critiqué dans les milieux militaires comme « paternaliste, démagogique et nuisible », était oublié comme tant d'autres projets de loi lorsqu'un élément nouveau est venu le réactiver : une série de suicides cet été dans les casernes. Non que leur nombre dépasse celui des précédentes années (une douzaine environ), mais des classes d'âge équivalentes chez les civils (environ 4 pour mille au lieu de 4,400), ce chiffre français, par exemple, est légèrement supérieur à celui de la péninsule. Mais voilà : une demi-douzaine de ces drames se sont succédés en quelques semaines, à l'heure où l'Italie se dore sur les plages. Et ce pays des bons sentiments a pris feu, fierme pour ses « bidasses » contraints de passer une année dans des casernes vétustes, subissant les brimades des anciens et déprimés d'ennui.

« C'est vrai, sur nos 500 casernes, 300 sont très vieilles et seulement 50 neuves », nous dit un colonel de l'état-major de l'armée de terre. « Les brimades ? Elles ont toujours existé : elles seraient plutôt en diminution ; si par hasard elles atteignent à la violence, leurs auteurs sont sanctionnés. Quant à l'ennui, il touche exclusivement des unités qui, faute de crédits suffisants, ne sont pas tenues en haleine par un entraînement suffisant. »

Le Désert des Tartares

L'opinion avait noté que la plupart des suicides cet été avaient eu lieu dans des casernes du Frioul, cette région située à la frontière de la Yougoslavie où veillent, face à une hypothétique percée des forces de l'Europe orientale, les trois quarts de l'armée de terre du pays : la « défense du nord-est » est en effet la mission que l'OTAN a assignée à l'Italie. Ainsi, les casernes sont-elles surpeuplées dans cette région.

Cette situation ne facilite évidemment pas l'intégration des jeunes militaires qui traînent fréquemment leur vague à l'arme les jours de permission entre les ruelles et des bars que ne fréquentent guère la gent féminine locale. « C'est un peu le Désert des Tartares, reconnaît le colonel. Pour remédier à cette situation, nous sommes en train de multiplier les conventions avec les communes pour qu'elles facilitent aux recrues l'accès aux installations sportives, récréatives, culturelles, etc. »

Une action vigoureuse en vue de mieux intégrer les jeunes recrues s'impose d'autant plus que le Frioul, peut-être justement parce qu'il est « sur-armé », est le centre d'une campagne de critiques des dépenses militaires dirigée par le clergé — l'évêque de Trieste, Mgr Belloni, en tête.

Le « malaise des casernes », comme il est rituel en Italie, a relancé le débat sur l'opportunité d'une armée de métier. Et tout aussi rituellement, le Parti communiste s'y est fermement opposé, dans la crainte que cette situation ne suscite des candidats au putsch. Il a été appuyé par

nombre de militaires convaincus que l'Italie ne pourrait pas aligner les indispensables « gros bataillons » au débouché du fameux « saut de Gorizia », si elle devait les rémunérer comme des professionnels. Seul un renforcement, au demeurant en cours, des armements de défense tels que les missiles antichars et anti-aériens permettrait d'envisager une réduction ultérieure des effectifs. Il y faudra du temps.

L'Italie est en effet au tout dernier rang des pays de l'OTAN pour le niveau d'équipement de ses forces armées : selon l'étude menée annuellement par l'Institut stratégique britannique ISS, sur le « rapport des forces militaires » dans le monde, l'investissement en matériel consenti pour le soldat italien moyen est presque de moitié inférieur à celui dont bénéficie son homologue allemand ou français. La qualité de l'entraînement se ressent également, selon des sources de l'Alliance atlantique, de la médiocrité relative de l'effort budgétaire de la péninsule pour sa défense (2,7 % du PIB).

Les officiers aussi

La vague de suicides a également touché les cadres. La victime la plus notable a été un lieutenant-colonel nommé Vladimir Nasta. Il s'est logé une balle dans la tête parce qu'il n'avait pas supporté les critiques dont son régiment avait fait l'objet à la suite d'une marche impetueuse ordonnée par un de ses lieutenants. Deux parlementaires communistes s'étaient inquiétés, dans une question au ministre, que leur régiment n'ait été l'objet de critiques pour « harcèlement », à la suite de cet incident.

Le geste de désespoir de l'officier avait provoqué une vive agitation dans les milieux. Le président de la République s'était déplacé en personne pour assister aux obsèques. Dans son discours, M. Giovanni Spadolini, responsable de la défense, avait souligné ce qu'il avait qualifié, au grand dam du PC, de « campagne unitaire contre les forces armées ». Après cet événement, la presse avait cessé de publier des articles relatifs à la grande misère des casernes.

JEAN-PIERRE CLERC.

RFA : les élections du 25 janvier

Le Parti social-démocrate en mauvaise posture

BONN
de notre correspondant

Dernière loi, trois immenses affiches où il apparaît en gros plan proclamant qu'il est « le meilleur pour l'Allemagne ». Candidat du SPD à la chancellerie pour les législatives du 25 janvier, M. Johannes Rau a bien besoin de pareil slogan. Les questions qui fusillent du hall où il tenait, lundi 15 décembre, une dernière conférence de presse avant la tenue des fêtes de fin d'année, en décourageraient plus d'un à la veille de la bataille décisive.

La défaite du SPD étant inscrite dans les prévisions de tous les commentateurs politiques, la seule chose qui intéresse désormais est de savoir qui prendra en main les destinées du parti après les élections. Le jeune ministre-président de Sarre, M. Oskar Lafontaine, se détache actuellement parmi les candidats à la succession de Willy Brandt. « A

(Publié)

Mocassins homme en cuir 249 francs !

Bottes femme, en cuir, 369 F. Des prix stupéfiants possibles parce que l'entreprise H.E.T. a des relations privilégiées avec des fabricants de chaussures de qualité. Déjà en Province : 16, rue Georges-Clemenceau à (10) Troyes, 1, rue Mathurin-Môgier à (28) Chartres, 18, rue Gellée à (51) Blois, 87, rue Gambetta à (80) Compiègne, 24, rue Royale à (78) Versailles, 205, av. Pierre-Brossolette à (94) Le Perreux. Et à Paris : 6, rue Havo (207), 24, rue de la Verrerie (47) ; 84, rue Camborne (197) ; 42, rue Claude-Terrasse (107) ; 99, rue de Tocqueville (17). Renseignements à 42.83.35.28.

URSS : l'éviction de M. Kounaev

Un « gorbatchévien » succède à l'un des derniers « vieux brejnéviens » à la tête du PC du Kazakhstan

MOSCOU
de notre correspondant

Le dernier carré des « vieux brejnéviens » s'est encore rétréci, mardi 16 décembre, avec la mise à la retraite sans cérémonie de M. Dinmukhammad Kounaev qui était depuis plus d'un quart de siècle premier secrétaire du parti au Kazakhstan, la plus grande République soviétique d'Asie centrale. L'absence de tous remerciements officiels indique qu'il s'agit bien d'une disgrâce, et l'âge de l'intéressé, soixante-quatre ans, est une explication insuffisante. Ce départ sans gloire laisse présager une éviction prochaine de M. Kounaev du bureau politique, dont il était membre depuis quinze ans par la seule grâce de Brejnev.

M. Kounaev a remplacé à la tête du Kazakhstan par un Russe à cent pour cent de quinze ans son cadet, M. Gennadi Kolbine, qui a fait la plus grande partie de sa carrière dans le complexe militaire-industriel de l'Oural. Le Kazakhstan est sans doute trop important stratégiquement pour que la question nationale y soit traitée avec la même apparente délicatesse qu'ailleurs. L'usage veut en effet, lors de Russie, que le premier secrétaire d'une République soit un « autochtone » et que son premier adjoint soit russe. Mais cela ne vaut guère pour le Kazakhstan, où Brejnev avait lui-même été premier secrétaire au milieu des années 50, ce qui explique d'ailleurs la carrière de M. Kounaev.

Le Kazakhstan a encore par particularité d'abriter le centre spatial de Baïkonour, d'où sont lancées la plupart des fusées soviétiques, et de receler dans son sous-sol, outre du pétrole, du charbon et du gaz, pratiquement tous les métaux imaginables, y compris les plus rares. La colonisation russe y est massive. Les Kazakhs ne représentent plus que 30 % d'une population d'environ 15 millions d'habitants, alors que les Slaves (Russes, Biélorusses et Ukrainiens) sont désormais légèrement majoritaires dans cette République cinq fois plus étendue que la France.

Le nouveau chef du PC kazakh, M. Kolbine, a un double profil, typique de la génération qui a pris les commandes depuis presque deux ans, d'ingénieur de l'industrie des armements et de fonctionnaire du

parti. Il était depuis décembre 1983 premier secrétaire de la région d'Oulianovsk sur les bords de la Volga, à environ 700 kilomètres à l'est de Moscou. Le Pentagone a révélé en mars dernier qu'on y construisait une très importante usine d'avions gros porteurs. Cette région avait fait l'objet d'un vif éloges de la part de M. Gorbatchev lors du 27^e congrès du parti en février dernier. Le nouveau titre exaltait l'activité « de ses responsabilités en faveur de la « refonte » à laquelle il entend soumettre l'ensemble de l'économie soviétique. Le secrétaire général renouvelait l'éloge lors du plénum de juin dernier.

Le groupe de l'Oural

Dans le numéro de juin de la revue *Kommunist*, M. Kolbine se flattait de procéder chaque samedi depuis trois ans à un sondage d'opinion sur place dans sa région. En outre, dans *Partinaja Jits* (« la vie du parti »), il évoquait ses méthodes de lutte contre l'ivrognerie. Le 5 mai dernier enfin, dans les *Izvestia*, il approuvait sans réserve les critiques formulées peu auparavant par ce quotidien contre des responsables de sa propre région. Enquêtes sur le terrain, campagne contre l'alcoolisme et *glasnost* (« transparence »), autant de thèmes chers au numéro un.

Conformément aux lois du système, un « gorbatchévien » succède donc à un « brejnévien » à la tête d'une des plus importantes Républiques soviétiques en attendant d'entrer peut-être un jour au bureau politique. Il faut sans doute nuancer un peu cette image. A cinquante-neuf ans, M. Kolbine a déjà une assez longue carrière derrière lui. Par son passé, il se rattache non pas au clan « terrien » et « sudiste » d'ailleurs rétrogradé de M. Gorbatchev, mais au groupe à forte coloration militaire des « ingénieurs de l'Oural » auquel appartiennent également le président du conseil des ministres, M. Rykov, et le premier secrétaire de la ville de Moscou, M. Eltsine. Il est comme eux diplômé de l'Institut polytechnique de l'Oural (mais par correspondance, ce qui est un peu « moins bien »). Il a, comme eux et apparemment au même moment, exercé des responsabilités politiques et économiques à Sverdlovsk au cœur du « complexe militaire-industriel » de l'Oural.

M. Kolbine a commencé à travailler dans une entreprise peu identifiée de Nijni-Taguil. Cette ville compte une usine de tanks... Entré au parti en 1954, il en a gravi les échelons dans cette localité puis non loin de là à Sverdlovsk.

En 1975, un brusque tournant en fait le numéro 2 du parti en Géorgie, donc l'adjoint russe obligé de l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze. En 1983

enfin, il devient premier secrétaire de la région natale de Lénine, rebaptisée Oulianovsk d'après le nom de famille de ce dernier, où il attire, comme on l'a vu, l'attention de M. Gorbatchev.

La fin d'un dinosaure

Le présentateur du journal télévisé à 20 heures et en fin d'émission le départ « à la retraite » de M. Kounaev. Le comité central qui pourrait se réunir la semaine prochaine pour un plénum extraordinaire consacré aux cadres, devrait en bonne logique l'évoquer également du bureau politique.

C'est une fin assez amère pour ce dinosaure de la vie soviétique, même si l'événement était attendu à chaque réunion importante depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev. M. Kounaev appartient en effet à l'espèce en voie de disparition des « copains » septuagénaires de Brejnev. Il avait été souvent attaqué ces derniers mois dans la presse, notamment lors du congrès du Parti communiste kazakh, en février, pour sa mauvaise gestion ainsi que pour le népotisme et la corruption qui régneraient (plus qu'ailleurs ?) dans sa République.

Originaire d'une famille de « cols blancs » (comme son successeur), M. Kounaev est diplômé de l'Institut moscovite de la métallurgie non ferreuse. Les biographies de l'époque stalinienne impliquaient obligatoirement un passage par la condition ouvrière, mais on peut douter qu'il ait véritablement connu puis-que, trois ans après sa sortie de l'Institut, il était déjà ingénieur en chef d'un combinat métallurgique de son Kazakhstan natal.

Membre du parti depuis 1939, il est avant tout un spécialiste des métaux non ferreux lorsque Brejnev, envoyé au Kazakhstan par Khrouchtchev en 1954 pour superviser le développement des « terres vierges », le remarque et se l'attache. Sa carrière subit dès lors les hauts et les bas de celle de Brejnev. En 1953, ce dernier, devenu premier secrétaire du Kazakhstan, le fait nommer premier ministre de cette République.

Devenu lui-même premier secrétaire en 1960, M. Kounaev est rétrogradé au poste précédent lorsque Brejnev est en délicatesse avec Khrouchtchev. Dès que Brejnev succède au pouvoir en 1964, M. Kounaev redonne son statut de premier secrétaire du Kazakhstan et le restera jusqu'à cette semaine. En février 1982, quelques mois avant sa mort, Brejnev l'appela « mon bon et vieil ami » en lui remettant une médaille de plus. M. Kounaev était sans doute sincère, même s'il prenait ses désirs pour des réalités, quand il exaltait en retour l'« énergie vitale inséparable » de son protecteur.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

Diplomatie

Dissonances interaméricaines sur la politique interallemande

M. Richard Burt et Richard Perle, respectivement ambassadeur américain à Bonn et assistant du secrétaire à la défense à Washington, nourrissent de longue date une inimitié qui remonte périodiquement quelques sévères divergences d'analyse. Divergences qui viennent d'être portées sur la place publique — du moins à Bonn.

Samedi 13 décembre, M. Perle, dans un entretien accordé au quotidien ouest-allemand *Neue Osnabrücker Zeitung*, avait suggéré que la République fédérale pourrait mieux « acquiescer de ses devoirs de défense, en particulier dans le cadre de l'OTAN, si elle accordait moins de crédits à l'Allemagne de l'Est. Réflexion qui a d'autant plus choqué les autorités de Bonn que l'on n'a pas l'impression, dans l'entourage du chancelier, que ce dernier ait failli à ses engagements à cet égard, y compris à l'époque du déploiement des nouvelles unités de l'OTAN, qui comportait, pour le moins, quelques risques électoraux. Et que — à fait valoir M. Friedrich Oet, le porte-parole de M. Kohl — la RFA ne verse pas à proprement parler de crédits à Berlin-Est : elle se borne à

se porter garant de prêts privés, dans certaines proportions.

Le gouvernement ouest-allemand a d'ailleurs fait des représentations, au sujet des propos de M. Perle, à M. Burt, puisque telle est, parmi d'autres, une fonction des ambassadeurs que de recevoir de telles doléances. D'autant plus étonnantes, en l'occurrence, que l'on est de nouveau, outre-Rhin, en pleine campagne électorale, et que le spectacle d'un chancelier se faisant ainsi menacer par un responsable américain sur l'un des aspects fondamentaux « consensuels » de sa politique comme « le développement des relations inter-allemandes » n'est évidemment pas de ceux qui peuvent faire gagner des voix à son parti.

M. Burt s'est, dit-on, fâché tout rouge, non bien sûr contre ses interlocuteurs de Bonn, mais contre l'imprudent assistant du secrétaire à la défense. Lequel, a-t-il fait acrimonieusement remarquer, n'a aucune compétence en matière de relations inter-allemandes et ne peut donc engager dans ses propos la politique de Washington à cet égard.

HENRI DE BRESSON.

Asie

VIETNAM : la clôture du sixième congrès du PC

La « vieille garde » passe la main

BANGKOK
de notre envoyé spécial

La vieille garde du Parti communiste vietnamien a décidé de passer la main. M. Phan Hung, membre du bureau politique, a en effet annoncé devant le congrès du parti, ce mercredi 17 décembre à Hanoï, que M. Truong Chinh, Pham Van Dong et Le Duc Tho avaient renoncé à leurs candidatures au comité central, ce qui veut dire qu'ils ont accepté de prendre leur retraite politique. Vingt-quatre heures avant la clôture de ce sixième congrès, M. Phan Hung a mis fin, sous les applaudissements de l'assemblée, aux spéculations sur l'intervention d'une relève au sein de la direction vietnamienne, précisant que les trois vieux dirigeants avaient été nommés « conseillers du comité central ».

M. Truong Chinh, âgé de soixante-dix-neuf ans, n'aura donc été qu'un secrétaire général de transition.

Il a succédé à ses fonctions, qu'il avait déjà occupées du temps de Ho Chi Minh, que l'été dernier, après la mort de Le Duan, Malade, la vue nettement déclinante, M. Phan Van Dong, âgé de quatre-vingts ans, renonce à son poste de premier ministre. Enfin M. Le Duc Tho, l'ancien interlocuteur de M. Kissinger, avec lequel il avait partagé un prix Nobel de la paix pour avoir négocié un traité sans lendemain, a également accepté de se retirer de la scène, au terme de ce qui ressemble fort à un compromis entre les principaux courants qui divisent le PC vietnamien.

Ces départs créent un vide d'autant plus grand au sein du bureau politique que trois autres de ses membres se retirent. M. To Huu ainsi que les généraux Van Tien Dung et Cha-Huy Man, paraissent en avoir été surpris. M. Phan Hung, secrétaire général, a déclaré que les trois anciens dirigeants, qui ont été des collaborateurs de longue date, ont été nommés « conseillers du comité central ».

Liban
mobilisation

Alors que ce congrès a pour objet de remettre de l'ordre dans le parti et de tenter de définir une politique économique plus réaliste, cet appel d'air sur le haut devrait favoriser plusieurs promotions. Pour succéder à M. Truong Chinh au poste de secrétaire général, le nom le plus souvent cité est celui de M. Nguyen Van Linh, numéro 7 du bureau politique, qui a été chargé d'ouvrir le congrès lundi et qu'on dit proche de

M. Chinh. M. Vo Chi Cong — numéro 8 du bureau — et Vo Van Kiet — numéro 9 — devraient également gravir quelques échelons. Enfin M. Nguyen Co Thach, ministre des affaires étrangères et membre suppléant du bureau politique, pourrait en devenir membre à part entière.

L'inconnu majeur concerne le général Giap et la possibilité qu'il remplace M. Phan Van Dong à la tête du gouvernement. Alors que M. Le Duc Tho passe pour l'arbitre de l'intervention militaire au Cambodge, le vainqueur de Dien-Bien-Phu aurait été à l'époque hostile à cette opération, ce qui expliquerait qu'il ait quitté le bureau politique lors du cinquième congrès en 1982. Mais il ne s'agit là que de suppositions. En revanche, sur les plans économique et politique, le général Giap serait un partisan de réformes en profondeur, d'où les spéculations en cours sur son retour au premier plan.

Il reste que le renouvellement du bureau politique n'annonce pas forcément que des changements radicaux vont intervenir rapidement. Si une page de l'histoire semble se tourner avec l'éviction de la vieille garde, la nouvelle direction pourrait être formée par des collaborateurs de longue date, dont la moyenne d'âge demeure au alentours de soixante-dix ans. D'autre part, pour l'instant, le congrès ne semble pas avoir encore défini des orientations qui tranchent nettement sur le passé, qu'il s'agisse de la revitalisation du parti, de la lutte contre une crise économique aiguë ou de l'intervention militaire au Cambodge.

Ce congrès, cependant, se déroule dans des conditions sans précédent dans l'histoire du communisme vietnamien. Pour la première fois, une poignée de journalistes occidentaux sont présents. En outre, les délégués du parti, anciens dirigeants ont été autorisés à poser des questions devant les représentants. Enfin, la mobilisation ne semble jamais avoir été si intense. Que M. Giap, ministre des affaires étrangères, y ait représenté son parti, souligne d'un autre côté l'intérêt que Moscou porte une nouvelle fois au Vietnam. Déjà, en 1982, c'était M. Gorbatchev, secrétaire du comité central, qui avait présidé la délégation soviétique.

Le communisme vietnamien après plus de cinquante ans de guerre pourrait-il désormais accorder la priorité aux questions de paix, notamment à la reconstruction d'un pays ruiné ? L'avenir le dira. Pour le moment, le transfert de pouvoir qui s'annonce à Hanoï semble surtout le reflet de la crise aiguë que traverse le pays et souligne l'intensité du débat qu'elle a provoqué au sein de la direction communiste.

JEAN-CLAUDE POMONTI

THAILANDE : M. Didier Bariani
à la frontière cambodienne

La France va accroître son assistance au prince Sihanouk

SITE B (frontière cambodienne)
de notre envoyé spécial

Le durcissement français à l'égard de la présence militaire vietnamienne au Cambodge s'est confirmé, mardi 16 décembre, avec la première visite d'un membre du gouvernement à Site B, un camp civil qui héberge quarante-quatre mille partisans du prince Sihanouk, en territoire thaïlandais, mais à quelques kilomètres seulement de la frontière cambodienne. Leur apportant le « salut » de M. Jacques Chirac, M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, leur a en outre déclaré : « Ce camp a pour la France la valeur d'un grand symbole (...). Elle ne vous oubliera jamais et ne cessera de faire tous ses efforts en faveur d'une solution pacifique autour de vous. Vive le Cambodge libre et indépendant ! »

Paris a toujours dénoncé l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge. Mais M. Jacques Chirac avait baissé le ton dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 24 septembre en estimant que le Cambodge était « victime d'une occupation étrangère de plus en plus pesante ». Il avait même évoqué une « nouvelle forme de colonisation » et parlé de « guerre de conquête d'un autre âge », des propos contre lesquels Hanoï n'avait pas manqué de s'insurger à l'époque, tout en ayant une certaine pondération.

Profitant d'une visite officielle en Thaïlande qui coïncide avec les der-

nières manifestations marquant le tricentenaire des relations diplomatiques entre Paris et le Royaume, M. Bariani a visité deux camps de la résistance sur la frontière cambodienne. A Site 3, un camp contrôlé par le Front de M. Son Sann, il a assisté à une distribution de vivres. Mais son passage à Site B, où il a été accueilli par le fils du prince Sihanouk, le prince Ranariddh, chef de l'armée nationale sihanoukiste, a eu une plus grande signification politique.

Le prince Sihanouk, qui vient d'être reçu à Paris par M. François Mitterrand puis par M. Jacques Chirac, voit ainsi la France réaffirmer le soutien qu'elle lui apporte. A Site B, après avoir écouté un exposé du prince Ranariddh sur les activités de sa guérilla en territoire cambodien, M. Bariani s'est engagé à demander l'autorisation aux Thaïlandais d'envoyer dans ce camp des Français chargés d'y former des enseignants et des assistants médicaux khmers. Le prince Ranariddh s'est en effet plaint d'un manque d'instituteurs et d'infirmiers qualifiés dans le camp ainsi que dans les villages des « zones libérées » au Cambodge par ses soldats. L'engagement ainsi renforcé du gouvernement français aux côtés du prince Sihanouk ne devrait toutefois pas provoquer un tollé à Hanoï, où les débats du sixième congrès du Parti communiste, dont la clôture est prévue jeudi, l'emportent sur toute autre considération.

J.-C. P.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan
Impasse politique
et militaire
selon Washington

Le département d'Etat américain a jugé que la situation en Afghanistan présentait l'aspect d'une impasse croissante, dépourvue de perspectives de solution, militaires ou politiques. Le secrétaire d'Etat adjoint, M. John Whitehead, a qualifié de « manœuvre cynique » et de « pièce de théâtre politique mal jouée » le retrait opéré récemment par les forces soviétiques, de six régiments engagés en Afghanistan, et affirmé que la présence militaire soviétique n'avait pas été réduite de façon substantielle. Selon des sources diplomatiques au Pakistan, les résistants afgans auraient abattu deux avions de transport de troupes soviétiques à l'aide de missiles sol-air — l'un à Kaboul le 9 décembre et l'autre dans la province de Paktia (est) le 19 novembre — plusieurs hélicoptères et, fin novembre, un avion des lignes commerciales afganes. Les résistants auraient reçu ces derniers temps des missiles sol-air de type Stinger, selon des informations que Washington se refuse à confirmer officiellement. — (AP, UPI)

Suriname
Le gouvernement
dément la présence
de forces libyennes

Paramaribo (Reuters). — Le gouvernement surinamien a démenti, mardi 16 décembre, que des troupes libyennes se soulevaient dans la lutte contre les rebelles de Ronny Brunswijk (le Monde du 17 décembre). « Il n'y a que quatorze Libyens au Suriname, y compris les femmes et les enfants », a déclaré un porte-parole du gouvernement.

L'ancien président surinamien Hank Chin A Sen, en exil aux Pays-Bas, a affirmé que soixante-cinq soldats libyens avaient combattu aux côtés des troupes du président Desi Bouterse dans l'offensive lancée le 28 novembre contre la rébellion.

[A Washington, M. Elliot Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires latino-américaines, a affirmé mardi que les Etats-Unis avaient des informations selon lesquelles la Libye intervenait dans les affaires internes du Suriname. D'autre part, M. George Shultz, secrétaire d'Etat, a déclaré à Rome que les Etats-Unis sont préoccupés par les graves violations des droits de l'homme au Suriname.]

● SWAZILAND : enlèvement d'un opposant sud-africain. — Un militant anti-apartheid sud-africain, qui sera membre de l'UDF (Front démocratique uni), a été enlevé, lundi 15 décembre, dans un camping de la vallée d'Embuluzi, au nord de Mbabane, par un commando armé, venu semble-t-il d'Afrique du Sud. Vendredi 12 décembre, les forces de sécurité sud-africaines avaient enlevé cinq personnes au cours d'un raid qui avait fait cinq morts. — (Reuters)

● TOGO : expulsion de soixante-trois Ghanéens. — Le gouvernement togolais a expulsé, mardi 16 décembre, un nouveau contingent de soixante-trois Ghanéens qui avaient pénétré illégalement au Togo. (Reuters)

● PAKISTAN : les autorités dénoncent l'action d'éléments subversifs. — Des manifestants reprochant aux autorités de ne pas avoir su prévenir les émeutes intercommunautaires des derniers jours à Karachi ont empêché, mardi 16 décembre, le président Zia Ul Haq et le premier ministre Mohammed Khan Junejo de visiter un hôpital de la ville où ont été accueillis certaines des nombreuses victimes des incidents. La manifestation, à laquelle participaient des membres de la communauté muhjar et des étudiants en médecine, a failli tourner au drame lorsqu'un policier a ouvert le feu, apparemment par erreur, sans toutefois faire de victimes. Le chef de l'Etat et ses collaborateurs ont été rapidement dirigés sur un autre hôpital soignant des personnes blessées dans les affrontements entre les Muhajirs et les membres de la communauté pathane (le Monde du 17 décembre), dont le bilan total s'élevait, ce mercredi 17 décembre, à au moins cent soixante-quatre morts. M. Junejo a accusé des « éléments subversifs » d'être à l'origine des troubles. — (Reuters, UPI)

Proche-Orient

LIBAN

Le colonel Kadhafi incite les Palestiniens à rester à Magdouché

Le colonel Kadhafi a incité, mardi 16 décembre, les combattants palestiniens à continuer d'occuper le village chrétien de Magdouché aussi longtemps que les milices chiites d'Amal n'auront pas mis fin à leurs assauts sur les camps palestiniens du Liban, a rapporté l'agence de presse libyenne Jamna.

Selon l'agence libyenne, le dirigeant libyen a ajouté : « La partie hostile aux Palestiniens n'a aucune conscience. De plus, les brigades de la résistance libanaise chiite, conduite par Nabih Berri, n'ont pas leur place sur le Liban tout entier, et il n'existe pas de gouvernement libanais légal. Par conséquent, elles n'ont pas le droit de décider si elles seules du sort des Palestiniens au Liban. Il ne faut pas négocier un accord avec elles, puisqu'elles n'ont aucune légitimité à cet effet, et ne sont pas habilitées à le faire ».

Des tirs sporadiques ont continué toute la nuit de mardi à mercredi dans les camps de Bourj-el-Barajneh et Châtia à Beyrouth alors que les efforts de l'Iran pour arrêter les affrontements entre Palestiniens et chiites n'ont toujours pas abouti.

Au moins trente-cinq personnes ont été blessées dans ces affrontements.

Des médiateurs français devaient rencontrer ce mercredi des représentants du Front national du salut palestinien, groupement pro-syrien, afin d'éclaircir les derniers obstacles à un cessez-le-feu, ont annoncé des sources palestiniennes.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

sudestasié

Au sommaire No 44 qui vient de paraître :

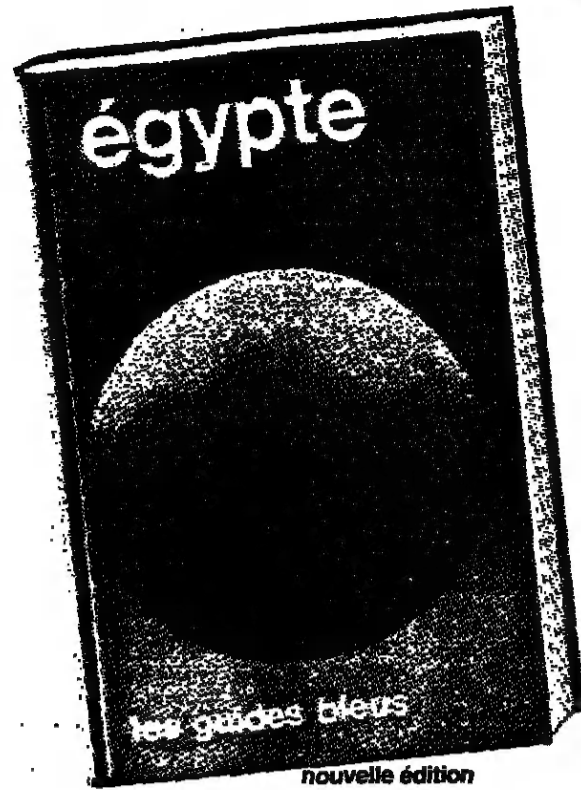
INDOCHINE : L'épine cambodgienne. Entretien Nguyen Co Thach. F. Joyaux. SUD-ESTASIE : Vietnam : Changer ou mourir. JAPON : L'école au Japon. THAILANDE : Les réfugiés khmers. BIRMANIE : La voie vers le paupérisme... Avec un dossier spécial sur « La presse en Asie » (Chine, Japon, Inde, Malaisie...)

Prix au No 25 FF - Abonnement : 145 FF

SUDESTASIE, 17 rue du Cardinal Lemoine - 75005 Paris
A la même adresse : Librairie SUDESTASIE, tous les livres sur l'Asie et l'Asie du Sud-est en français et langues asiatiques.
Tél. 43 26 27 78 et 43 26 18 04

l'incontournable guide bleu... une "pyramide d'érudition"

Le Monde



nouvelle édition
cartographie en couleurs

Hachette Guides Bleus

JUIFS MAROCAINS : QUI SONT-ILS ? QUE VEULENT-ILS ?

SEXUALITÉ : AUGMENTEZ LE PLAISIR DE L'AUTRE... ET LE VOTRE.

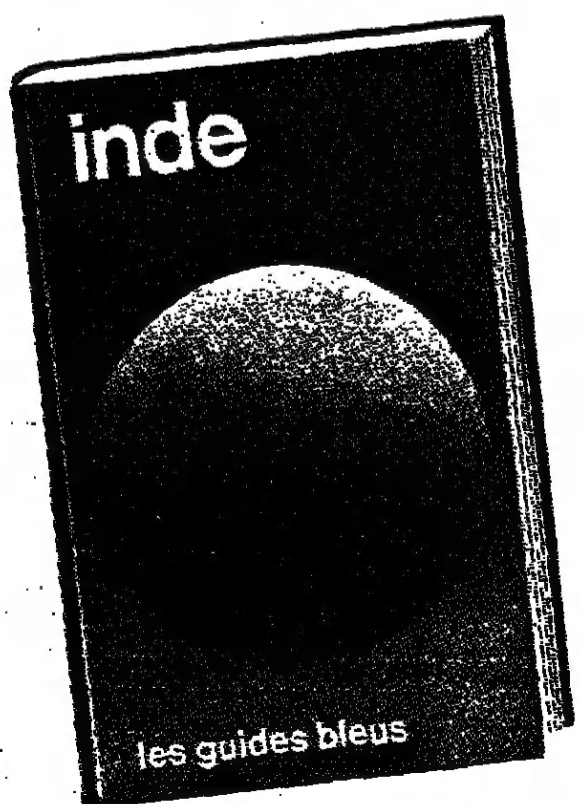
VOYANCE : LES ETONNANTES PROPHETIES DE DJAMILA.

C'EST DANS LE NUMERO 32 DE DECEMBRE

Magazine

LE MAGAZINE QU'IL FAUT LIRE POUR ETRE DANS LE COUP
En vente chez votre marchand de journaux

le temple du savoir



nouvelle édition
augmentée

Hachette Guides Bleus

كندا من اجل

Amériques

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Victoire écrasante de l'opposition aux élections législatives

Port-of-Spain (Reuter). — Les élections législatives du lundi 15 décembre à Trinité-et-Tobago ont abouti à la victoire de l'Alliance nationale pour la reconstruction (NAR), une coalition de partis d'opposition, qui a battu sévèrement le Mouvement national populaire (PNM) du premier ministre, M. George Chambers, au pouvoir depuis trente ans.

La NAR a obtenu trente-trois des trente-six sièges à pourvoir au Parlement. L'annonce de ce raz de marée électoral a suscité l'euphorie à Port-of-Spain, où les partisans de la NAR ont dansé dans les rues.

Le nouveau premier ministre élu, l'avocat NAR Robinson, a déclaré que sa victoire dépassait ses espérances, et s'est engagé à faire de la reprise économique la priorité absolue de son gouvernement. L'économie de l'île fondée sur le pétrole connaît une grave récession depuis trois ans, en raison de l'effondrement des cours pétroliers. Le taux de chômage officiel est de 14 %, mais on estime de source autorisée que le chiffre réel pourrait atteindre 22 %.

La NAR a été formée en septembre 1985 par la Fédération travailliste unie (ULF), l'Organisation de reconstruction nationale (ONR), le Congrès d'action démocratique (DAC, parti de Robinson), et le groupe d'intellectuels de Tepia House.

[Les îles de Trinité-et-Tobago, au nord de la côte du Venezuela, ont une superficie de 5 128 kilomètres carrés et une population de 1 200 000 habitants. Elles tirent l'essentiel de leurs ressources du pétrole et des industries de raffinage. La production agricole est faible (2 % du PNB). M. George Chambers, premier ministre, émit au pouvoir depuis trente ans.]

BRÉSIL : lancé en octobre 1985

Le plan de réforme agraire n'a atteint que 10 % de ses objectifs

BRASILIA de notre correspondant

M. Sarney s'est adressé récemment à ses compatriotes pour les inviter à l'optimisme après un train de hausses particulièrement déprimant. Il a fait un long panegyrique de son action gouvernementale et s'est notamment glorifié d'avoir « levé le drapeau de la réforme agraire », ce qu'aucun chef d'Etat n'avait fait avant lui. Mais il a omis de dire si, après avoir « levé le drapeau », il avait engagé la bataille et si ses troupes l'avaient suivi.

Une explication plus détaillée aurait abouti au constat suivant : le plan de réforme lancé le 10 octobre 1985 n'a réalisé que 10 % des objectifs fixés pour la première année. Rien n'indique que le rythme s'accroisse par la suite. M. Dante de Oliveira, le ministre chargé de la réforme, répond de façon plutôt embarrassée aux questions sur ce sujet. Le plan prévoit l'expropriation jusqu'à la fin de 1989 de 430 000 kilomètres carrés et l'installation de 1 400 000 familles de paysans. Sera-t-il respecté ? « J'espère que oui », affirme le ministre. Ce dernier reconnaît que l'objectif est « ambitieux », mais il a la « conviction » qu'il sera réalisé.

Symptôme des difficultés rencontrées, la polémique qui vient d'opposer le porte-parole de la présidence, M. Fernando Mesquita, à l'organisme chargé de l'application de la réforme agraire, l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire). Accusé d'avoir usé de son influence en faveur des grands propriétaires du Maranhão (terre natale de M. Sarney), M. Mesquita a utilisé l'artillerie lourde pour se défendre, il a affirmé que l'INCRA était « un entre-d'incapacité et de corruption », et il a donné des exemples à l'appui.

Plusieurs dirigeants de l'organisme ont pris la mouche. M. Dante de Oliveira a été obligé de se manifester alors qu'il avait préféré rester à l'écart. Il a fait savoir qu'il y avait quelque chose de trop au gouvernement, lui ou le porte-parole du président. C'est finalement M. Mesquita qui, le mardi 16 décembre, a dû quitter son poste. Les « lenteurs de la réforme » sont également à l'origine, si l'on en croit l'Institut, de la démission du responsable de l'INCRA pour la région de São Paulo, la principale zone agricole du pays. M. José Eli Veiga, le démissionnaire, notait que la réforme agraire n'est faite « au compte-gouttes ». Cela tient, selon lui, à la nature même de la nouvelle République, régime de transition issu d'un compromis entre conservateurs et progressistes qui laisse sans grand pouvoir ceux qui veulent changer la structure de la propriété, à commencer par M. Sarney lui-même, qui n'a pas reçu l'appui souhaitable du gouverneur et du Parlement.

Des chiffres éloquent

M. Eli Veiga précise que certains ministres, tel M. Aureliano Chaves, responsable des mines et de l'énergie, et même des membres du FNDB, le parti de centre-gauche au pouvoir, ont fait pression sur le gouvernement pour éviter l'expropriation de certains de leurs amis. Il affirme que les grands propriétaires se sont si bien mobilisés contre la réforme que le gouvernement a dû reculer ; il aurait été même sur le point de supprimer le ministère de la réforme agraire.

Les chiffres sont éloquent. Le plan prévoyait que, d'octobre 1985 à la fin de 1986, 46 200 kilomètres carrés seraient expropriés et 150 000 familles « installées ». Or la

surface expropriée n'a pas dépassé, selon le ministre Mesquita, 370 kilomètres carrés, et le nombre de bénéficiaires est de 36 000 familles, soit le quart du chiffre prévu. En fait, l'écart est beaucoup plus grand si l'on compte les familles réellement installées : pas plus de 15 000 selon le ministère. La différence tient au délai assez long qui sépare le processus juridique d'expropriation de l'accès effectif des paysans aux terres redistribuées. Donc, 15 000 bénéficiaires de la réforme en quinze mois. Or, selon les chiffres officiels, il y a 6 ou 7 millions de familles de paysans à satisfaire.

La « morosité » dans la réforme, comme disent joliment les Brésiliens, a plusieurs explications. Elle tient d'abord aux lenteurs de la justice. « Quand un laffundiste est exproprié, il présente un recours devant les tribunaux », dit M. Francisco Urbano, l'un des dirigeants de la Confédération nationale des travailleurs agricoles. Or les magistrats sont traditionnellement du côté des propriétaires. Ils font donc traîner la procédure.

C'est ce qui se passe dans le Sud, région de vieilles exploitations agricoles. Dans le Nord, en Amazonie, les expropriations ont permis de dissiper certains conflits particulièrement sanglants. « Mais, souvent, les colons, faute de moyens, n'ont pas été installés », explique M. Urbano.

M. Paulo Bressard, ministre de la justice, a manifesté, à plusieurs reprises, son hostilité envers les défenseurs des petits paysans, et notamment envers l'Eglise. Les syndicats l'accusent de servir de son autorité les magistrats qui prennent parti pour les grands propriétaires. C'est pourquoi M. Dante de Oliveira veut créer une « justice agraire » en soumettant certains magistrats afin d'être plus vite, et conformément à l'esprit de la loi.

CHARLES VANHECKE.

PÉROU : une loi votée à l'unanimité par le Sénat

Les militaires coupables d'excès seront jugés par des tribunaux civils

LIMA de notre correspondant

La crise politique qui a éclaté entre l'APRA, le parti au pouvoir, et l'opposition — conséquence de la manipulation des élections municipales du 9 novembre — a empêché les parlementaires de voter la loi de financement du budget 1987 dans les délais prévus.

En revanche, le Sénat a approuvé une loi fondamentale qui cherche à humaniser la lutte antiterroriste. Jusqu'à présent, les militaires ou policiers responsables d'« excès » — tortures, disparitions, meurtres — étaient jugés par une cour militaire pour « délits de fonction ». Désormais, ils seront traduits devant les tribunaux civils et pourront purger des peines de plus de vingt-cinq ans d'emprisonnement.

L'indulgence excessive des tribunaux militaires avait fait scandale. C'est ainsi que le sous-lieutenant Telmo Hurtado, responsable du massacre de soixante-quinze villageois d'Accomarca, dans le département d'Ayacucho, avait été mis aux arrêts quelques jours pour « abus de fonction », avant d'être élevé au grade de lieutenant. Le commandant Alvaro Artaza, connu sous le nom de « camion », responsable de l'exécution d'une cinquantaine de prisonniers du stade de Huanta (les cadavres mutilés avaient été enterrés clandestinement dans les fosses de Pacayacu), de l'assassinat de sept évangélistes et de la disparition du journaliste José Olave, avait été absous. Lorsque les tribunaux correctionnels se sont saisis de cette affaire, « camion » a disparu.

Cette loi a été votée à l'unanimité par les sénateurs indignés par le massacre des habitants de Foma-

tambo et de Parco, parmi lesquels deux vieillards et deux enfants, le 23 octobre (fait sans précédent, le commandement conjoint de l'armée a reconnu, le 4 décembre, qu'il y avait eu « massacre » et non pas « affrontement avec des subversifs »).

Le commandement conjoint et le Conseil suprême de justice militaire avaient pourtant fait savoir leur opposition à une modification de la loi anti-terroriste.

Par ailleurs, le Sénat a approuvé la création de tribunaux spéciaux pour juger les inculpés d'actes subversifs afin d'accélérer les procès des terroristes. Désormais, la sentence sera prononcée en soixante jours, les audiences seront privées, et les juges auront la protection de la police.

Le lent de la justice explique pourquoi, sur les deux cent cinquante prisonniers de Sentier lumineux exécutés après la matinerie du 18 juin, seuls trente avaient été jugés. L'intimidation exercée à l'égard des juges a aussi contribué au fait que de nombreux terroristes aient été relâchés faute de preuves. C'est ainsi que la responsable de l'attentat contre le contre-amiral Gerónimo Cafforita, le 14 octobre, avait été libérée quelques semaines auparavant.

« Si la démocratie maintient son profil socialiste, libéral, démocratique, elle se sauvera », commente le sénateur de l'APRA, M. Javier Valle Riestra, auteur de ces deux projets de loi. Comme en Espagne, en Allemagne et en Italie, nous voulons combattre le terrorisme sans violer la démocratie ni les libertés publiques.

NICOLE BONNET.

M. Reagan tenté par la franchise

(Suite de la première page.)

Outre que les démocrates n'avaient pas de raisons de permettre au lieutenant-colonel North de prendre noblement et à peu de risques, toutes les responsabilités sur lui, beaucoup de républicains ne sont pas prêts à enterrer précipitamment l'affaire — ou à en donner l'impression — à trois semaines de l'entrée en fonctions du Congrès du 4 novembre dernier et dominé par les démocrates.

Un tel tour de passe-passe risquerait à tout le moins d'être sévèrement jugé, et c'est pour cela que les républicains pressent plutôt M. Reagan de demander personnellement à ces deux militaires, en tant que commandants en chef, de lui dire tout ce qu'ils savent.

Une histoire incroyable

Quant à la comparaison de M. Reagan devant les sénateurs de la commission pour les affaires de renseignement, même si elle n'était pas une obligation légale, elle peut être regardée comme une obligation politique, car, en refusant d'accepter la citation à comparaître, le secrétaire général de la Maison Blanche aurait laissé penser que certaines questions pouvaient l'embarrasser. Or il a toujours soutenu — et l'a répété en sortant de ses quatre heures de témoignage — qu'il n'avait jamais été au courant des versements de fonds aux « contras ». M. Reagan ne l'était pas non plus, a-t-il ajouté, après avoir longuement souligné toutefois que le conseiller pour les affaires de sécurité nationale rendait directement compte au président.

Tout cela est-il possible ? Penfleur, le sénateur démocrate de l'Ohio, a déclaré : « Donald Regan nous a raconté une histoire incroyable de manière crédible. » La remarque est aussi ambiguë que l'est la situation, puisqu'on ne peut, en l'état actuel des choses, complètement exclure que le lieutenant-colonel North ne soit senti suffisamment soutenu politiquement et investi d'une telle mission qu'il ait poussé l'esprit d'initiative un peu loin. Si c'était le cas, cela signifierait que la politique étrangère de la première puissance du monde a été, sous M. Reagan, laissée à la merci d'un officier de second rang et passablement dominé par des idées un peu trop simples.

Cela ne voudrait pas mieux que l'hypothèse d'un complot organisé depuis le bureau Oval. Les sondages, en attendant, ne s'améliorent pas, puisque le pourcentage d'Américains considérant M. Reagan comme plus honnête que le reste du monde politique

est récemment tombé de 59 % à 50 %. Parallèlement, les responsables du Sénat viennent de nommer les membres de la commission spéciale qui va prendre le dossier en main à la rentrée. Elle sera présidée par M. Inouye, sénateur démocrate d'Hawaï.

Pendant ce temps, le successeur de l'amiral Poindexter, M. Carlucci, proche à un rendez-vous complet du Conseil national de sécurité, des affaires politico-militaires, M. Teicher, vient de partir, et deux nouveaux venus, MM. Fritz Ermarth et José Sorzano, sont respectivement promus en charge des affaires soviétiques et latino-américaines. Le premier vient de la CIA et avait servi sous M. Carter, le second a été adjoint de M. Kirkpatrick lorsqu'elle était ambassadrice auprès des Nations unies. Tous deux sont de solides conservateurs.

BERNARD GUETTA.

L'espion américain Ronald Pelton condamné à la prison à vie

Un ancien employé de l'Agence de sécurité nationale (NSA), Ronald Pelton, a été condamné, mardi 16 décembre, à Baltimore, à la prison à vie pour avoir vendu des secrets militaires à l'URSS. Le juge a considéré que l'activité d'espionnage de Pelton avait causé des « dommages inestimables aux programmes de renseignements américains » et a prononcé à son encontre trois peines de prison à vie auxquelles s'ajoute une peine de dix ans de détention, les quatre jugements étant confondus.

Après avoir travaillé à la NSA de 1965 à 1979 comme spécialiste des communications, Ronald Pelton, en proie à d'importants besoins financiers, avait offert spontanément ses services aux Soviétiques en 1980. Pendant cinq ans, ceux-ci allaient ainsi obtenir par son intermédiaire plusieurs programmes secrets de décryptage des communications civiles et militaires soviétiques utilisés par les Américains. En échange de ces documents, Pelton devait toucher quelque 35 000 dollars des Russes au cours de deux voyages à Vienne, en Autriche.

L'arrestation de Pelton était intervenue le 25 novembre 1985 à la suite des révélations faites à la CIA par l'espion soviétique Vitaly Yurchenko, qui semble avoir été son premier contact à l'ambassade de l'URSS à Washington en 1980. Passé à l'Ouest pendant l'été 1985, Yurchenko devait échapper à la CIA en novembre de la même année et rentrer à Moscou.

LES BANQUIERS PARLENT AUX BANQUIERS

Le rapprochement des comptes Nostri chez NSM, l'intégration par la bureautique à Sudameris, la gestion des effectifs au Crédit Mutuel Artois-Picardie, le "Risque Pays" sur télématique à la BNP, la décentralisation au Crédit Coopératif, la gestion de trésorerie pour les particuliers au CCF, l'automatisation de l'exploitation à la Banque Populaire de l'Ouest...

100 pages d'analyses et de reportages en couleurs sur l'informatique bancaire. Le n° 3 est paru : 35 FF

Ordinateurs et Banque

LE MAGAZINE MENSUEL DE L'INFORMATIQUE BANCAIRE

Politique

Le Monde • Jeudi 18 décembre 1986 • 7

A l'Assemblée nationale

Le gouvernement accorde 190 millions de francs de compensations fiscales aux agriculteurs

Le budget 1987 a été adopté, le mardi 16 décembre, par l'Assemblée nationale, dans une version qui devrait être définitive. Mais ce n'est pas sans mal. Alors que les députés et les sénateurs de la majorité s'étaient mis d'accord, en commission mixte paritaire, le gouvernement, contrairement à la tradition, a en effet — et bien entendu obtenu — de sensibles modifications, ou plutôt des ajouts, à ce texte.

M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, avait déposé les amendements vingt-quatre heures avant l'ouverture des débats. Ce procédé n'a été apprécié ni par la majorité, qui a dit ce qu'elle pensait par les voix de MM. Michel d'Ornano (UDF, Calvados) et Robert-André Vireux (RPR, Val-de-Marne), président et rapporteur général de la commission des finances ni par l'opposition. Les socialistes se sont même interrogés sur la valeur constitutionnelle d'amendements ainsi déposés pour compléter des articles déjà votés conformes par les deux Chambres; ils ont insisté sur le rôle du Conseil constitutionnel.

Comme en première lecture, le budget n'a été adopté que par les voix de RPR et de FIDU, ainsi que par celles des non-inscrits qui leurs sont proches (293 sur 577), les députés du PS, du PC et du FN (282) étaient absents.

D'étape en étape le déficit budgétaire se creuse. Fort légèrement il est vrai, mais d'une façon qui n'est pas que symbolique. Le projet initial du gouvernement prévoyait que les dépenses définitives de l'Etat seraient de 1 049 400 millions de francs et les recettes totales de 925 300 millions (le total hors compte d'affectations spéciales et budgétaires annexes). La première lecture à l'Assemblée avait accru les dépenses de 165 millions, diminué les recettes de 285 millions, et donc augmenté le déficit de 223 millions.

Le Sénat avait accru les dépenses de 205 millions, diminué les recettes de 65 et donc augmenté le déficit de 270 millions.

Après les travaux de la commission mixte paritaire et les ultimes amendements du gouvernement les dépenses ont été accrues de 210 millions, pour être portées à 1 049 980 millions, sans que les recettes ne bougent à nouveau; elles sont de 924 950 millions. Le déficit a donc été augmenté, définitivement, de 210 millions, se situant maintenant à 129 239 millions alors qu'il n'était initialement que de 123 586 millions, soit un accroissement de 5 653 millions.

Cette ultime augmentation est essentiellement due à de nouveaux avantages fiscaux accordés aux agriculteurs pour compenser — M. Juppé l'a clairement reconnu — les décisions qui viennent d'être prises à Bruxelles. La CEE avait déjà été sensible aux arguments inlassablement répétés par M. Michel Calvez (RPR, Ille-et-Vilaine). Elle avait prévu pour les agriculteurs une réduction des bénéfices imposables en cas de réajustement; il en résulterait une réduction de 200 millions des recettes attendues de leurs impôts. M. Calvez proposait de compenser cela par un accroissement de la fiscalité sur les tabacs.

Un gain de trésorerie de 25 millions

Le gouvernement n'a pas été tout à fait seul. Il a obtenu également l'assentiment accordé, mais en compensation il a accordé aux agriculteurs une possibilité de réduction de 20 % sur leur bénéfice imposable pour les exploitants dont la comptabilité est assurée par un centre de gestion agréé. Résultat de cet échange : la perte de recettes de l'Etat ne sera que de 160 millions. Le gouvernement s'appuie ainsi sur le « gain » sur les taxes frappant le tabac.

Mais M. Juppé, en plus, a proposé que les cotisations de matériel agricole et les cotisations de travaux agricoles puissent être aussi récupérées partiellement la TVA sur le foin, comme les agriculteurs (perte : 30 millions de TVA). Satisfaction a été ainsi donnée à deux vœux revendiqués du monde agricole, auxquelles le ministre du budget s'était encore opposé lors des premières lectures du budget et du collectif pour 1986. Il y a eu quelques jours. Il est vrai qu'il y a eu entre-temps l'accord de Bruxelles. Alors on a donné au GEM (les coopératives) ce qu'elles réclamaient, et pour ne pas faire de jaloux, on l'a étendu aux entrepreneurs. La distorsion de concurrence au détriment de ceux-ci avait été jusqu'ici avancée pour refuser l'avantage demandé pour les premiers.

Le coût global de ces « compensations » est donc de 190 millions. Mais le gouvernement a décidé aussi de prendre à sa charge 45 millions dans la somme que les organismes débiteurs vont consacrer à l'amélioration des routes nationales. Toutefois l'Etat va faire une économie comptable sur la sécurité dans les aéroports. Comme prévu, il a fait décider la création d'une taxe sur les passagers d'avions (5 francs pour les

vois pour l'étranger et 3 francs pour les autres). Cela lui rapportera 90 millions de francs en 1987. Mais cette année, il ne dépensera que 65 millions de francs, même si pour l'avenir, une autorisation de programme de 90 millions de francs est bien ouverte. (Gains de trésorerie immédiats : 25 millions de francs.)

Les autres dépenses nouvelles sont couvertes par des économies ou des rentrées équivalentes : le Conservatoire de la forêt méditerranéenne va recevoir 100 millions de francs après les incendies de l'été; 50 millions de francs proviendront d'une nouvelle taxe sur les allumettes et les briquets et autant d'un accroissement attendu de la fiscalité sur les tabacs.

Quelques propositions

Les autres amendements qu'a fait voter le gouvernement, sous forme d'articles additionnels, mais qui modifient en fait des dispositions déjà approuvées par l'Assemblée nationale, ont été : le Sénat a autorisé les collectivités de décentralisation des provinces pour conclure des accords avec les entreprises françaises implantées à l'étranger pour vendre des produits français. M. Juppé a reconnu que le procédé était « inhabituel » et a demandé à être « excusé ». Il a justifié cette procédure par sa volonté de perfectionner la rédaction de dispositions techniques bien complexes, comme sont ainsi que le gouvernement — et ses fonctionnaires — avait eu quelques difficultés à les préparer.

Pour le reste, le texte mis en point en commission mixte paritaire a été conservé. Ainsi, malgré quelques propositions dans la majorité, le gouvernement a obtenu le maintien du dispositif sur « l'amendement Calvez », qu'il avait résisté à imposer grâce à une dernière délibération au Sénat : les déductions d'impôt, en cas de dons à des œuvres humanitaires agréées, seront limitées à 25 % de deux plafonds à 600 francs (les sénateurs socialistes avaient d'abord voté 50 % d'un plafond de 1 000 francs). Les députés ont obtenu, comme le souhaitait le gouvernement, que la possibilité de taxer les dépenses dites « ostentatoires et notables » soit définitivement supprimée. Comme le voulait le Sénat, la fiscalité des sociétés-mères qui contrôlent moins de 10 % du capital de leur filiale n'a pas été supprimée pour plus de 150 millions de francs a été clarifiée : afin de faciliter les prises de participation et la restructuration de certaines entreprises, a expliqué M. Vireux.

Le Front national, par la voix de M. Charles Bouchet (FN, Nord), a justifié son opposition car il ne s'agit pas, a-t-il dit, « d'un budget de rupture » avec les pratiques précédentes. M. Jean Glavet (PC, Loire) a trouvé de nouvelles raisons de refuser ce budget dans la récolte électorale et lyonnaise puisque ce projet ne tient « aucun compte » du changement de politique que la gauche « a contraint le gouvernement à prendre ». M. Christian Pierret (PS, Vosges) a qualifié ce budget de « laxisme, imprévoyance pour l'avenir et socialement injuste ». M. Juppé a vu dans le niveau de l'augmentation du budget, le nombre de jours (720 000) qui ont trouvé un emploi, grâce au plan de gouvernement et le nombre d'acquéreurs (1,5 million, d'actions de Saint-Gobain des raisons « d'affirmer notre confiance dans l'avenir ».

Les parlementaires ont ainsi, effectivement, joué leur rôle dans l'établissement du budget, mais ce fut, à chaque fois pour obtenir ce que le gouvernement ne voulait pas initialement leur accorder.

THEOPHY BERNIER.

M. Pasqua, du gril au piédestal

Après l'attentat manqué contre l'ancien garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, l'offensive menée par les socialistes contre le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, va peut-être devoir marquer le pas. Car, l'après-midi, ce mercredi, d'une proposition de résolution demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire « sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations étudiantes », le ministre, devant les députés socialistes, a demandé des explications. Le dr, toutefois, devrait être moins insistant.

« L'attentat est véritable. Il s'agit d'un attentat contre tout ce que M. Pasqua a fait pour le gril », estime, pour sa part, M. Roger Gérard Schwartzberg (PS, Val-de-Marne).

Pour autant, le ministre de l'Intérieur est loin d'être abattu. Le nom de M. Pasqua, prononcé devant des députés socialistes dans les couloirs du Palais-Bourbon, suffit, à lui seul, à faire monter la température de plusieurs degrés. « Il a gagné, il a gagné la médaille d'or de la contre-performance. Rare sont les ministres de l'Intérieur à avoir commis autant de gaffes en si peu de temps », ironise M. Schwartzberg.

L'ancien ministre du travail, M. Jean-Auroux (PS, Loire), propose à l'appui, n'est pas plus tendre : « Il arrive aux hommes, non pas ce qu'ils méritent, mais ce qui leur ressemble... Il s'est comporté comme un délinquant dans le magasin de porcelaines des relations sociales ».

Quant aux propos tenus par le ministre de l'Intérieur sur Europe 1 mettant en cause « ceux qui ont

pris la responsabilité, depuis quelques semaines, de créer un climat de haine » (le Monde du 17 décembre) le font littéralement bondir M. Gérard Fuchs (PS, Paris) : « On se croirait sur la Cassandre, quand un voteur demande à un compère de crier très fort, pour détourner l'attention... »

« M. Pasqua pratique des amalgames insupportables », ajoute, quant à lui, M. Jean-Pierre Sueur (PS, Loire), tandis que M. Jacques Roger-Machet (PS, Haute-Garonne) juge « odieux » le comportement de M. Pasqua dans ses réponses devant les sénateurs la semaine dernière. « A cause de lui, toute une génération de jeunes va voir dans la police le vilain traître et le CRS-SS, c'est lamentable », ajoute le député de Haute-Garonne.

Du côté du PCF et du Front national, les commentaires ne sont guère plus amicaux. M. Guy Ducolet (PCF, Haute-de-Seine) est radicalement opposé à la poursuite des poursuites judiciaires engagées par le ministre de l'Intérieur contre l'Humanité, ne sont-elles pas « le plus beau des hommages » ?

« M. Pasqua ? C'est un tigre de papier ! », lâche M. Bruno Gollnisch (FN, Rhône). « Il est merveilleux contre lui, cela donne ainsi le sentiment à l'électeur de droite qu'il n'est pas seul ».

Les députés de la majorité sont dans l'ensemble, plutôt moins durs que leurs collègues de l'opposition. « Je ne souhaite pas faire de commentaires », explique M. François Fillon (RPR, Sarthe), qui, un peu contrit, ajoute tout de même : « Vous savez, c'est dur d'être ministre de l'Intérieur. »

M. Charles Millon (UDF, Ain) veut bien admettre que le style Pasqua est un brin « agressif », voire à la limite « provocateur ». « Mais, s'empresse-t-il d'ajouter, il est attaqué, il ne faut que se défendre. » Quant à M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), il avoue « ne pas être passionné par le sujet ».

« C'est un bon communicateur »

M. Jean-Claude Gaudin (UDF, Bouches-du-Rhône) se déclare « solidaire » de M. Pasqua et confiant dans ses capacités à encaisser. « La gauche ne réussira pas à faire de M. Pasqua un Saligny », commente-t-il en faisant allusion au ministre de l'Intérieur socialiste du gouvernement Blum poussé au suicide en 1936 par une campagne menée par la presse d'extrême droite.

Pour le président du groupe UDF, le ministre de l'Intérieur est le pôle naturel d'attraction des critiques de l'opposition : « C'était le cas notamment à l'époque de Gaston Defferre ». Pour sa part, M. Jacques Berrot (UDF, Haute-Loire) estime que ses propos sur les violences policières, tenus sur Radio Mégahertz avaient été déformés. « Ils n'étaient pas de nature à gêner l'action difficile du ministre de l'Intérieur », souligne le président de la commission des affaires culturelles en assurant le gouvernement de sa bonne foi et de sa solidarité.

M. Pasqua en fait un peu trop. Il aurait intérêt à se faire plus discret, commente un député RPR qui souhaite conserver l'anonymat. « Pas du tout », estime M. Dominique Perben (RPR, Saône-et-

Loire). M. Pasqua est un bon communicateur. Ce qu'il dit est simple et passe bien. C'est vrai qu'il parle plus que les précédents ministres de l'Intérieur, mais en dit-il vraiment plus ? « C'est un adepte de la parole-camouflage », précise avec admiration cet autre député RPR. Tandis que M. Jacques Lirouzy (RPR, Tarn) se félicite de la ferocité pasquienne : « Ce n'est pas le ministre des carottes. Il ne doit pas servir de porte-coton. Et puis, de toute façon, un ministre de l'Intérieur dont on ne demande pas la démission est un mauvais ministre de l'Intérieur. » « Il a son style, il faut le lui laisser », insiste, pour sa part, M. Gabriel Kasperk (RPR, Paris), qui trouve que M. Pasqua fait preuve, dans toute cette affaire, « de calme et de sérénité ».

Calme et serein, c'est bien ainsi qu'est apparu mardi soir M. Charles Pasqua, au cours du traditionnel buffet-dinatoire de fin de session donné à la questure RPR de l'Assemblée nationale.

Très entouré, congratulé par les élus RPR dont plusieurs se sont déclarés « scandalisés » par ce qu'ils voyaient à la télévision, le ministre de l'Intérieur a déjeuné, l'œil ravi, entre deux petits fours, ces démonstrations amicales. En aurait-il manqué ces derniers temps ? Apercevant M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Roger Romani, président du groupe RPR du Sénat, se précipite vers lui pour lui adresser les félicitations des sénateurs RPR : « Ils m'ont mandaté pour cela. Tu as été le seul au gouvernement à manifester ouvertement et clairement ta solidarité avec Charles... »

PIERRE SERVANT.

Convention entre la France et le Burkina-Faso

La majorité défend M. Mitterrand contre « l'impertinence » de M. Sankara

A l'occasion de la discussion, le mardi 16 décembre à l'Assemblée nationale, de divers projets de loi autorisant l'approbation de conventions avec le Burkina-Faso (ex-Haute-Volta) et avec l'Union soviétique, la politique de l'Union soviétique a été vigoureusement prise à partie par des députés de la majorité et du Front national. Les communistes UDF et RPR de la commission des affaires étrangères avaient d'ailleurs rejeté les projets de conventions avec le Burkina-Faso.

Le ministre des parades de la journée de mardi aura été de voir le groupe socialiste se porter au secours du ministre délégué chargé des affaires européennes, M. Bernard Bosson, pour défendre les acquis du récent voyage à Ouagadougou du président de la République (le Monde des 19 et 20 novembre), tandis que les députés de la majorité, scandalisés par l'accueil impertinent réservé par le capitaine Sankara à M. François Mitterrand, ont repris l'idée d'un développement de la coopération avec cet Etat.

« La carotte et le bâton »

M. Bosson devait rappeler à plusieurs reprises au cours du débat que la France poursuivait actuellement des discussions avec le Burkina-Faso et que le gouvernement « se réservait le moment de l'opportunité de l'approbation » des trois conventions de coopération et d'assistance administrative mutuelle. « Vous maniez la carotte et le bâton en subordonnant l'approbation définitive de ces conventions à des conditions », s'est insurgé M. Guy Vadepied (PS, Oise). « Non, il n'y a jamais eu question de conditions », a répondu M. Bosson (...). Il faut simplement voir comment les choses évoluent ».

Après avoir, le rapporteur, M. François Lecoq (PS, Eure), avoir défendu le principe du développement de la coopération avec le Burkina-Faso, rendu très urgente du fait de la dégradation de la situation économique de ce pays, M. Xavier Deslan (RPR, Loiret) et M. Jean-Louis Masson (RPR, Moselle) l'ont pour leur part résumé : « Ce pays a voté contre nous à l'ONU », a protesté le premier. « Tous l'ont dans les affaires bilatérales des pays, il faut exiger le respect d'une solidarité bilatérale », a expliqué le second, très applaudi sur les bancs du FN. Quant à M. Bruno Gollnisch (FN, Rhône), il a affirmé : « Il faut cesser cette comédie qui consiste à financer des pays qui nous donnent des coups de pied dans les fesses... »

Les trois conventions ont été adoptées en première lecture; on ne

Au Sénat

Procédures de licenciement et réforme des prud'hommes

Le Sénat a adopté, mardi 16 décembre, le projet de loi sur les procédures de licenciement et celui portant réforme des prud'hommes. Socialistes et communistes ont voté contre les deux textes auxquels la majorité sénatoriale a apporté peu de modifications par rapport à leurs versions approuvées à l'Assemblée nationale (le Monde des 10 et 12 décembre).

Une nouvelle étape dans le processus commencé par le vote de la loi du 3 juillet dernier portant suppression de l'autorisation administrative de licenciement a été ainsi franchie. La version législative que le Parlement avait à examiner du contenu de l'accord national interprofessionnel du 20 octobre signé par le CNPF, la CFDT, FO et la CFTC, a été jugée complexe par M. Louis Souvet, lui-même (rapporteur RPR, Doubs) rapporteur de la commission des affaires sociales. Mais l'équilibre réalisé à partir de la négociation entre les partenaires sociaux ne permettait guère de la modifier profondément.

La commission n'a donc fait qu'apporter des retouches à un dispositif qu'elle approuve. Toutefois,

elle a souhaité plafonner le montant maximal du remboursement ordonné par le tribunal en cas de non-respect par l'employeur des procédures de licenciement, à « quatre » mois d'indemnités de chômage par salarié concerné. Puis, elle s'est ralliée à la demande du gouvernement de relever le plafond à « six » mois.

A l'article fixant les délais d'expiration de la lettre de licenciement et les conditions de rupture du contrat de travail, la commission a tenu à préciser que la rupture du contrat de travail d'un salarié ayant accepté un contrat de convention n'a été l'initiative de l'employeur, ce qui confirme ainsi la notion juridique du licenciement.

La majorité s'est divisée sur l'article. Le PC — comme pour la plupart des articles du projet — en demandait la suppression. Le PS y était également hostile. Le gouvernement, pour d'autres raisons que celles invoquées par la gauche, souhaitait lui aussi retirer cet article de son projet. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a expliqué que la validation législative d'un état de droit, qui avait l'accord des partenaires sociaux et qui était sanctionné par la jurisprudence de la Cour de cassation, n'est pas abordée par l'accord du 20 octobre.

Rappelant que l'accord intervenu dans les travaux publics a confirmé les règles applicables aux licenciements pour fin de chantier et les a améliorées, il a jugé préférable de laisser le soin aux branches concernées (châliens, chantiers navals, forageurs...) d'apporter par voie contractuelle une amélioration à la pratique plutôt que de mettre en place une législation compliquée et difficile.

En revanche, pour M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Haute-de-Seine), président de la commission des affaires sociales, il est nécessaire de donner à ce régime particulier de licenciements une base légale. Par 159 voix (PC, PS, RPR et non-inscrits), contre 148 (RI, Gauche dém. et Union cent.), la suppression a été décidée.

Sur le texte réformant les prud'hommes, la commission souhaitait que les sections ou chambres statuent dans un délai maximum de quatre mois en cas de litige portant sur les licenciements économiques. Le gouvernement, défavorable à la fixation du délai a convaincu le Sénat de laisser au Conseil d'Etat le soin de définir modalités et délais.

A. Ch.

Peter Maas

Client Kadhafi

Les filières du terrorisme

Hachette

Politique

Les difficultés de la majorité

Les dirigeants du CDS revendiquent plus d'autonomie

Réuni le mardi 16 décembre, le bureau politique du CDS a tenu à réaffirmer son double principe « de loyauté et d'autonomie » par rapport à l'action gouvernementale. Tirant les leçons des événements récents, les responsables centristes ont fait valoir qu'à aucun moment ils n'avaient enfreint la nécessaire solidarité gouvernementale, que M. Chirac lui-même l'avait reconnu en leur concédant qu'ils avaient été surpris, ce qu'il ne pouvait pas dire de tout le monde. Et que, dès lors, comme l'a souligné M. Georges Chavanet, il revenait aux centristes de se faire agréer par tous ce brevet de loyauté gouvernementale.

Conscients donc d'avoir joué le jeu, les dirigeants centristes n'ont pas plus à l'aise pour revendiquer une certaine autonomie au sein de la majorité gouvernementale, le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, réclamant qu'il y ait toute décision, un débat libre puisse s'instaurer.

Les centristes bannissent le terme de « pacte ». En matière économique, leur communiqué insiste sur « leur certitude élargie par les derniers résultats économiques que l'actuelle majorité est seule en mesure d'apporter aux Français des résultats tangibles en ce qui concerne la croissance et l'emploi » et leur souhait que « le gouvernement poursuive dans un esprit d'ouverture et de dialogue la modernisation indispensable du pays ».

Le secrétaire général du CDS, M. Jacques Berrot, a expliqué que, en ce domaine, « des sujets d'inquiétude demeurent », bien que le pouvoir ait marqué des points ; d'où la nécessité, selon lui, pour le gouvernement, de faire admettre « par les gens qui ont une place au soleil le besoin de se plier à un certain nombre de disciplines ».

Définir un « message de cohésion »

Concernant l'enseignement, après avoir entendu M. René Monory, les centristes ont souhaité que le gouvernement « renoue le dialogue avec la jeunesse, distipe les malentendus, facilite la diversité des expériences, en renouant avec la jeunesse comme avec des partenaires de statut égal ». Quant aux réformes de société, ils ont insisté sur « la nécessaire recherche d'un consensus plus que jamais indispensable ». M. Méhaignerie a expliqué que la réforme du code de la nationalité n'est pas un dossier suffisamment mûr et qu'en toute hypothèse il devrait être accompagné de mesures positives.

Ces différents constats ont conduit les dirigeants du CDS à

s'attarder sur l'obligation pour leur parti de « définir une véritable stratégie quels que soient les événements, les partenaires et les adversaires ».

Afin de « ne pas laisser tomber l'effet de Metz », (1) le CDS engage dès janvier une campagne de propagande et d'adhésion, renforcée par la multiplication de réunions régionales. A la mi-janvier, députés et sénateurs centristes seront réunis pour définir les thèmes prioritaires du débat politique de l'année 1987.

D'ores et déjà, l'organisation de trois forums ouverts à des personnalités extérieures est prévue, le premier ayant trait à l'avenir de l'agriculture française. Enfin un conseil politique se tiendra le 30 janvier, la veille de la convention nationale de l'UDF qui, selon M. Méhaignerie, devra se tenir « dans l'intérêt de tous et non pas de certains ».

Le président du CDS souhaite que cette convention permette à l'UDF de définir un « message de cohésion » et favorise le ralliement de chacune des composantes au principe d'une candidature unique de l'UDF à l'élection présidentielle. M. Méhaignerie est optimiste. Ses partenaires du Parti républicain, semblant, à l'en croire, manifester depuis quelques jours un « esprit d'ouverture » sur cette question.

DANIEL CARTON.

(1) Le CDS a tenu son dernier congrès national à Metz les 7, 8 et 9 novembre dernier.

M. Chirac rappelle aux préfets leur rôle de « représentants de l'Etat »

M. Jacques Chirac a adressé, le 5 décembre, à l'ensemble des ministres et secrétaires d'Etat une longue instruction intitulée « Code de conduite des administrations centrales en matière de déconcentration ». Cette instruction a pour objet de rappeler à une déviation qui s'est, peu à peu, accentuée et de rappeler que le préfet est « le seul représentant de l'Etat dans la région et dans le département ».

Le principe de la déconcentration, c'est-à-dire du transfert du pouvoir central aux administrations de l'Etat qui se trouvent au niveau local (départements et régions), a été posé par un décret du 14 mars 1964. Cette règle a été confirmée par d'autres dispositions, lois, décrets, arrêtés ou circulaires, y compris la loi de décentralisation de 1982. Cette dernière, tout en organisant le transfert aux collectivités locales d'un certain nombre de compétences étatiques, n'a pas modifié les règles de la « déconcentration » qui s'appliquent aux autorités administratives.

Conçue, à l'origine, pour alléger la tâche des administrations centrales parisiennes, la déconcentration a été peu à peu détournée de son objet et parfois vidée de son contenu. Bien des services extérieurs des ministères se sont toujours considérés comme directement rattachés à Paris et ont contribué à faire remonter toutes les affaires à l'échelon central.

Les administrations parisiennes ont encouragé cette tendance par conservatisme, les cabinets ministériels l'ont confirmée, souvent par ignorance. Les ministres eux-mêmes par goût du pouvoir, de l'autorité et de la puissance l'ont entretenu. La « reconcentration » s'est ainsi reconstruite peu à peu au mépris de la loi et des règlements et en contradiction avec la philosophie générale qui avait inspiré aussi bien la déconcentration que la décentralisation.

La première journée de la réunion du comité central du PCF consacrée à la jeunesse s'est déroulée le mardi 16 décembre à Paris. Dans son rapport introductif, M. Pierre Biotin a confirmé la thèse du « glissement à droite de la société », défendue par la direction en mettant en évidence les insuffisances dans les rapports entre le Parti communiste et les jeunes. Chef de file des « rénovateurs », M. Pierre Jaquin a estimé que « les événements » démontrent cette thèse, et quelques orateurs ont fait des interventions qualifiées de « massacrées ». Les travaux de cette session devaient s'achever mercredi.

Les bruits du mouvement étudiant encore fumantes, le Parti communiste a donc réuni son comité central. Décidé par le bureau politique au mois d'avril, cette session était intitulée « Le PCF avec les jeunes pour lutter contre la crise et changer de société ». Les travaux se sont ouverts, mardi matin, sous la présidence de M. Sylviane Alzard, premier secrétaire de la fédération de Haute-Garonne, avec le rapport de M. Pierre Biotin, membre du bureau politique chargé de l'éducation des communistes.

Pendant près de deux heures, celui-ci a broché une fresque de la jeunesse en soulignant que le récent mouvement des lycéens et des étudiants contre les projets de réforme scolaire et universitaire n'aurait pas l'analyse de la direction sur le « glissement à droite de la société ». Il a parlé des « efforts de la bourgeoisie pour remodeler la

Réunion du comité central du PCF sur la jeunesse

Et pourtant elle glisse... à droite

société française », de « la méconnaissance des causes de la crise et des solutions à engager » de la part des jeunes, de « l'énorme pression idéologique » qui s'exerce sur eux et de « l'ampleur des efforts à accomplir pour éclairer les jeunes sur un mouvement dont ils n'ont pas conscience ». Il a affirmé que « ceux qui ont voté ont accentué le glissement à droite du corps électoral » qui traduit « un mouvement profond ».

Selon un membre du « parlement communiste », il a également dressé « une défense et illustration des pays socialistes », en déclarant notamment : « Parlons clair, le socialisme, c'est l'avenir, ça va le coup ». D'autre part, l'ancien directeur de l'école centrale du parti a annoncé la création d'un « collectif pour occuper des jeunes dans chaque fédération », le lancement d'un « journal gratuit pour les jeunes » et la tenue d'un « congrès du mouvement de la jeunesse communiste (MJCF) au printemps ».

Après lui, M. Guy Poussy (Val-de-Marne) a noté, tout à la fois, qu'il ne faut pas « idéologiser le mouvement » contre la loi Devaquet et qu'« à droite comme au PS, tout est mis en œuvre pour effacer le résultat et la signification » de ce mouvement étudiant.

Mobilisation pour la protection sociale

Dernier orateur de la matinée, M. Henri Costa (Yvelines) a évoqué les jeunes dans l'entreprise : « Fabius a dit en 1984, que la jeunesse peut être utilisée comme champ d'expérimentation de la flexibilité. Mitterrand a mis en place les TUC importés de Suède, la droite essaie de franchir une étape nouvelle ».

A la reprise des débats, l'après-midi, le bureau de presse du PCF a organisé un point de presse, « imprévu » avec M. Biotin. Ce dernier a dit que les rapports du parti avec la jeunesse « ne sont pas bons ». Il les a expliqués par « le secret de l'effacement » communiste chez les parents, le retard pris par le PCF pour élaborer « son propre projet de société ».

Dans la salle du comité central, les travaux présidés par M. Claude Cabannes, rédacteur en chef de l'Humanité, se sont poursuivis par une intervention de M. René Lomet, membre du bureau confédéral de la CGT. Il a remarqué que « le nombre de salariés venus le 10 décembre manifester à Paris, après la mort de Malik Oussekine, a été plus important que le 21 octobre » (manifestation syndicale des services publics). Soulignant que « 60 % des jeunes à l'entreprise déclarent ne pas connaître de militant syndical », il a appelé à « une signature manifestant », le 15 janvier prochain, sur la Sécurité sociale. A propos de la fronde étudiante, M. Claude Lelièvre (Haute-Garonne) a noté qu'il s'agissait d'un « rassemblement conduit par les rassemblements eux-mêmes », en soulignant, à l'adresse du parti, que « pour aller avec un courant, il faut aller plus vite que lui ». Faisant part au comité central d'une question qui lui avait été posée par un jeune, il a dit : « Pourquoi Gorbachev n'a-t-il pas été porté au pouvoir par des cortèges de la jeunesse soviétique en lutte contre la gérontocratie ? ». Enfin, il a souhaité que le PCF « lève le secret pour faire bouger son image ».

Marquant son accord avec le rapport de M. Biotin, M. Yvan Viena (Val-de-Marne) a indiqué que pour les jeunes, le PCF « apparaît pas comme un parti moderne, ouvert au débat démocratique ». Au passage, elle a indiqué qu'à l'occasion de la mort du dissident soviétique Anatoli Marchenko, « nous aurions dû réaffirmer nos positions sur les droits de l'homme ».

ANDRÉ PASSERON.

M. François Gau, secrétaire de M. Marchais, a affirmé que « les jeunes n'ont pas conscience de la nature de classe des choix qui sont à l'origine de leur insatisfaction » après avoir remarqué toutefois qu'ils avaient « mis en échec les tentatives de dévirement du PS ».

L'intervention de M. Jaquin

Prenant ensuite la parole, M. Pierre Jaquin a indiqué qu'il ne voterait pas un rapport « qui ne reconnaît pas l'erreur commise [sur le glissement à droite] et s'efforce au contraire à faire entrer le mouvement des lycéens et des étudiants dans des schémas faux établis à l'occasion de nos défaites électorales de 1984 puis 1986 ». Soulignant que « le courant révolutionnaire ne s'est pas perdu dans les sables », il a indiqué qu'au moment des choix politiques, « les jeunes se portent beaucoup plus volontiers et sans manipulation vers le PS que vers le PCF », bien que « beaucoup d'entre eux se montrent réservés sur le type de politique pratiquée par le PS au gouvernement ».

Mettant en garde contre le danger de marginalisation — il a prôné l'ouverture d'une tribune de discussion exceptionnelle — il a affirmé : « Si nous n'engageons pas dans le parti et avec ceux qui le veulent, un vrai débat public et contradictoire sur les questions de fond, et si nous n'en tirons pas les enseignements, le courant révolutionnaire pausera avec indifférence devant le PCF car ce sont les masses qui font l'histoire ».

Pour sa part, M. Jeanine Jambu (Hauts-de-Seine) a abordé la ques-

tion des élus et des jeunes. Elle a critiqué les membres du comité central « qui se sont répandus dans la presse de la grande bourgeoisie et du PS ». M. Danielle Bleitrach (Bouches-du-Rhône) a estimé que le mouvement des jeunes était « corporatiste, fermé sur lui-même », ce qui lui a valu une contestation de M. Claude Mazauric, professeur d'histoire à l'université de Cuen. Répondant à M. Jaquin qui avait félicité les journalistes de l'Humanité et du Monde qui avaient « bien fait leur travail », elle a dit : « Il ne faut pas laisser le terrain à ceux qui agitent la marionnette Pasqua pour faire oublier les problèmes de l'emploi ».

Pour reprendre « la figure » de cette session, M. Henri Malberg (Paris) a mis en évidence le caractère « sans rapport » du PCF avant d'indiquer qu'« un seul mouvement ne peut nous faire renoncer à une idée qui est un bon fil pour expliquer les difficultés que nous rencontrons sur toute la période ». Sur le même registre, M. Alzard a remarqué que « le mouvement ne modifie pas l'appréciation sur le glissement à droite ». En conclusion de cette première journée, M. Jean-Pierre Kahane, professeur de méthodes à Orsay a fait de nombreuses propositions sur l'Université, notamment sur la nécessité d'articuler la formation, le travail et les besoins dans une nouvelle logique qui aille bien au-delà de l'adaptation de l'homme aux outils. Un membre du comité central résumait la tonalité générale de cette session par une formule : « Le parti a raison, la réalité se trompe ».

OLIVIER BIFFAUD.

« La cuisine est délicieuse, et le service, ultra-rapide. Colette Tan n'a pas tort. Son « chinois » est vraiment grand. »

LE GRAND CHINOIS

6, Av. de New-York - Paris 10^e - Tél. 47.22.92.21 - Fermé lundi



du 17 novembre au 17 décembre
le mois de la 309
chez NEUBAUER

REPRISE
DE VOTRE VOITURE

7000 F au moins

pour tout achat d'une 309
neuve ou de direction

• vignette gratuite
• financement personnalisé exceptionnel

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

SPECIAL
DECOUVERTES

EDOUARD BALLADUR

MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION

UNE INTERVIEW EXCLUSIVE
DE JEAN-PIERRE ELKABBACH

JEUDI 18 DECEMBRE DE 18H A 20H

sur
EUROPE 1

695 millions de dollars de crédit!

LES BANQUES DU MONDE ENTIER NOUS FONT CONFIANCE

Banca Nazionale del Lavoro
Banco Central
Banco Di Roma (France) S.A.
Banco Exterior France
Banco Hispano Americano
Bank America Capital Markets Group
Bank of Tokyo
Bankers Trust (France) S.A.
Banque Française du Commerce Extérieur
Banque Indosuez
Banque Nationale de Paris
Banque Paribas
Banque de l'Union Européenne
Banque Vernet et Commerciale de Paris
Banque Worms
Barclays Bank S.A.
Caisse Centrale des Banques Populaires
Chase Investment Bank Limited
Citibank NA
Commerzbank AG
Continental Illinois National Bank and Trust Company of Chicago
Crédit Communal de Belgique
Crédit Industriel et Commercial de Paris
Crédit Lyonnais
Crédit du Nord
Crédit Suisse
First Chicago Limited
The Fuji Bank Limited
The Industrial Bank of Japan Limited
Kuwaiti-French Bank
Manufacturers Hanover Trust Company
Midland Bank Limited
The Mitsubishi Bank Limited
Mitsui Bank Limited
Morgan Guaranty Trust
The Saitama Bank Limited
Sanwa International Limited
Al Saudi Banque
Security Pacific National Bank
Société Générale
Société Générale Alsacienne de Banque
The Sumitomo Bank Limited
The Sumitomo Trust and Banking Co Limited
The Tokai Bank Limited

Parce qu'elles nous connaissent ou ont appris à nous connaître, elles savent qu'Aérospatiale est non seulement – et de loin – le premier industriel aéronautique et spatial français, mais aussi le premier groupe européen, comme le reconnaît le "Wall Street Journal";

elles savent qu'Aérospatiale est le concurrent direct ou indirect (par le rôle majeur qu'elle joue dans Airbus, ATR, Arianespace, Eurosatellite, Euromissile...) des plus grands industriels américains tels Boeing, McDonnell Douglas, Rockwell, United Technologies, Hughes, Bell...

elles savent que dans cette concurrence mondiale sans pitié ni répit, Aérospatiale a relevé le défi de la compétitivité : faire chaque jour de nouveaux gains de productivité pour être meilleur et moins cher que les autres, seul gage de survie dans cette compétition;

elles savent quelle combativité Aérospatiale déploie pour exporter 60 % de son chiffre d'affaires dans plus de cent pays dans le monde...

elles savent enfin qu'Aérospatiale consacre 27 % de son chiffre d'affaires – un record mondial – à la recherche et au développement pour améliorer les produits existants, mais surtout pour concevoir et développer ceux de demain.

Aussi, quand Aérospatiale lance un appel de souscription international pour financer ce remarquable effort qui permettra de développer les familles Airbus et Ariane, les hélicoptères ou les satellites, les plus grands noms de la finance mondiale – 44 pour être exact – lui témoignent leur confiance dans un délai record et ce, bien au-delà de ses besoins.

Nous demandions une ouverture de crédit de 250 millions de dollars. En moins d'une semaine, on nous en a offert... 695 millions, près de trois fois plus!

Aucune autre entreprise industrielle française n'a jamais obtenu une telle ligne de crédit mondial et une telle confiance des banques internationales.

Merci à elles toutes de si bien nous connaître.



aérospatiale

Société

L'expérimentation d'un vaccin anti-SIDA sur l'homme est imminente

La première réunion internationale patronnée par l'Organisation mondiale de la santé et consacrée à l'expérimentation humaine d'un vaccin contre le SIDA a eu lieu les 15 et 16 décembre à Genève, au siège de l'Organisation internationale. Quatorze spécialistes américains, européens et africains ont assisté à cette réunion à laquelle participaient les docteurs Halldan Malher, directeur général de l'OMS, et Jonathan Mann, responsable du programme SIDA.

GENÈVE
de notre envoyé spécial

La rencontre de Genève a permis de confirmer l'imminence des premiers essais de vaccination sur l'homme et d'espérer la somme des problèmes scientifiques et médicaux liés à cette vaccination. Aucune réponse officielle n'a, en revanche, été apportée à la question de savoir si, comme des rumeurs insistantes le laissent entendre, des « essais sauvages » de vaccination ont déjà été entrepris au Zaïre.

C'est cette rumeur, jointe à la sous-estimation par l'OMS des véritables dimensions de l'épidémie de SIDA (sous-estimation officiellement reconnue il y a quelques jours à la tribune de l'ONU par le docteur Malher), qui a précipité l'ouverture de cette « discussion informelle ». Jamais sans doute la communauté scientifique internationale n'a été soumise à un tel défi. Jamais non plus un marché pharmaceutique aussi gigantesque ne s'était ouvert de manière aussi rapide puisque les dimensions présentes et à venir de l'épidémie de SIDA sont telles qu'un envisage sérieusement aujourd'hui la protection par vaccination de plusieurs centaines de millions de personnes.

Techniquement, les choses sont très compliquées. « C'est la première fois », explique le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), « seul participant français à la réunion de Genève, que l'on ait amené à mettre au point par les

techniques de recombinaison génétique un vaccin humain contre ce type de rétrovirus. De plus, nous ne disposons comme modèle animal d'étude que du seul chimpanzé. Il est relativement simple aujourd'hui, compte tenu des progrès des techniques de manipulation génétique, de disposer de fragments protéiques du virus qui peuvent, a priori, servir de matière première pour le vaccin. Rien, en revanche, ne permet de dire quelle stratégie expérimentale il faudra adopter. « La réunion de l'OMS », nous a expliqué le professeur Montagnier, « a toutefois permis de conclure qu'un vaccin contre le SIDA ne pourrait pas être un vaccin fabriqué à partir d'un virus vivant atténué ».

Eviter les « essais sauvages »

Faut-il se limiter à ces fragments protéiques purifiés et, dans ce cas, ajouter un adjuvant pour « stimuler l'immunité » ? Faut-il, au contraire, associer à ces protéines un autre virus (de la vaccine, de l'hépatite B et de l'hépatite C) en prenant alors le risque de créer un virus mutant pathogène ? Ces questions sont au centre même de la très vive compétition à laquelle se livrent une dizaine de laboratoires publics ou privés, pour la plupart américains. Elles sont d'autant plus compliquées que seule l'expérimentation humaine permet de dire si les produits proposés sont véritablement sans danger et efficaces chez l'homme. C'est dire la nécessité pour l'OMS de formuler une série de recommandations et de critères standardisés sur l'évaluation à venir de l'efficacité des vaccins qui seront mis sur le marché.

Une formulation d'autant plus urgente que tout indique que les premières expérimentations chez l'homme sont imminentes et que l'OMS veut à tout prix éviter les effets pervers d'« essais sauvages ». De tels essais ont-ils déjà été menés ? « Comme tout le monde, nous a confié le professeur Lazare, Kaptue, directeur du programme SIDA au Cameroun, j'ai entendu des bruits, mais je n'ai encore aucune certitude. » « Je ne peux sur ce point apporter aucune confirma-

tion, nous a pour sa part expliqué le docteur Jonathan Mann. Quand j'ai entendu parler de cela, j'ai immédiatement pris contact avec le gouvernement du Zaïre. Mais je n'ai encore reçu aucune information précise sur ce sujet ».

Fondée ou non, une telle rumeur témoigne déjà des considérables enjeux commerciaux et politiques qui sont liés à la mise au point d'un vaccin contre le SIDA. L'urgence de la situation sanitaire et les intérêts qui sont en jeu sont-ils de nature à « gonfler » certaines des exigences réglementaires techniques et éthiques imposées aujourd'hui pour la fabrication et l'expérimentation des vaccins humains ?

Les essais à venir posent, dès aujourd'hui, d'épineux problèmes d'éthique. Comment choisira-t-on les volontaires ? Où mènera-t-on ces essais, dans les pays industrialisés ou dans les pays en voie de développement ? Les volontaires seront-ils rémunérés ? Leur demandera-t-on de modifier leur comportement sexuel pendant la durée, très longue, de l'expérimentation ? Et sinon, comment parviendra-t-on à démontrer scientifiquement l'efficacité et l'innocuité des vaccins en expérimentation ? Devra-t-on, comme c'est d'ordinaire la règle, expérimenter en double aveugle en utilisant le vaccin contre un produit placebo ? De quelle protection juridique bénéficieront les sujets participant à une telle expérience en cas d'accident ? Autant de questions essentielles qui, en France, se posent avec plus d'acuité à cause de l'absence de tout cadre réglementaire concernant l'expérimentation chez l'homme. Une carence pourtant dénoncée par le comité national d'éthique.

JEAN-YVES NAU.

● **Préservatifs gratuits** pour les jeunes islandais. — Les autorités sanitaires islandaises ont décidé de donner un préservatif à chaque personne âgée de plus de quinze ans, dans le cadre d'une campagne de lutte contre le SIDA. Une brochure détaillée, avec mode d'emploi des préservatifs, a été distribuée à tous les islandais âgés de quinze à vingt-quatre ans (l'Islande compte 240 000 habitants). — (Reuters.)

Inconnu des services de police

Le mouvement M 10 revendique l'attentat contre M. Peyrefitte

Dans un coup de téléphone anonyme donné, le mardi 16 décembre, au quotidien *Libération*, un mouvement inconnu, M 10, a revendiqué l'attentat manqué contre M. Alain Peyrefitte, au cours duquel un employé municipal de Provins avait été tué (le *Monde* du 16 décembre). « Ici le mouvement M 10. Je revendique l'attentat de Provins. Vous recevrez une revendication par écrit, a précisé l'auteur du coup de téléphone. A chaque fois qu'un garçon tombera, un homme politique tombera. » Le garçon en question désigne « évidemment », a précisé le correspondant, Malik Cousseigne, l'étudiant mort rue Monsieur-le-Prince après avoir été frappé par des policiers au cours d'une manifestation.

Quelques heures après l'attentat, une femme avait téléphoné à la mairie de Provins et très brièvement

revendiqué l'attentat au nom d'Action directe, sans donner aucune précision ni élément permettant d'authentifier sa revendication. Le commissaire Alain Tourne, chef du service régional de police judiciaire de Versailles, qui dirige l'enquête, semble convaincu qu'Action directe est bien à l'origine de l'attentat. « Mais il est trop tôt pour déterminer s'il s'agit de la branche nationale ou internationale du mouvement », a-t-il déclaré.

Les enquêteurs ont relevé dans la carrosse de la voiture piégée un certain nombre d'éléments qui laissent penser que le dispositif de mise à feu était déclenché par un hameçon planté dans une roue et relié à un fil de nylon. La méthode utilisée par les terroristes fait penser à Max Frérot, l'officier du mouvement, qui aurait aussi organisé, le 9 juillet dernier, à

Paris, l'attentat contre la brigade de répression du banditisme, dont un policier avait été tué. Les archives du mouvement et les confessions de Max Frérot avaient été saisies par la police au printemps dernier, après l'arrestation d'André Olivier, le chef de la branche lyonnaise du mouvement. Selon le *Figaro*, le nom d'Alain Peyrefitte figurait dans la liste des cibles d'Action directe. Depuis l'attentat, l'ancien garde des sceaux bénéficie d'une protection policière.

Pour M. Denis Baudouin, le porte-parole du premier ministre, l'attentat de Provins est « un résumé de la situation ». « La personnalité d'Alain Peyrefitte a été choisie volontairement », ajoute M. Baudouin. A travers lui, c'est sûrement l'homme de culture mais surtout l'homme de la loi « sécurité et liberté » qui a été visé.

Trois livres sur le terrorisme

Comment parler du terrorisme et comment faire comprendre ses mécanismes ? En approchant ses auteurs au plus près, répond simplement Philippe Madelin qui a déjà expérimenté cette méthode en enquêtant sur les promoteurs (l'homme, l'immobilier) ou sur la santé (*Maladies et médecine*). Cette fois, il nous propose un long voyage chez les terroristes, étonnant, souvent abasourdissant, et tel point que l'on se frotte parfois les yeux et que l'on douterait de l'authenticité du propos si l'on ne savait que tout est rigoureusement exact.

Voici donc le roman vrai et toulé de cette violence subversive qui frappe de plus en plus régulièrement à nos portes. Il y a quelques mois, Alain Hamon et Jean-Charles Marchand avaient minutieusement tenu la chronique des faits et gestes du groupe Action directe, citant, notamment, les échanges radios des policiers à la poursuite des membres de ce groupe devenu une pièce maîtresse de l'euroterrorisme. Aujourd'hui, Philippe Madelin prolonge au-delà de nos frontières ce reportage. En Irlande, en Italie, en République fédérale d'Allemagne, il interroge les policiers, tous les spécialistes de la lutte antiterroriste et leurs « cibles », ces habitants de la *Galaxie terroriste*.

Il n'est pas dit que l'on revienne définitivement éclairé de cette exploration mais, à coup sûr, plus informé. La précision de la description de la mécanique des otages, technique qui fait désormais partie intégrante de la panoplie des terroristes, est cruelle et lucide. Philippe Madelin écarte les leurreurs, les indices faussement rassurants. Lorsqu'il cite Philippe Rocher, journaliste d'Antenne 2 enlevé et libéré quatre mois plus tard (« Nous avons été bien traités »), il ajoute aussitôt : « En vérité, Rocher ment pieusement : on sait qu'il est resté enchaîné tout au long de sa captivité. Et Rocher sait pourquoi il ment, pour protéger ceux qui restent ».

Les pages qu'il consacre aux « années de plomb » italiennes, ou encore à la mise en place des réseaux terroristes visant à promouvoir la cause palestinienne ne sont pas moins denses. En avançant dans l'étude de cette jungle, le mystère s'éclaircit cependant encore, comme si l'analyse relevait de l'utopie face à une réalité en pleine expansion, tragiquement fantasque. Philippe Madelin, au terme de son exploration, n'a plus d'illusions. « Il est certain », conclut-il, « qu'un fil rouge » condense derrière le

rideau de fer, il adopte une vision plus fine et plus large : « Il n'y a pas un « terrorisme », mais une galaxie, des myriades d'états noirs du terrorisme ».

En réalité, l'auteur de la *Galaxie terroriste* a écrit un livre à l'américaine (des faits, des détails) alors que sa commente Barbara Victor, journaliste à CBS avant de devenir *free-lance*, nous propose, dans un ouvrage écrit à petits coups de chapitres brefs, un livre de parti pris. De ses longs séjours dans l'Orient compliqué, elle est revenue avec un credo : l'Occident est confronté, sans en avoir une conscience claire, à une troisième guerre mondiale par le truchement d'un terrorisme financé et idéologiquement guidé par Moscou. Si l'on ne peut rejeter a priori sa thèse, on déplore qu'elle ne l'aye guère. A la fin, on se demande même ce que sont devenus l'amour de la précision et l'attachement à recueillir l'information qui ont fait la réputation de la presse américaine.

LAURENT GRELSAMER.

★ *La Galaxie terroriste*, Philippe Madelin, Plon, 400 pages, 110 F.
★ *Action directe*, Alain Hamon et Jean-Charles Marchand, Seuil, 250 pages, 70 F.
★ *Terrorisme*, Barbara Victor, Traduit de l'américain par Jean Guillemin, Stock, 237 pages, 82 F.

La catastrophe du lac Nyos

La version Tazieff

La catastrophe du lac Nyos (Cameroun), qui a tué environ mille huit cents personnes et des milliers d'animaux, le 21 août dernier, n'a pu être provoquée que par un phénomène volcanique (éruption précoce) qui a libéré brutalement une quantité énorme de gaz carbonique. Telle est l'hypothèse avancée par M. Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, cinq mois après la mission dont l'aurait chargé M. Michel Aurillac, ministre de la coopération.

Pour M. Tazieff, toutes les observations (hommes et animaux morts littéralement « foudroyés » sur place, surface du terrain frappée par la catastrophe, température de l'eau du déversoir, effets sur les berges du lac, absence de tous signes d'écroulement, etc.) laissent sur place par lui-même, MM. F. Le Guern et R. Faivre-Pierret, confirmant à l'évidence que la catastrophe est due à une éruption phréatique.

M. Tazieff écarte donc d'emblée l'autre hypothèse. Erronée, il le croit, celle-ci — puisque liée à l'existence d'un lac — proposée par des scientifiques américains, et selon laquelle du gaz carbonique venait des produits volcaniques sous-jacents (1) se serait accumulé dans les eaux du fond du lac. Les eaux, très stratifiées, auraient été « éjectées » à la suite d'un séisme, d'un glissement de terrain ou de la simple différence entre les densités des eaux superficielles et profondes, accouplées pour diverses raisons. Les eaux du fond, brutalement soulevées à la surface et donc décompressées, auraient brutalement libéré les gaz dont elles étaient chargées.

Notons que, pour l'équipe chargée par M. R. Vie-Lessage, délégué aux risques majeurs, d'analyser sous la direction de M. J. Komprobat, directeur du Centre de recherches volcanologiques de Clermont-Ferrand, les lacs Pavin (Puy-de-Dôme) et d'Auvergne (Ardèche), les

seuls lacs volcaniques français susceptibles — peut-être — de devenir des réservoirs de gaz, les deux hypothèses, la volcanique et la tectonique, doivent être prises en considération et sans idée préconçue. Bien sûr, commenceront les mesures des gaz dissous dans les eaux des deux lacs.

Enfin, si redoutable que soit une émission massive de gaz carbonique, il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un phénomène très rare. Hors du lac Nyos, on n'en connaît que deux exemples récents, les catastrophes, heureusement beaucoup moins meurtrières, qui se sont produites au plateau de Dieng (Java) en 1979 et au lac Monoun (Cameroun) en 1984.

YVONNE REBEYROL.

(1) Certains pensent aussi au gaz produit par la décomposition de la matière organique tombée au fond du lac. Mais le gaz aurait été du méthane. Cette origine du gaz ne peut donc être prise en considération.

A la Cité des sciences

M. Mitterrand évoque l'Europe de la recherche

« Je souhaite que prévienne une politique de l'emploi scientifique qui prenne en charge le long terme, soit capable d'offrir le couple et qui accueille les jeunes qui se pressent à la porte de l'Université ».

Alors que la France n'a plus de ministre en charge des affaires scientifiques — M. Alain Devaquet a démissionné il y a plus de huit jours — le président de la République a, mardi 16 décembre, l'occasion de réaffirmer l'importance qu'il attache à cette « banalité qu'il faut répéter sans cesse : le maintien de la France parmi les grandes nations dépendant du développement scientifique et technique ».

L'occasion, c'était la clôture de l'année Ampère. Il y a cent cinquante ans qu'est mort André-Marie Ampère, dont le président de l'Académie des sciences, M. André Blanc-Lapierre, rappelle que l'interprétation qu'il donna des phénomènes d'aimantation en termes de courant électrique fut la

première de ces unifications entre disciplines apparemment distinctes qui sont devenues la grande affaire des physiciens d'aujourd'hui. Cette occasion était aussi une seconde inauguration de la Cité des sciences et des techniques de La Villette, ouverte en mars dernier, sur une surface réduite, et qui est maintenant pratiquement achevée. Cette cité a fait la preuve de son utilité en accueillant depuis huit mois deux millions et demi de personnes. Visiteurs de niveaux socio-culturels très divers, et qui promettent globalement de découvrir, puisque 10 % d'entre eux sont venus à trois reprises au moins, ce qui ne suffit guère à épuiser l'ensemble des activités proposées.

M. François Mitterrand pouvait donc légitimement déclarer que la Cité « représente une ambition scientifique pour le temps présent ». Il a souhaité que la communauté scientifique sache bien utiliser cet instrument que sont « la Cité des sciences et le Réseau des

centres scientifiques et techniques dont l'objectif est l'Europe ». Il a rappelé la nécessaire synergie de la science avec l'industrie tout en reconnaissant qu'elle n'était pas parfaite — mais Ampère l'avait déjà relevé vers 1820. Le président de la République se sent légitimement fier du « mouvement qui nous a permis d'arriver à la recherche ». Il en veut pour preuve le succès d'Environ, dont une quarantaine de nouveaux projets vont être approuvés. « Ce qui démontre le bien-fondé de cette initiative ».

Bref, c'est l'Europe, c'est « un relais européen [qui] est la seule manière de relever le défi ». L'Europe de la science est une idée chère au président de la République qui soutient le projet Erasmus de la CEE (échanges de chercheurs entre laboratoires) et estime qu'« il est vital que les jeunes prennent l'habitude de faire leur tour d'Europe comme on faisait son tour de France, jadis ».

M. A.

L'agitation universitaire en Europe

Les étudiants belges manifestent contre l'augmentation des droits d'inscription

D'importantes manifestations étudiantes, largement inspirées par le succès du mouvement français, ont eu lieu mardi 16 décembre en Belgique, en Italie et en Espagne. En Italie, où des facultés ont été occupées à Rome, Turin, Milan, Palerme, Venise, Pise, Gênes et Naples, les étu-

dants protestent contre un projet de décentralisation universitaire qui permettrait à chaque recteur de fixer les droits d'inscription. En Espagne, les étudiants, qui comptaient observer une grève générale mercredi, réclamaient un plus large accès à l'université.

BRUXELLES

de notre correspondant

Douze mille étudiants ont manifesté, mardi 16 décembre, dans le centre de Bruxelles pour demander au gouvernement social-chrétien libéral de M. Wilfried Martens l'ouverture de négociations, en vue notamment de rediscuter le montant des droits d'entrée dans les universités qui ont été portés à 18 000 francs belges (environ 2 700 francs français) dans la partie francophone du pays, et à 15 000 francs belges (2 200 francs français) en Flandre. Les étudiants veulent aussi protester contre la diminution des services sociaux universitaires, conséquence du plan d'austérité

drastique — le plan de Val Duchesne — mis au point au printemps dernier. Les déclarations du ministre de l'Éducation nationale francophone, M. André Demeaux, — « Les étudiants n'ont pas bougé jusqu'à la constitution française », — laissent plutôt mal augurer des futures négociations, si elles s'ouvrent.

La manifestation était représentative de l'ensemble des étudiants belges puisqu'elle groupait — ce qui est de plus en plus rare ici — Flamands et francophones, laïcs et catholiques. Le mouvement étudiant avait débuté il y a plus de quinze jours à Louvain (Louvain) par une grève des trois quarts des facultés — des incidents avaient opposé étudiants et forces de l'ordre — puis s'était étendu à Gand (occupation du rectorat) et à Bruxelles (grève à

l'université libre). Bon enfant, sage, la manifestation de mardi était de l'avis même de ses organisateurs fortement « imprégnés » de ce qui s'était passé à Paris. Plusieurs saluèrent l'inspiration de la loi Devaquet et à la mort de Malik Cousseigne. Pour manifester leur solidarité avec leurs camarades parisiens, certains étudiants belges arboraient même des drapeaux français. « Vive le mouvement étudiant », trônait ainsi un bandeau bruxellois, qui ne permettait pas de voir des étudiants flamands arborer des drapeaux français, ce qui constitue sans doute une première dans l'histoire de notre pays.

JOSÉ-ALAIN FRALON.
(Voir sur le mouvement étudiant en France notre supplément Campus joint à ce numéro.)

En France

La FEN est prête à discuter avec le gouvernement

La FEN se félicite du « grand coup d'arrêt » porté aux projets gouvernementaux qu'elle a combattus (réformes Devaquet, Moxey, code de la nationalité) mais ne se satisfait pas de la pause annoncée par M. Chirac. Son secrétaire général, M. Jacques Pommet, répond favorablement à l'annonce par le premier ministre de

l'ouverture d'une vaste concertation. Mercredi 17 décembre, il s'est déclaré prêt à entamer des discussions sur trois grands thèmes : l'enseignement supérieur et la recherche, la politique salariale, et la protection sociale. « Nos dossiers sont prêts », a-t-il précisé.

M. Pommet a rappelé le succès du rassemblement de la FEN du 23 novembre. « Pour l'avenir de la jeunesse », qu'il a dit, « a permis au mouvement étudiant de descendre dans la rue pour la première fois ». Il a estimé que son organisation avait montré à cette occasion sa capacité à se mobiliser sur des thèmes bien plus larges que l'éducation nationale et s'est affirmée comme un partenaire incontournable dans la fonction publique.

Se perfectionner, ou apprendre la langue que possible en anglais.
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Cours avec explications en français.
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BECH
8, rue de Belfort - 75006 Paris

ANGLAIS COVENT GARDEN LONDRES
Différents et efficaces méthodes. Cours longs et courts.
Renseignements : 01-4799 1111.
Belle Collège
Londres
Appréhender le British Council
94-96 Long Alley, Londres WC2E 8LN (proche Strand)
01-4799 1111-1112-1113, 1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-

Société

A l'état-major de la marine nationale

L'amiral Louzeau succède à l'amiral Leenhardt

Avec quelques mois d'avance sur le calendrier qui lui faisait attendre la fin de son mandat en avril prochain, l'amiral Yves Louzeau a été nommé chef d'état-major de la marine nationale, qu'il occupait depuis août 1982. Le gouvernement a choisi de le remplacer par l'amiral Bernard Louzeau, qui fut le premier commandant, entre avril 1967 et juin 1972, du premier sous-marin nucléaire lance-missiles stratégiques, le *Redoutable*, et qui est à ce jour major général des armées, c'est-à-dire le numéro deux de la haute hiérarchie interarmées.

L'amiral Louzeau, qui peut espérer rester à la tête de la marine nationale jusqu'en novembre 1990, n'était pas le seul candidat à la succession de l'amiral Leenhardt. D'autres pouvaient postuler, comme l'amiral Alain Denis ou l'amiral Alain Coste. Mais le premier, plus âgé de dix-huit mois que l'amiral Louzeau, vient de prendre les fonctions de major général de la marine nationale, et le second, très jeune pour son rang, aurait pu prétendre demeurer chef d'état-major de la marine jusqu'en mars 1989, au risque de bloquer tout espoir de promotion pour d'autres.

Ainsi l'amiral Denis restera major général, le numéro deux de la hiérarchie de la marine, et l'amiral Coste remplacera l'amiral Louzeau comme major général des armées après le général Jean Stéhelin, l'actuel chef d'état-major des armées.

L'amiral Leenhardt souhaitait partir avec quelques mois d'avance, pour donner l'exemple. En effet, le chef d'état-major de la marine nationale avait imposé à certains de ses hauts subordonnés de quitter leurs fonctions sans attendre la fin de l'âge, dans l'espoir de libérer en quelque sorte la pyramide des grades et d'offrir de réelles perspectives de promotion à un corps d'officiers généraux qui, dans la marine, est très restreint. L'amiral Leenhardt a donc, à son tour, pris les devants.

Néanmoins, le départ prématuré de l'amiral Leenhardt, qui avait réussi à disposer d'une grande influence personnelle sur les deux ministres socialistes de la défense, MM. Charles Héma et Paul Quilès,

intervient à un moment difficile pour l'avenir à long terme de la marine nationale, et plus spécialement pour celui de la flotte française de haute mer.

Deux rapports parlementaires distincts en portent témoignage. A l'Assemblée nationale, M. Jean Brocard, député (UDR) de la Haute-Savoie, écrit, au nom de la commission de la défense, que la reconstitution de la flotte de surface ne relève plus d'une simple loi quinquennale de programmation militaire, mais d'une situation actuelle et grave, mais de l'élaboration d'un plan naval de quinze ans. Au Sénat, M. Max Lejeune, sénateur (Gauche démocratique) de la Somme, considère, au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, que la marine de surface en arrive, quantitativement et qualitativement, à un point critique.

Un « coup de vieux »

Constituée de plus de cent quatre-vingt-cinq bâtiments de combat et de soutien en 1975, la marine française n'en a plus que cent quarante-cinq dix ans après et, au rythme actuel des constructions, elle en alignera cent vingt en 1992. En quinze ans, donc, la marine va perdre le tiers de sa flotte de surface et les navires opérationnels auront pris un « coup de vieux », puisque les bâtiments de combat et les bateaux de soutien sont arrivés à mi-vie et aux deux tiers de leur existence. Compte tenu des délais de construction, qui s'expliquent par une dizaine d'années, aucune mesure prise en 1987 ne parviendrait à inverser cette tendance. Or c'est aujourd'hui que la France a besoin d'une marine de surface pour affronter les crises dans le détroit d'Ormuz, autour des atolls nucléaires du Pacifique, dans les Terres australes ou en Méditerranée.

Tout se passe comme si l'affaiblissement de la marine de surface française était lié à la priorité donnée depuis des décennies à la construction des sous-

marins nucléaires (sous-marins lance-missiles et sous-marins d'attaque), qui est à la charge du seul budget de la marine.

Mais le déclin de la marine de haute mer devient inquiétant dès lors que, dans le même temps, le gouvernement se rallie au projet de mise en chantier, à Brest, d'un porte-avions à propulsion nucléaire. Un tel bâtiment requiert la présence à ses côtés d'une flotte d'escorte et d'accompagnement logistique. Certes, l'équipage et l'armement à bord des porte-avions modernes participent à leur propre sécurité. Cependant, le *Richelieu*, comme les porte-avions américains, soviétiques ou britanniques, ne pourra se dispenser d'une protection navale.

JACQUES ISNARD.

(Né le 19 novembre 1929 à Talsen (Gironde) et ancien élève de l'École navale, l'amiral Bernard Louzeau a d'abord servi en Indochine, avant de commander des sous-marins classiques et d'être affecté, en 1961, à l'École d'application militaire de l'énergie atomique à Cherbourg. En avril 1967, il succède à l'amiral Leenhardt à la tête de la construction puis la mise au point du premier sous-marin nucléaire français lance-missiles stratégiques, le *Redoutable*, qu'il commande en 1972 à l'occasion de ses premières patrouilles opérationnelles. En 1974, il sert à l'état-major particulier du président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, et en 1976 il commande la frégate lance-missiles *Suffren*. En 1980, le contre-amiral Louzeau devient sous-chef d'état-major de la marine et, en 1982, il commande l'escadre de la Méditerranée à Toulon. Après avoir commandé la Force océanique stratégique (FOS) et les forces sous-marines, il devient, en 1984, major général des armées, avec le rang de vice-amiral d'escadre.)

(Né le 27 mars 1933 à Morlaix (Finistère) et ancien élève de l'École navale, l'amiral Alain Coste a fait une grande partie de sa carrière à bord des sous-marins. En 1972, il commande la base de l'île Longue, qui est la base opérationnelle des sous-marins nucléaires stratégiques et, en 1973, le sous-marin lance-missiles le *Turville*. En 1980, il commande le porte-avions *Foch*. En 1983, après des responsabilités à la direction du personnel de la marine à l'état-major, il commande l'escadre de l'Atlantique à Brest. En avril 1985, il prend le commandement de la Force océanique stratégique (FOS) et des forces sous-marines.)

Les sous-marins d'attaque français seront modernisés

Les sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) de la marine nationale seront modernisés pour pouvoir tirer, simultanément, des missiles contre des bâtiments de surface et des torpilles contre des sous-marins adverses. Cette opération de mise à jour des équipements des SNA français est longuement expliquée dans le dernier numéro de la revue *Cols bleus* de l'état-major.

Quatre SNA déjà construits, le *Rubis*, le *Saphir*, le *Capitaine* et l'*Emeraude*, et un cinquième SNA, dont la mise en chantier est prévue par le budget de la défense pour 1987, seront ainsi modernisés entre 1989 et 1995. Ce projet de rénovation entraîne un surcoût à la construction de 7 % du prix d'un SNA, dont le montant n'est pas précisé par *Cols bleus*, mais qui est généralement évalué à environ 2 milliards de francs, coût des armes compris.

L'amélioration portera sur l'adoption de nouveaux sonars, l'un à basse

fréquence et l'autre, à très basse fréquence, qui sera remarqué pour donner la possibilité au SNA de surveiller de grandes zones. Outre cette amélioration de la détection, le SNA recevra de nouveaux moyens informatiques de traitement des informations recueillies sur la situation de son environnement tactique. Enfin, les transmissions du SNA seront modernisées, c'est-à-dire qu'il devra être équipé, comme le sont déjà, depuis l'an dernier, certains bâtiments de surface français, du système de transmissions spatiales Syracuse qui utilise des liaisons par satellites.

Rendu plus silencieux et doté de capacités accrues de détection et de transmission, le SNA français pourra lancer simultanément, si le besoin s'en fait sentir, des missiles à changement de milieu (des missiles surface-mer SM-39) contre les navires de surface et des torpilles filoguidées contre les sous-marins.

L'affaire du Carrefour du développement

L'avocat de M. Yves Châlier : « Je suis stupéfait... »

Les conditions dans lesquelles l'ancien chef de cabinet du ministre de la coopération a pu trouver refuge au Brésil et les informations publiées à ce sujet dans *Le Monde* du 17 décembre ont suscité une réaction de l'avocat de M. Yves Châlier, M. Xavier de Roux, qui a fait, à ce propos, sur Europe 1, mardi 16 décembre, la déclaration suivante :

« Je croyais qu'il y avait un secret de l'instruction. En ce qui me concerne, je l'ai toujours eu. Je suis absolument stupéfait d'apprendre qu'un journal qui se veut sérieux, comme *Le Monde*, publie la cassette, entre guillemets, un procès-verbal d'interrogatoire du juge d'instruction. Cela regarde le *Monde*, qui mène contre M. Pasqua une campagne qui ne me regarde pas et qui ne concerne pas M. Châlier. Cela c'est le problème du journal *Le Monde* et de M. Pasqua, et je ne veux pas prendre part dans ce débat qui ne me regarde pas... »

« J'ai été personnellement très surpris de voir le patron de la DST opposer ses qualités de défense, et cela le regarde. Je suis encore plus stupéfait de voir publier dans la presse des procès-verbaux d'instruction tendant à mettre en cause le ministre de l'Intérieur. Je pense que cela n'a ni queue ni tête. On est en train de perdre son calme et de transformer une affaire politico-judiciaire... »

« Une protestation de la fédération FO de la police. — La fédération FO de la police a protesté, mardi 16 décembre, contre la publication par *Le Monde* des extraits d'un procès-verbal d'audience de M. Yves Châlier, inculpé dans l'affaire du Carrefour du développement (*Le Monde* daté du 17 décembre). Le syndicat a demandé au ministre de la sécurité, M. Robert Pénard, de rappeler les principes du secret de l'instruction et de la présomption d'innocence « aux services concernés » et a sollicité une audience du ministre de la justice.

La Fédération indique, dans son communiqué, qu'elle considère une nouvelle fois qu'à l'occasion d'une affaire, en cours d'instruction, des noms de fonctionnaires de police entrent sur des feuillets en relation avec leur profession sont livrés au public, au risque de mettre en péril leur sécurité et celle de leurs familles... »

« L'accident aérien de Berlin-Est : une erreur de pilotage. — Selon l'agence de presse est-allemande ADN, c'est à la suite d'une faute de pilotage qu'un Tupolev-154 d'Adaroft s'est écrasé le 12 décembre près de Berlin-Est, avec quatre-vingt-deux personnes à son bord. La catastrophe a fait soixante-deux victimes. ADN affirme que le rapport de la commission d'enquête présidée par le ministre est-allemand des transports, conclut à un non-respect des procédures d'atterrissage par l'équipage.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

CHALAMOV

LE PLUS TERRIBLE DES REQUISITOIRES

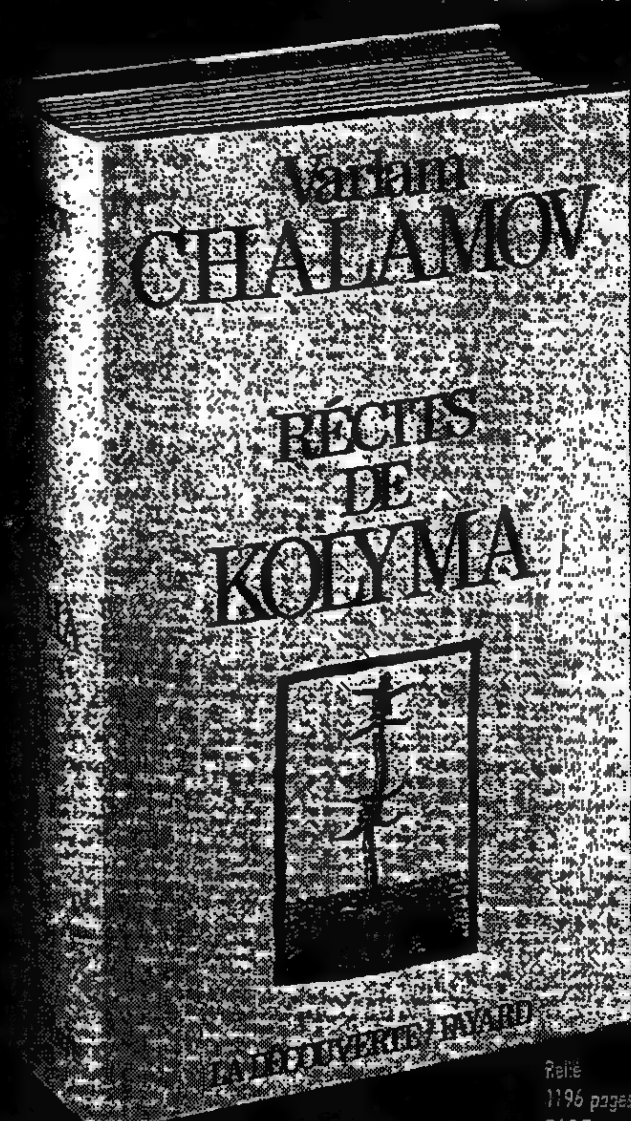
Zend, Le Monde

UN FORMIDABLE OUVRAGE

Jean Châlier, Le Canard enchaîné

LE LIVRE DE GUERRE LE PLUS IMPLACABLE DU XX^e SIECLE

Pierre Dels, Le Quotidien de Paris



Traduit du russe par Catherine Fournier.
Préface de Andreï Sinavski.
Postface de Nicolas Milentich.

L'AUTOBIOGRAPHIE INÉDITE

Varlam
CHALAMOV

LA
QUATRIÈME
VOLOGDA

LA DÉCOUVERTE / FAYARD

Traduit du russe par Catherine Fournier.

LA DÉCOUVERTE / FAYARD

Le Monde
dossiers et documents

DEUX DOSSIERS

L'ÉGLISE ENGAGÉE DU TIERS-MONDE
Les enjeux de la théologie de la libération. L'écclésiologie des chrétiens progressistes en Amérique latine.

LE RENOUVEAU DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE
Dans la grande Japonaise, le renouvellement technologique et commercial des grands constructeurs aux États-Unis et en Europe.

LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ
Les articles-clés du Monde pour comprendre les grands problèmes de notre temps.

NUMÉRO DE DÉCEMBRE
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
7 F.

Louis
Puisseux

Crépuscule
des atomes

Le mal nucléaire français

Hachette

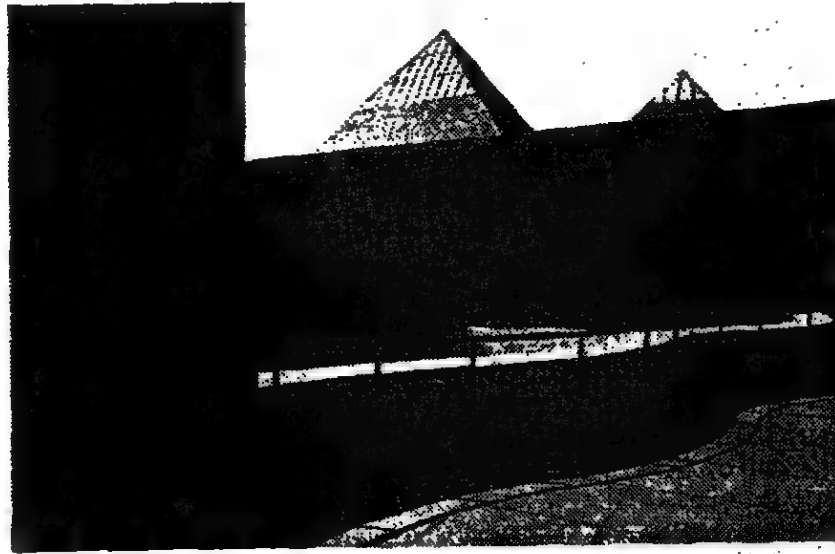
Art contemporain

Pendant quinze jours, fin novembre et début décembre, Los Angeles a sûrement été la ville au monde où se sont croisés le plus de directeurs de musée, d'amateurs et de grands collectionneurs d'art actuel. Non seulement y était inauguré (à faste) le Musée d'Art contemporain, le déjà célèbre MOCA construit par l'architecte japonais Arata Isozaki, mais encore (avec plus de discrétion) la nouvelle aile, vouée au vingtième siècle, du County Museum. Deux réalisations (qui ont coûté respectivement 23 millions et 35 millions de dollars) grâce auxquelles la capitale californienne s'assure une nouvelle image : celle d'un grand centre d'art vivant, qui ne fera peut-être pas trembler New-York, mais marque une percée spectaculaire sur la scène artistique américaine et internationale.

PAS plus qu'il ne ressemble aux autres musées d'art contemporain qui ont fleuri à travers le monde ces dix dernières années, le Musée d'Isozaki ne ressemble à ce qu'on trouve en matière d'architecture à Los Angeles où, pourtant, on a — c'est le moins que l'on puisse dire — l'embarras du choix : reconstitutions propres à la manie archéologique compenatoire américaine, façon musée Paul Getty et sa pompe pompéienne, gratte-ciel extraplat qui s'achève en lame à des hauteurs défiant toute concurrence, et tous les caprices hollywoodiens qui pullulent sur les collines de Beverly. Tout est possible à L.A. : les fantaisies néoclassiques, les baroques latines, le genre ranch ou saloon comme les façades néogothiques, les psychédéliques, la « haute » comme les moules Art déco, et même la grande architecture moderne.

Le MOCA, contre toute attente dans une ville aussi démentie et excessive, est un petit musée au vu du sol. Il paraît d'autant plus petit qu'il est en plein dans la nouvelle zone « mégalo » de Los Angeles, sur la California Plaza, Downtown, au cœur du nouveau complexe de banques, de sièges de sociétés, de

Le MOCA : Isozaki fecit



bureaux, d'hôtels et de centres commerciaux. Il s'en moque gentiment, leur opposant son jeu de cubes, de pyramides et de cylindres, d'une grande coquetterie dans ses lignes simples, sans ornement. Et il s'impose, aussi, par le rouge dense de ses murs de pierre qui contrastent franchement avec les parcs glacés des tours environnantes.

En fait, là où la ville n'est qu'échangeurs, ponts aériens,

garages et ascenseurs vertigineux, le musée propose tout simplement de retrouver le sens de la marche, le poids de son corps avec des escaliers tout bêtes et une échelle immense à l'entrée. On y est bien, on s'y sent bien, et c'est une bonne préparation au dialogue avec l'art contemporain. Car Isozaki, champion du post-modernisme international, n'imprime pas sa marque et son goût de la déconstruction au-delà des façades, de la cour en contrebas, au-delà de l'entrée même. Les salles d'exposition sont parfaites, ni trop grandes ni trop petites, bien distribuées. Elles ont des murs blancs, du parquet au sol, reçoivent le plus souvent la lumière naturelle par les petites pyramides de verre. L'éclairage d'appoint ne se voit pas, on n'y pense pas. Au MOCA l'architecture sait se faire oublier quand il faut. Et il faut l'applaudir, car cette modestie qui devrait être la règle d'or de tout musée n'est pas tellement de mise sous nos cieux et par les temps qui courent.

L'exposition inaugurale du MOCA (1) n'est pas mal non plus, qu'il se propose de retracer une « histoire sélective » de l'art depuis 1945. Pour être sélective, elle l'est, en tout cas rapport à l'art européen, dont on ne connaît à L.A. que quelques témoins du nom de Beuys ou de Klein, le seul Francis représenté. Mais ce ne fait rien, car on ne va pas faire tant de kilomètres pour retrouver

les siens. Car après tout cela montre, plutôt que les nôtres, les limites de nos amis du Pacifique. Cela dit, ils ont une excuse : le règlement de leur problème américano-américain — la reconnaissance des artistes de la côte ouest en regard de ceux de New-York. Il y en a une bonne vingtaine, et de bons, dans le parcours, de Sam Francis, Diebenkorn et Kienholz à Bruce Nauman ou Turrell.

Une partie de l'exposition est présentée dans le musée d'Isozaki, l'autre au Temporary Contemporary, le « TC », un ancien garage de réparations pour les voitures de police, pas très loin de California Plaza, dans Little Tokyo, qui, comme son nom l'indique, est le quartier japonais de Los Angeles, qui, comme chacun sait, est aussi près des terres nippones que de Manhattan, à quelques battements d'ailes près.

Loué à la ville pour un dollar symbolique, le TC a été si bien aménagé en 1983 par l'architecte californien Frank Gehry, pour y présenter les activités de préfiguration du musée, qu'on va le garder pour le même prix encore cinquante ans, en principe. Heureusement, car étant données les dimensions du nouveau bâtiment on ne voit pas très bien comment le MOCA pourrait à la fois organiser des expositions temporaires et présenter sa collection permanente, pas encore bien solide, mais qui aspire à le devenir.

Il ne faut pas s'y tromper. Si l'exposition réunit à peu près toutes les grandes figures de l'art américain, depuis Pollock au moins jusqu'aux années 70 (après c'est plus flou), elle est faite surtout d'emprunts, et donne plutôt une idée de ce qu'on voudrait voir entrer au musée plutôt que ses richesses. Mis à part le moyen prestigieux des quatre-vingt tableaux de la première collection Panza di Biumo, achetée par le musée 11 millions de dollars, difficiles à payer semble-t-il puisqu'on aurait envisagé de revendre la partie acquise pour acheter l'autre. Ce n'est pas du goût de tout le monde, et cela ne plaît pas au principal mécène, le célèbre collectionneur italien. Celui-ci n'a évidemment pas accepté de vendre à un prix d'amis ses ensembles de Rothko, de Kline, ses Rauschenbergs, ses Lichtensteins et ses Oldenburg pour les voir dispersés. Curieuse situation qui ne manque pas de piquant quand on sait aussi que Panza est un des trustees du musée. Il est donc, à la fois, en train d'acheter ce qu'il vend et peut-être de vendre ce qu'il vient d'acheter.

Tel imbroglio serait-il propre à décourager les donateurs ? Pour l'instant il semble que non, puisque fin 1985 le musée s'est également enrichi d'un beau cadeau : soixante-quatre œuvres de la collection Barry Lowen, peintures, sculptures, photographies, dessins de trente-huit artistes de la fin des années 60 à aujourd'hui, minimalistes, post-minimalistes et post-modernistes.

Le MOCA, dont les manœuvres longues durent en engageant un peu qu'il n'a pas de collection, possède actuellement quatre cent vingt-cinq peintures, sculptures, photos et dessins, ainsi que des installations importantes et quelques-unes de ses spécimens : un earth work de Michael Heizer, une faille creusée dans le Nevada, donnée, mais c'est par une collectionneuse, Virginia Dwan.

GENEVÈVE BRENETTE.

(1) Individuelle : A Select History of Contemporary Art. Jusqu'au 10 janvier.

Une naissance originale

La MOCA est né en 1978 à l'initiative d'un petit groupe d'artistes, de collectionneurs et de conservateurs, avec le soutien du maire de Los Angeles, M. Tom Bradley. C'est, comme disent les Américains, « un musée privé avec une conscience publique ». Chose inédite aux États-Unis, s'il fonctionne avec des fonds privés, l'argent nécessaire à sa construction a en effet été trouvé par la municipalité en consacrant l'équivalent de notre 1 % sur tout le programme de rénovation dans la ville.

C'est aussi grâce à ce 1 % (pouvant aller jusqu'à 1,5 %) que les dalles, les places de

parking, au pied des buildings, sont couvertes de sculptures de Calder, Nevelson, Rauschenberg, Stella, Dubuffet...

Et Pontus ?

Entre le moment où l'idée de créer un musée d'art contemporain à Los Angeles, alors la seule grande métropole américaine à ne pas en avoir, et l'inauguration du bâtiment d'Isozaki, il s'est passé huit ans. Huit années de gestation et de préfiguration avec, pour les premières, Pontus Hulten directeur du

MOCA, ce qu'on a, semble-t-il, à peu près complètement oublié à Los Angeles.

Mais sa large carrure, l'ancien directeur du Musée national d'art moderne au Centre Georges-Pompidou, aurait-il « craqué » dans un rôle de gestionnaire et de démarcheur, face à des trustees dont les pouvoirs sont énormes aux États-Unis. Ou bien tout simplement est-il parti parce qu'il était appelé à Paris pour l'Exposition universelle, comme il le dit ? Allez savoir.

Aujourd'hui, c'est son assistant, Richard Koshalek, venu de l'Hudson River Museum de New-York, qui dirige le MOCA.

Théâtre de la Bastille 03 57 02 14
la mouette du 2 au 31 décembre 86
J. Anton TEFAL
CHAPEAU ROUGE

GASSMAN/PASOLINI
"AFFABULAZIONE"
20/24 JANVIER 1987
MC 93
BUBIGNY
48 31 11 45 LOCATION OUVERTE
4 FNAC-100F

THEATRE EUROPE
CARMES BLANCHES AUX COMÉDIENS ALLEMANDS
en collaboration avec le GOETHE INSTITUT
DECEMBRE 1986
MERCREDI 7 EDITH CLEVER lit
«Fraulein Else»
de Arthur Schnitzler
SAMEDI 20 INGRID CAVEN chante
Hanspeter J. Schützli
ODEON THEATRE NATIONAL Tél. 43.25.70.32

LA GALERIE LA HUNE
présente
du 15 déc. 1986 au 10 jan. 1987
AR P
Bols gravés, lithos, sculptures
14, rue de l'Abbaye - PARIS 6
45 25 51 00

AMERICAN CENTER
201, rue de Valenciennes - 75014 Paris
222, rue de Valenciennes - 75014 Paris
GRAND CONCOURS SHOP PHOTO
AMERICAN CENTER
pour tous les clients de l'American Center
1^{er} PRIZ
2 aller-retours Paris-New-York

MUSIQUE THEATRE HALLE
les 17, 18, 19 déc. à 20h30
UN DÉCHAINEMENT SI PROLONGÉ
DE LA GRACE
Jacques LENOT
Groupe Vocal de France
Salle Boris - in de la halle
Loc. 42 49 77 22 et FNAC

MUSÉE RODIN
72, rue de Valenciennes 75014 Paris
60 DESSINS de RODIN
Itinéraire de trois heures volume de L'INVENTAIRE
T.J. et mar. 10h-11h30 et 14h30-17h
17 DÉCEMBRE-16 MARS

Promus et autres
le plus petit des grands pianos.
8950⁺ Crédit possible
Venez le découvrir :
Pianos Hamlet
264, rue du Faubourg Saint-Henri
75008 Paris 4266.51.94
21, rue Grange Dame Rose
78140 Velizy 39.46.00.52

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau, 75001 Paris
Tél. : (1) 45-63-28-85/37-14
A. BEAUDIN
47 peintures
13 novembre - 20 décembre
Tous les jours sauf dimanche et lundi

MUSÉE DE LA MARINE - Palais de Chaillot
SALON DE LA MARINE 1986
Hommage au peintre de la Marine Léon HAFNER (1881-1972)
17 DÉCEMBRE 1986 - 17 FÉVRIER 1987

RAYMOND POULET
LITHOGRAPHES - AQUARELLES - PEINTURES
du 27 novembre 1986 au 5 janvier 1987
La Maison de la Lithographie
118, boulevard de Courcelles - PARIS 17^e
Tél. : 41.72.38.16 - Métro : Courcelles
Ouvert du lundi au samedi inclus de 11h à 19h sans interruption

42-
Rob
IONS V

à Los Angeles

Le County fait peau neuve

Ce qui se passe au County Museum (LACMA) n'est pas une mince affaire. Le musée créé il y a vingt ans, *midtown*, en bordure du Wilshire Boulevard à l'est d'Hollywood, fait actuellement l'objet d'un grand programme de rénovation qui a été confié à l'équipe Hardy Holzman Pfeiffer, de New-York.

Au complexe muséal comprenant deux gros morceaux : l'Alhambra Building, où sont conservées les œuvres d'art ancien de l'Antiquité au dix-neuvième siècle, et le Hammer Pavilion, qui abrite les impressionnistes de la collection Hammer, est venu s'ajouter l'Anderson Building pour l'art du vingtième siècle. Adossé à la façade monumentale (nouvelle elle aussi), il était inauguré fin novembre ainsi que The Times Mirror Court sur qui s'ouvrent les bâti-

ments, dans un bain de revêtement de céramique crème, rose, blanc, avec colonnes enveloppées de vert tendre et verrières très haut placées, le tout cherchant à la fois à impressionner et à rassurer.

Et ce n'est pas fini. Le County, qui est le plus grand musée de l'Ouest américain, aura encore droit à une aile de style « pagodes revisitées » pour les collections extrême-orientales, qui ouvrira en 1988.

Comme pour le MOCA, ce vaste programme a pu être réalisé à coups de millions de dollars tombant de tous les côtés, sociétés ou personnes dont la liste impressionnante dans l'entrée du musée fait penser à un *mentio mort* dans un cimetière militaire.

Le nouveau bâtiment a trois niveaux visitables, spacieux et bien agencés : un rez-de-chaussée pour les expositions temporaires - la première est passionnante, les premier et second niveaux pour la collection permanente, qui est très honorable.

Elle permet un parcours clair et bien fait depuis Picasso, Braque et Villon, présente l'expressionnisme et le *blue period* de quelques-uns de leurs figures, un bel ensemble constructiviste avec un grand Mondrian et *Hommage au carré* d'Albers, aussi la transition avec l'expressionnisme abstrait grâce à des œuvres de Miro, Gorky, Matta, Bazziotes, pour finir sur une grande salle occupée par des très grands formats de San Francisco, Morris Louis, et un très beau Larry Poons.

Puis on change d'étage pour le pop art, les minimalistes, et Stella omniprésent, où l'on retrouve aussi les Californiens amateurs de néons, et Hockney et Jim Dine, et Bob Morris dans des prestations récentes qui laissent un rien perplexes parfois.

Il est bien évident que le County n'a pas l'intention d'arrêter ses collections commencées depuis longtemps là où le MOCA justement commence. Il semble même pris d'un regain d'intérêt pour les choses de maintenant qui sa vocation historique encyclopédique semblait lui faire oublier dans les années 70. Bref, il y a de la rivalité dans l'air entre les deux musées, ce qui est peut-être très bien. Mais quel dilemme pour les généreux donateurs !

Une foire en prime

Du 4 au 7 décembre, Los Angeles a reçu aussi une foire d'art contemporain : The International Art Fair, l'ICAF. Une centaine de galeries y participaient. Beaucoup étaient américaines - une soixantaine de New-York, San Francisco, Chicago, et bien sûr Los Angeles. D'autres venaient de Berlin, de Cologne, de Londres, de Paris (Italie).

L'ensemble était de très bon niveau. Dans les stands, où les one-man-show n'étaient pas tellement de rigueur, on pouvait aussi bien voir les derniers Warhol que Hans Hoffmann, Picasso que Basquiat, et Hockney, Jim Dine, Sam Francis, Lawitt, Neuman...

Pourtant - est-ce parce que les organisateurs sociaux n'avaient pas fait ce qu'il fallait - l'ICAF a été boude, et celle qui était là, espérant bien profiter des dynapies, en ont été souvent pour leurs frais. Les collectionneurs étaient ailleurs ou ne savent pas ce qu'ils ont fait. C'est à dire, une première fois, que la foire a été déçue.



Duchamp : *Anemic cinema* (1926)

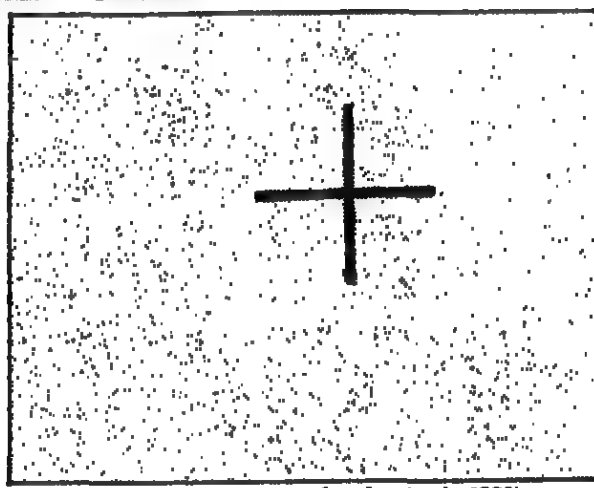
L'EXPOSITION du Robert O. Anderson Building, qui emprunte son titre au célèbre ouvrage de Kandinsky, *De l'esprit dans l'art*, publié en 1912, s'appuie sur un gros travail de recherche pour proposer une sélection de la peinture abstraite de 1911 à 1985 à la lumière du symbolisme, de l'occultisme, de l'occultisme, de la pensée aryenne, que les théosophiques, dont les développements à la fin du dix-neuvième siècle coïncident avec la naissance de l'art abstrait.

Elle réunit environ deux cent cinquante œuvres, dont certaines sont d'importance primordiale pour la peinture moderne, mais, comme souvent, on se trouve là

où il ne s'agit pas seulement de montrer, mais de démontrer. Le parcours est propre cependant à satisfaire le besoin de sens qui souvent fait pecher vers les arts figuratifs, propre à redonner ou donner le goût de l'abstraction à ceux qui l'auraient perdu ou ne l'auraient jamais eu, n'y voyant que formes et couleurs creuses et vides.

C'est le contre-pied des propositions d'analyses matérialistes et réductrices que l'Amérique avait l'habitude d'imposer depuis sa forteresse new-yorkaise, où la vision de l'art, avec Alfred Barr, le premier directeur du Musée d'art moderne, a pris une tournure esthétisante qui a atteint son comble à la fin des années 60. Ce dont elle n'est pas encore complètement revenue. Aussi ne s'étonne-t-on pas que l'idée de l'exposition vienne de Californie, où l'art a toujours été beaucoup plus libre de se reconnaître des sources multiples, marqué notamment par la pensée extrême-orientale, où on sait bien aussi que fleurissent les

L'abstraction sera spirituelle ou ne sera pas



Malevitch : *Peinture suprématisante* (après 1920).

plus de confessions - le plus

En introduction, le parcours propose une exploration des racines de l'abstraction dans la peinture symboliste, chez Toorop, Ranson ou Redon, et réunit nombre de textes et d'images qui ont influencé la pensée occidentale du dix-neuvième au dix-huitième siècle, ceux de Paracelse, Jakob Böhme, Robert Fludd, et d'autres. Puis il présente les pionniers : Kandinsky, bien sûr, Kupka, Malevitch, Mondrian et, c'est plus sur-

prenant, Hilma Af Klint, l'artiste médium suédoise dont les premiers tableaux datent de 1906.

Les autres séquences - imagerie cosmique, dualité, vibration, synesthésie et géométrie sacrée (de ces magiques en triangles, et d'autres en apparitions), de Duchamp à Yves Klein et Fontana, de Georgia O'Keeffe à Brice Marden - réunissent des œuvres souvent peu connues d'artistes souvent célèbres qu'on ne peut

plus certainement après - dériver comme des fumistes ou des fabricants de gadgets.

On ne peut se réjouir de l'itinérance de cette exposition de portée internationale, qui est présentée à l'automne prochain dans les terres de Mondrian, à La Haye. - G. B.

■ The Spiritual in Art, Abstract Painting 1890-1985, Los Angeles County Museum, jusqu'au 8 mars. Chicago, Museum of Contemporary Art, 17 avril-19 juillet 1987. La Haye, Gemeentemuseum, 1^{er} septembre-22 novembre 1987.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés). Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Duras Robbe-Grillet

Les grandes œuvres de cinéastes français commentées et critiquées par eux-mêmes. Une exclusivité Fnac.

EDITIONS VIDEOGRAPHIQUES CRITIQUES.

L'œuvre cinématographique de chaque auteur est présentée en coffret. A l'intérieur :
• 5 vidéocassettes VHS de 180 min contenant chacune un film suivi de sa postface vidéographique (commentaire approfondi de l'auteur sur cette œuvre).
• 1 livre, illustré de nombreuses photographies, reprenant le texte intégral des postfaces.
Ces éditions sont réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères et distribuées exclusivement par la Fnac.
Prix Fnac TTC 1690 F.

fnac

L'OPERA DE QUAT'SOUS

de Bertolt Brecht et Kurt Weill
mise en scène Giorgio Strehler

déjà 80.000 spectateurs

CHATELET
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Location ouverte au TMP CHATELET
et par téléphone : 42.61.19.83
Informations : 42.33.00.00

Avec EUROPE 1

16 Le Monde • Jeudi 18 décembre 1986

ARTS ET SPECTACLES

EXPOSITIONS

Centre Pompidou
Sauf mardi, de 12 h à 22 h : nuit et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-1233).
MAURICE POELZIG (1869-1936). (Centre d'information). Jusqu'au 11 janvier 1987.
ALBERTO GIACOMETTI, retour à la sculpture. 1933-47. Salle d'art graphique. Jusqu'au 4 janvier.
ABECEDAIRES. (Centre de la BPL). Jusqu'au 19 janvier.
JAPON DES AVANT-GARDES 1910-1970. Architecture, design, arts appliqués, arts de la gravure et de l'affiche. Grand galerie, 3^e étage. Du 11 décembre au 2 mars.
LES MACHINES SENTIMENTALES. Sculptures miniatures. Galerie d'animation de l'Atelier des enfants. Rez-de-chaussée. Entrée : 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

Musées
BOUCHER. Grand Salon. Musée de la Ville de Paris. 19^e rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 12 janvier 1987.
ESTÈVE. Palais. Galerie nationale. (42-56-09-24). (Voir ci-dessus). (Jusqu'au 12 janvier).
LA FRANCE ET LA RUSSIE AU SIECLE DES LUMIERES. (Centre d'information). Musée de la Ville de Paris. 19^e rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 12 janvier 1987.
LE TRIOMPHE DE LA FRANCE. (Centre d'information). Musée de la Ville de Paris. 19^e rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 12 janvier 1987.
COLLECTIONS PERMANENTES DU DEBUT DU XX^e. - MUSEE D'ART MODERNE. 1, rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 12 janvier 1987.
HOMMAGE A ANDREA DEL SARTO. Musée de la Ville de Paris. 19^e rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 12 janvier 1987.
MASQUES ET SCULPTURES D'ART MODERNE. 1, rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 12 janvier 1987.
JOHN FRANKLIN BOENING. L'Esprit de la sculpture. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. 19^e rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 12 janvier 1987.

LOTAR BAUMGARTEN, PHILIPPE CAZAL, RICHARD TUTTLE. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. (voir ci-dessus). Du 11 décembre au 8 février.
LA STATUE DE LA LIBERTE. L'exposition du centenaire. Jusqu'au 1^{er} février. L'ARCHE DE NOË. Jusqu'au 8 février. DALE CHIRULY. Objets de verre. Jusqu'au 11 janvier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli. (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 20 h ; dimanche de 11 h à 18 h.
GIANNI VERSACE. Dialogues. Des photographies autour d'une création. WILLY MAYWALD ET LA MODE. Jusqu'au 4 janvier. Palais Galliera. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbe. (47-20-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.
LES OES HELLENISTIQUES. TARENTE. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann. (42-89-04-91). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 février.
LA VOIE ROYALE. 9000 ans d'art au Royaume de Jordanie. Musée de Louvain-la-Neuve. 19, rue de Valenciennes. (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Le samedi 13 F. Jusqu'au 25 janvier.
HOMMAGE AUX FONDATEURS de 200 estampes d'artistes contemporains. Jusqu'au 19 décembre. DU CINQUANTENAIRE de la société des peintres graveurs belges. LE TRAIT. Bibliothèque nationale. Galerie Mazarin, 58, rue Richelieu. (47-03-81-26).
SHISIDO. BEAUTE ET PUBLICITE 1972-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.
PARIS-TOYO-BEGRAM. Hommage à Joseph Hackin (1896-1941). Musée Guimé, 6, place d'Iéna. (47-23-61-45). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 45. Jusqu'à 2 mars.
J.J. HITTORF, architecte. Jusqu'au 4 janvier. PARIS DES ANNEES FOLLES. Jusqu'au 11 janvier. Musée de la Ville de Paris. 19^e rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 janvier.
ALPHARET. Musée-Galerie de la SEITA, 12, rue de Valenciennes. (45-55-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 9 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.
LES ANNEES PLASTIQUES. Jusqu'au 4 janvier 1987. LA TELE A CINQUANTE ANS. Jusqu'au 11 mars. Musée de la Ville de Paris. 19^e rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 janvier.
LECON DE CARBON - VOYAGE DANS UNE TOILE. Hôtel de la Ville de Paris. 19^e rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf lundi, mardi et jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.
SUE TWEAL. Sous l'œil. Sculptures et techniques dans la pierre. 1698-1730. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois. (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 4 janvier.
ATOUT DU PEUPLE DE LA REINE-INGEBURGE. Musée national des monuments français. Palais de Chaillot (gauche), place du Trocadéro. (47-27-32-74). Jusqu'au 5 janvier. Entrée : 15 F.
CRACHES ET TRADITIONS DE NOËL. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Maréchal-Gandhi. (47-47-69-80). Sauf mardi à 10 h.

UN CERTAIN ROBERT DORNEAU. Crédit foncier de France. Salle des étages, 11, rue des Capucines. Sauf le dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 20 décembre.
TABLEAUX DE FLEURS DES XVII^e ET XVIII^e SIECLES. KXV. KXV. Galerie tableaux Drouot, 12, rue Drouot. (47-70-75-78). Jusqu'au 31 décembre.
MAITRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie Daniel Malingue, 26, rue de Valenciennes. (42-66-40-33). Jusqu'au 11 décembre.
CLASSICISME ET REALISMES AU PRESENT. Galerie Blondel II, 50, rue de Valenciennes. (42-71-45-86). Jusqu'au 15 janvier.
ZOO LE BESTIAIRE DES SCULPTURES. Artcurial, 9, avenue Matignon. (42-99-16-10). Jusqu'au 3 janvier.
LES SOURCES JAPONAISES DE L'ART OCCIDENTAL. Galerie Janette Olier, 26, place des Vosges. (48-87-28-57). Jusqu'au 31 décembre.
CLASSICISME ET REALISMES AU PRESENT. Galerie Blondel II, 50, rue de Valenciennes. (42-71-45-86). Jusqu'au 15 janvier.
LE JEU - NE SAI QUOI - LE PRESQUE RIEN. Galerie Balin, 47, rue de Valenciennes. (47-00-52-10). Jusqu'au 10 janvier.
ST MASQUES HIMALAYENS. rue Le Tait du Monde, 33, rue Berthe. (42-76-43). Jusqu'au 11 janvier.
BRONZES ET DESSINS. Galerie Souper, 11, rue Valenciennes. (46-34-13-75). Jusqu'au 24 décembre.
1939 CREATEURS à quelques mètres. Galerie Nickel-Ordon, 3, rue Casimir-Delavigne. (46-34-28-40). Jusqu'au 17 janvier.
E. GILLET, M. POTAGE, A. DE KERMAH. Œuvres récentes sur papier. Galerie Thorigny, 9-11, rue de Valenciennes. (42-74-19-44). Jusqu'au 27 décembre.
BARCELLE, CANE, DE PLAMA, FAUCHEUR, ZLOTYKAMEN. Galerie Palma, 7, rue de Valenciennes. (43-56-23-82). Jusqu'au 31 décembre.
NICOLE MORELLO. Jusqu'au 10 janvier. L'Esprit de la sculpture. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. 19^e rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 12 janvier 1987.
CLAIRE CITROEN. Sculptures. La Galerie, 67, rue de Valenciennes. (46-33-34-14). Jusqu'au 27 décembre.
LES PEINTRES DE LA REALITE POETIQUE. Galerie de la Charité-Midi, 17, rue Dupin. (42-22-14-79).
VENISE EN EGYPT. Espace et matière. Espace de la Ville de Paris. 19^e rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 12 janvier 1987.
BOYE, JOSEF WISNIA. Galerie REC, 7, rue de Valenciennes. (42-77-33-63). Jusqu'au 18 décembre.
A. DEAUDIN. Peintures. Galerie Niki, 14, rue de Valenciennes. (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 12 janvier 1987.
JEAN-CHARLES ELIAS. Galerie Yves Lambert, 108, rue de Valenciennes. (42-71-45-86). Jusqu'au 20 décembre.

DOLBY dans les salles équipées
VO : GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT HALLES - GAUMONT OPERA
HAUTEFILLE V - GAUMONT PARNASSE - VF : PARAMOUNT OPERA
GAUMONT RICHELIEU - MONTMARTRE - GAUMONT CONVENTION
GAUMONT ALBIA - FAUVETTE - LA BASTILLE
● Pépinière : Versailles ROXANE - Thiais BELLE-ÉPINE
La Défense 4 TEMPS - Argenteuil ALPHA

**Quand certains craquent...
... d'autres s'éditent !**

LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER
UN FILM DE JOHN HUGHES

PARAMOUNT PRÉSENTE LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER D'APRÈS LE LIVRE DE JOHN HUGHES - ALAN BUCK
DISTRIBUTION : UN FILM PARAMOUNT DISTRIBUTION PAR UNITED INTERNATIONAL PICTURES

Le film qui a ému le monde entier.

E.T. L'EXTRA-TÉRRESTRE

UN FILM DE STEVEN SPIELBERG

B a peur.
Il est...
Il est à 3 millions
d'années-lumière
de chez lui.

EN FILM DE STEVEN SPIELBERG

E.T. L'EXTRA-TÉRRESTRE

EN FILM DE STEVEN SPIELBERG

Y.O. - UGC CHAMPS ÉLYSÉES - UGC DANTON - CINE BAUBOURG LES HALLES
14 JUILLET NAUGRENELLE
V.R. : REX - UGC BOULEVARD - UGC MONTMARTRE - LES IMAGES - UGC GODELINS
MISTRAL - 3 SÉCÉRIAN - UGC GARE DE LYON

CRITER ARIEL - MARNE LA VALLÉE ARIEL - VERSAILLES ROXANE

**"Hystériquement drôle,
un des meilleurs films
de l'année".** (CBS TV LOS ANGELES)
"Whoopi est à Jumpin' Jack Flash, ce que
Eddie Murphy était au 'Fik de Beverly Hills'."
(THE WASHINGTON POST)

**WHOOP! GOLDBERG
JUMPIN' JACK
FLASH**

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-84-24-24)
MERCREDI 17 DÉCEMBRE
Homage à Gaumont, 90 ans de cinéma : 19 h, Escalier de service, de C. Rini ; 21 h, 20 ans du Studio Action - Carte blanche à Causse et Rodon : le Révolte des gladiateurs, de V. Cottafavi.

JEUDI 18 DÉCEMBRE
Homage à Gaumont : 16 h, Les Carènes du Major Thompson, de P. Stargis ; 19 h, Razzia sur la chaux de H. Decoin ; 21 h, 20 ans du Studio Action - Carte blanche à Causse et Rodon : The Bigamist, de I. Lapina.

VENREDI 19 DÉCEMBRE
Homage à Gaumont : 16 h, Si Paris nous était conté, de S. Guiry ; 19 h, Marguerite de la nuit, de C. Dautant-Lara ; 21 h, 20 ans du Studio Action - Carte blanche à Causse et Rodon : le Bandit, de E. G. Ulmer.

SAMEDI 20 DÉCEMBRE
Homage à la Cinémathèque des années : 15 h, Algérie : V. d'Algerie 1956/58 ; 17 h, Algérie : De Gaulle 1958/62 ; 19 h, hommage à Gaumont : Un condamné à mort s'est échappé, de R. Bresson ; 21 h, 20 ans du Studio Action - Carte blanche à Causse et Rodon : les Contes de la lune vague après la pluie, de K. Mizoguchi.

DIMANCHE 21 DÉCEMBRE
Cyclo : 11 h, grandes classiques de la Cinémathèque française : 15 h, Figaro, de G. Ravel ; 17 h, le Veuve gris, de S. de Launay ; 19 h, hommage à Gaumont : Les Voleurs, de S. Guiry ; 21 h, 20 ans du Studio Action - Carte blanche à Causse et Rodon : la Charge fantastique, de R. Walsh.

LUNDI 22 DÉCEMBRE
RELACHE

MARDI 23 DÉCEMBRE
Homage à Gaumont : 16 h, Action immédiate, de M. Lohr ; 19 h, Un amour de poche, de P. Kust ; 21 h, 20 ans du Studio Action - Carte blanche à Causse et Rodon : la Proie nue, de C. H. Bea.

BEAUBOURG (47-78-35-57)
MERCREDI 17 DÉCEMBRE
Un maître du sérial américain : William Witney : 15 h, la Caravane de l'enfer, de W. Witney ; 19 h, Aspects du cinéma de la République en France : l'Arbre adultère, de J.W. Chung.

JEUDI 18 DÉCEMBRE
Un maître du sérial américain : William Witney : 15 h, Nyoka tue l'Indien Tigre ; 19 h, Aspects du cinéma de la République en France : la Classe à la baïonnette de C. H. Bea.

VENREDI 19 DÉCEMBRE
Un maître du sérial américain : William Witney : 15 h, G. Man contre Dragon noir, de W. Witney ; 19 h, Aspects du cinéma de la République en France : le Village au bord d'un mariage, de S. H. Kim.

SAMEDI 20 DÉCEMBRE
Un maître du sérial américain : William Witney : 15 h, My Darling, de S. H. Kim ; 19 h, Aspects du cinéma de la République en France : le Village au bord d'un mariage, de S. H. Kim.

DIMANCHE 21 DÉCEMBRE
Un maître du sérial américain : William Witney : 15 h, Adventures of Captain Marvel, de W. Witney ; 19 h, Aspects du cinéma de la République en France : Agatha de H. M. Kim ; 21 h, Soleil brûlant, de M. J. Ha.

LUNDI 22 DÉCEMBRE
Un maître du sérial américain : William Witney : 15 h, le Film de Pi Manchu, de W. Witney ; 19 h, Aspects du cinéma de la République en France : Déclaration des fous, de C. H. Bea.

MARDI 23 DÉCEMBRE
RELACHE

Version anglaise sous-titrée 70 mm : MARGHERITA PATHE • UGC NORMANDIE • KINO-PANORAMA et IMPERIAL PATHE • BIENVENUE MONT-PARNASSE
HAUTEUILLE PATHE • UGC DANTON • UGC NORLON • BEAUBOURG • GALAXIE • MAILLOT • LE PATHE • PIERRE SAINT-JACQUES
V.F. : SAINT-LAZARE PATHE • REX • PARAMOUNT PATHE • MONT-PARNASSE PATHE • GAUMONT ALESA • UGC CONVENTION
FAUVETTE • WEPHER PATHE • L'AVANTURE • V.F. : Enghien • Versailles • Vélizy • Belle Épine • La Défense • Saint-Germain-en-Laye
Champigny • Neuilly • Boulogne • Rosny • Créteil • Nogent • Aulnay

LES FILMS ARIANE
PRÉSENTENT
UN FILM DE JEAN-PAUL CARRARD
LE NOM DE LA ROSE
UN PALIMPSESTE DU ROMAN DE UMBERTO ECO
JEAN CONNERY
MURRAY ABRAMSON

Les exclusivités

ABLAKON (ivoirien), Cinémas, 15 (46-33-10-82).

AFTER HOURS (A. v.a.), Le Triomphe, 9 (45-52-45-70).

AIANTRIK (ind. v.a.), République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

ALIENS, LE RETOUR (A. v.a.), v.f., Lumière, 9 (42-46-49-07).

AMOUR (Esp. v.a.), L'Unité, 4 (42-78-47-66).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.a.), Grand Pavois, 11 (45-54-46-85).

ASTERIX CHEZ LES BRETONS (Fr.), Hailles, 1 (42-97-49-70).

ASTÉRIX (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

OPÉRA (Fr.), 1 (42-97-49-70).

BRAZIL (Br. v.a.), Epée-de-Bois, 15 (45-32-91-68).

CAP SUR LES ÉTOILES (A. v.a.), 15 (45-32-91-68).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

CHAMBER AVEC VUE (Br. v.a.), Gaumont Opéra, 2 (42-97-49-70).

DÉSORDRE (Fr.), Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX FILMS À CHICAGO (A. v.a.), UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).

DEUX

DES DISQUES A OFFRIR

harmonia mundi FRANCE

LE CHANT DU MONDE

HUNGAROTON

ORFEO

RODOLPHE

harmonia mundi FRANCE

DISC

AU PRIX DES DISQUES NOIRS

Pour continuer à promouvoir la musique avant tout harmonia mundi a créé la collection "MUSIQUE D'ABORD" en COMPACT DISC.

Déjà disponibles :

AMARILLI MIA BELLA René Jacobs & Konrad Junghänel in concert

MONTEVERDI Un concert spirituel Concerto Vocal. René Jacobs

MONTEVERDI Adria Florida bella Concerto Vocal. René Jacobs

MUSIQUE DE LA GRÈCE ANTIQUE Arion Musicae Gregorio Panagou

THEILE Passion selon St Mathieu London Baroque Charles Medlam

SERMISSY Leçons de Ténier Ensemble Clément Janequin

MEDIEVAL ENGLISH MUSIC Anonymous songs du XIVe siècle The Hilliard Ensemble

LA MUSIQUE DE LA BIBLE REVELÉE une notation millénaire aujourd'hui décryptée par Suzanne Haik Vantoura

FRICASSÉE PARISIENNE Chansons de la Renaissance française Ensemble Clément Janequin

JADIN Sonates pour piano-forte Jean-Claude Pennier

MUSIQUE ANCIENNE



LES ARTS FLORISSANTS WILLIAM CHRISTIE

PURCELL, Dido & Aeneas

CAMPRA, Cantates

CHARPENTIER, Le Réveil de St Pierre

LA CHAPELLE ROYALE PHILIPPE HERREWEGHE

BACH, Motets

DESPREZ, Motets

CHARPENTIER, Motet pour l'Offertoire de la Messe rouge



RENE JACOBS CONCERTO VOCAL

CAVALLI, L'Orfeo

SCHOTZ, Petits Concerts Spirituels

PERGOLESI, Sestier mezzo

LONDON BAROQUE CHARLES MEDLAM

SCHMIDT, Sonates

BACH, Sonates en trio

MARAS, La Gamme

GRANDS PIANISTES RUSSES

TATIANA NIKOLAEVA

RACH, Inventiones & Sinfonias

MOZART, Concerto N° 22

HAYDN, Concerto N° 11

MARIA YUDINA

SCHUBERT, Impromptus op. 90

STRAVINSKI, Sonate

BEETHOVEN, Sonates op. 106 & op. 101

HEINRICH NEUHAUS

BEETHOVEN, Sonates op. 109 & 110

BACH, Préludes et Fugues

BEETHOVEN, Sonate op. 31/2

VLADIMIR SOFRONITZKI

SCHUBERT, Sonate N° 21 D.960

SCHUBERT/LISZT, Transcriptions de Lieder

ANDREI GAVRILOV

TCHAIKOVSKI, Concerto pour piano N° 1

LISZT TRANSCRIPTEUR

Symphonies de Beethoven transcrites pour piano

intégrale en cours d'enregistrement

Déjà disponibles :

Symphonies N° 1 & 2 J.-L. HAGUENAUER

Symphonie N° 3 G. FLUDERMACHER

Symphonies N° 4 & 8 ALAIN PLANÈS

Symphonie N° 6 MICHEL DALBERTO

BERLIOZ, Harold en Italie

transcrit pour alto et piano BRUNO PASQUIER, alto

J.-F. HEISSER, piano

LE CHANT DU MONDE

ANNEE LISZT :

Intégrale des Rhapsodies et Mélodies Hongroises

Sétrak, piano 4 LP 3 K 3 CD

MUSIQUE BAROQUE :

BACH, Variations Goldberg

Yannick Le Gaillard, clavier 2 LP 2 K 1 CD

BOISMORTIER Les Quatre Saisons

Melion, Honeyman, Reinhardt, Poulenard 2 LP 1 K 1 CD

HAENDEL, Water Music pour deux claviers

Yannick Le Gaillard, Rascal Dubreuil 1 LP 1 K 1 CD

Concert GAVEAU 19/01/87

TOUTE LA MUSIQUE RUSSE :

ARENSKI, Symphonies 1 et 2

Direction : Svetlanov 2 LP

GLAZOUNOV Symphonies 1 à 8

Direction : Rojdestvenski 8 LP (Digital)

KALINNIKOV Symphonies 1 et 2

Direction : Svetlanov 2 LP

CEUVRES INSTRUMENTALES

BERNSTEIN A BUDAPEST

Bartok, Brahms, Bernstein

LISZT, Fantaisies hongroises

J. Jando, Dir. T. Pal

LISZT, Intégrale des poèmes symphoniques

Orch. Symph. de Budapest Dir. A. Joo

LISZT, Dante symphonie

Orch. de la T.V. Hongroise Dir. G. Lehel

MOZART, Concertos pour clarinette K622 et K314

B. Kovacs et B. Dmhos

Orch. de Chambre F. Liszt Dir. J. Rolla

MOZART Concertos pour piano

N° 15 et 17 D. Rapk. Orch. de Chambre

F. Liszt, Dir. J. Rolla

MOZART Quintette à cordes N° 3 et 4

Quatuor Takács avec D. Koronossy

MUSIQUE ANCIENNE TURQUE EN EUROPE

VIVALDI Concertos et Symphonies

Capella Savaria

VIVALDI Il cimento dell'armonia e dell'invenzione

Orch. de Chambre F. Liszt Dir. J. Rolla

CEUVRES VOCALES

GOLDMARK La Reine de Saba

Dir. A. Fischer

Orch. de Budapest

HAENDEL Atalanta

Capella Savaria

Dir. N. McCegan

HAENDEL La Passion de Brockes

Capella Savaria

Dir. N. McCegan

LIAPOUNOV Symphonies 1 et 2

Direction : Svetlanov 2 LP

TANEIEV, Symphonies 2 et 4

Direction : Rojdestvenski/Fedosseev

TCHAIKOVSKI Symphonies 1 à 6

Direction : Fedosseev 6 LP (Digital)

RACHMANINOV Les 4 Concertos pour piano

Piano : Victor Eresco

Direction : Guennadi Provatorov 2 K 7 2 CD

LYRIQUE :

ALAIN VANZO, Airs et Duos

d'Opéras Français et Italiens 2 LP 2 K 1 CD

HORS RUBRIQUES :

BRUCKNER Symphonies dites "Zéro"

et "Double-Zéro" Direction : Rojdestvenski

2 LP 2 K 7 2 CD

BACH, Canates N° 56 et 82

L. Polgar, Capella Savaria

HAYDN Les sept dernières paroles

du Christ, Orch. de Budapest Dir. J. Ferencsik

LISZT, Missa solennis

Orch. de la T.V. Hongroise Dir. J. Ferencsik

LISZT La Légende de Sainte Elisabeth

Orch. d'Etat Hongrois Dir. A. Joo

LISZT Messe du couronnement

Orch. de Budapest, Dir. G. Lehel

LISZT, Don Sanche

ou le château de l'amour

Orch. Symph. de Budapest Dir. T. Pal

LISZT, Christus

Orch. d'Etat Hongrois Dir. Antal Dorati

MOZART Messe du couronnement

SCHUBERT, Messe N° 2

Orch. Slovaque, Dir. J. Ferencsik

MOZART Messe en fa et Vêpres

Orch. de Budapest Dir. A. Fischer

PAISIELLO Le Barbier de Séville

Orch. d'Etat Hongrois Dir. A. Fischer

RÉCITAL EVA MARTON

ROLAND DE LASSUS Les Larmes de Saint Pierre

RESPIGHI, La Fiamma

Orch. d'Etat Hongrois Dir. L. Gardelli

SALIERI, Falstaff

Salieri Chamber Orchestra Dir. T. Pal

SCARLATTI, Stabat Mater

Capella Savaria, Dir. P. Nemeth

VERDI, Ernani

Orch. de Budapest Dir. L. Gardelli

VERDI, Macbeth

Orch. de Budapest Dir. L. Gardelli

tous les titres sont disponibles en

DISC

CHOPIN

Toute la Musique de Chambre

MONIUSZKO Les Deux Quatuors à Cordes

Divers Interprètes Polonais 2 LP 1 K 1 CD

LALO/LAZZARI Quatuor à Cordes

Quatuor à Cordes de Paris 1 LP 1 K 1 CD

MOZART, Divertimento pour Trio à Cordes K563

Trio à Cordes de Paris 1 LP 1 K 1 CD

MUSIQUE FRANÇAISE POUR PIANO À 4 MAINS

Bizet, Fauré, Ravel, etc. Philippe Corré

et Edouard Erenjean, piano 2 LP 2 K 7 2 CD

Concert 20/01/87 ARRAS

Concert 23/01/87 LILLE

MUSIQUE FRANÇAISE POUR SAXOPHONES

Milhaud, Koechlin, Pierné, etc. Quatuor Adolphe Sax

Direction : Claude Delangle 1 LP 1 K 1 CD

VACHON Les Six Quatuors de l'Opus 11

Trio à Cordes de Paris 2 LP 1 K 7 1 CD

JEAN WIENER Intégrale

de la Musique pour Piano Omar Yagoubi, piano

2 LP 1 K 7 1 CD

Concert 06/02/87 VERSAILLES

Concert 13/02/87 AJACCIO

GLENN GOULD A MOSCOU

1 LP 1 K 7 1 CD

Jazz DISTRIBUTION

harmonia mundi

ORCHESTRE NATIONAL DE JAZZ

"86"

LBL 6503/04 LP et COMPACT

RENE URTREGER "Jazzman"

CAR 010 LP, K 7 et COMPACT

ANDRE JAUME RAYMOND BONI

"Pour Django" CELF 2 LP et à paraître COMPACT

BIRELI LAGRENE JACO PASTORIUS

"Stuttgart Aria" JFO 1019 LP et à paraître COMPACT

MIKE WESTBROOK TRIO "Love For Sale"

AKT 2031 LP

THELONIOUS MONK TRIO "Something in Blue"

BLN 30119 LP

SONNY CLARK MEMORIAL QUARTET

"Voodoo" BSR 0109 LP et à paraître COMPACT

MONTY ALEXANDER "Threesome"

SN 1152 LP, K 7 et COMPACT

DEKTER GORDON 5- "After Hours"

SCS 51224 LP

BOULOU & E. FERRÉ "Nugues"

SCS 51222 LP

BEKUMMERNIS "No SF"

BQ 001 LP

CHET BAKER TRIO "The touch of your lips"

SCS 51122 LP, K 7 et COMPACT

DAVID MURRAY "Children"

BSR 0089 LP et COMPACT

ORFEO

RODOLPHE PRODUCTIONS

LYRIQUE

J. BRAHMS, Lieder Margaret Price, J. Lockhart, piano

CD

C.W. GLUCK, Paride ed Elena

F. Bonisoli, L. Cotrubas, S. Greenberg, G. Fontana

Dir. L. Zagrosak

SALZBURGER HEDERABENDE

D. Fischer-Dieskau, G. Moore, piano

Enregistrements live 1957-1965

R. SCHUMANN, Lieder Margaret Price, J. Lockhart, piano

CD

VERDI, Aida I. Cotrubas, F. Anzica, R. Brunon

Dir. L. Gardelli, CD

BEETHOVEN

9e Symphonie avec Chœurs

Orch. Philh. de Vienne W. Furtwängler

1 CD RF C32465

DELIBES, Lakmé

Mado Robin, Orch. RTT, Dir. Jules Gressier

2 CD RF C32466/27

DONIZETTI, Caterina Cornaro

Caballé, Aragall, Orch. ORTF, Dir. Masini

(1ère mondiale) 2 CD RF C32474/75

FAURÉ, Pénélope

Crespin, Jobin, Massard, Dir. Ingelbrecht

(Grand Prix Charles CROS) 2 CD RF C32471/48

MERCADANTE, Il Giuramento

Zyflis-Gala, Molise,

دول، في 18

Communication

LÉGION D'HONNEUR

Premier ministre
Est nommé chevalier :
M. Jean-Claude Blangier.

Défilé

Sont nommés chevaliers :

MM. Marius Baret, Robert Lenoir, Edouard Nicolle, Joseph Artabou, Eli Ben, Pierre Baptizian, Emile Barasat, René Bégin, Louis Bédard, André Benassat, Charles Berthod, Marcel Bertrand, René Biliard, Arthur Bize, Adrien Bouchet, François Bouchet, Paul Boudier, Georges Brédon, Gabriel Brière, Jules Brun, Théophile Carrière, André Chabot, Jean-Baptiste Chabrier, Edmond Charrière, Prosper Chesneau, Julien Chastel, François Chicaud, Robert Colson, Pierre Contasson, Georges Cota, Georges Courtessat, Jean Dagada, Abel Dano, François Dano, Henri Davignon, Clément Delannoy, Albert Delbos, Jules Delhelle, Jean-Baptiste Deloffre, Paul Demange, Jean Desjean, Albert Doré, Lucien Desmuis, Joseph Destanis, Martin Desbailly, Albert Dhuillier, Joseph Droquet, Louis Ducloux, Georges Dumail, Fernand Duperrier, Alphonse Durand, Paul Emery, Raymond Faurie, William Pavre, Jules Ferry, Antoine Fieid, Henri Foucault, Georges Gaudier, Clément Gauthier, Jean-François Gaur, Léon Gérard, François Girardot, Eugène Granier, Joseph Guénolé, Jean Guinand, Jacob Himmelreich, Charles Houmet, Henri Jourd, Léon Jarry, Léon Javerne, René Joly, Jean-Marie Jossanion, Antoine Lafont, Jules Lallemand, René Lamotte, Jean Laporte, Mario Larcher, Georges Leblanc, Armand Lecœur, Henri Legare, Désiré Le Panis, Alphonse Lenoir, Max Lenoir, Ferdinand Lenoir, René Malard, Xavier Mallet, Jules Many, Louis Martin, Henri Manchasse, René Menard, Maurice Mercier, Pierre Mesnager, Alphonse Mesnager, Martin Millipied, François Miquel, Emile Miral, Maxime Mirvan, Louis Moreau, Jean Moret, Joseph Nagel, Léon Nallet, Jean Oliveres.

Bruno Péculet, Julien Paillet, Désiré Paillet, Eugène Pissier, Léopold Parand, Jules Pelet, Henri Pellerin, Georges Picard, René Planchot, René Plot, Léon Polard, Pierre Pradier, René Ramez, René Ramez, Marc Richard, René Rippey, Philippe Rivière, Elie Roche, Jean-Marie Rousseau, Jean-Marie Rousseau, Robert Sarazin, Georges Schweitzer, Jean Sicut, Georges Simon, Léon Sire, Jean-Marie Somproy, Henri Tassin, André Tholot, Adrien Tourain, Jean-Baptiste Tourain, Antoine Trotta, Gabriel Vaisier, Louis Viallet, Robert Wilhelm.

● VOYAGES : huit jours en Pologne. — Amis Pologne organise deux voyages en Pologne (à Cracovie et à Torun) du 26 décembre 1986 au 4 janvier 1987. L'association humanitaire, qui achemine jusqu'à complète destination matériel médical, médicaments et aliments pour nourrir, veut favoriser par ces séjours la création de liens d'amitié entre les deux pays. Le voyage s'effectue en car et l'hébergement est assuré dans une famille d'accueil. La visite de Cracovie ou de Torun est prévue. Des rencontres avec des médecins ou des prêtres polonais sont possibles.

■ JACQUES PÉCULET, 97, avenue de la République, 69001 Lyon, tél. : 04 78 28 11 11.

M. Pasqua contre TF1

Le référent du ministère de l'intérieur

Saisie en référé par le ministère de l'intérieur, M. Huguette Le Foyer de Costil, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, rendra, mercredi 17 décembre, une ordonnance dans laquelle elle dira si elle accorde à M. Charles Pasqua et Robert Pandraud la saisie demandée à titre conservatoire des films ayant servi à la réalisation de la séquence sur « les casseurs » diffusée le 11 décembre au cours des informations télévisées de TF1.

Dans cette séquence, un officier de CRS livre le passage à un groupe de manifestants. A 17 heures du mardi 16 décembre, M. François Sarda s'est interrogé sur les conditions dans lesquelles avaient été faits le montage et le commentaire. Pour l'avocat, la séquence pouvait faire croire que l'officier CRS avait laissé un groupe de manifestants d'extrême gauche pénétrer dans le

périmètre de la manifestation. Or l'avocat a contesté cette version en précisant que l'enquête administrative avait établi que le policier avait volontairement laissé le groupe de manifestants pénétrer dans le périmètre de la manifestation.

Ainsi, M. Sarda demandait, en plus de la saisie, que le mandataire de justice établisse les conditions de réalisation du reportage afin de pouvoir engager d'éventuelles poursuites. Substituant M. Georges Kiejman, M. Michel Dartevelle, sans s'opposer à la saisie conservatoire de la séquence, s'est déclaré hostile à l'enquête demandée. « Or se trompe de juge », a déclaré l'avocat de TF1, en estimant qu'il s'agissait d'une véritable mesure d'instruction pénale qui ne pouvait pas être ordonnée par un magistrat civil.

M. P.

Les reportages sur les « casseurs » ont-ils été « manipulés » ?

Les journalistes de TF1 ont-ils, par le montage et le commentaire, « manipulé » le sens des images diffusées le 11 décembre pour donner l'idée d'une troublante légèreté des comportements des forces de l'ordre ? Le ministère de l'intérieur estime qu'il y a eu « désinformation » s'appuyant sur la responsabilité du CRS entendue par l'inspection générale de la police. L'officier de paix commandant la CRS 2 ce soir-là affirme avoir laissé passer les jeunes gens pour les empêcher d'entrer dans une « bande » de manifestants. L'officier de paix commandant la CRS 2 ce soir-là affirme avoir laissé passer les jeunes gens pour les empêcher d'entrer dans une « bande » de manifestants.

La version de TF1 est bien différente. La séquence a été achetée à un cameraman-journaliste indépendant qui travaillait dans le cadre du magazine « Infos » sur une « bande » de bandes à l'effigie raciste et vigilement fasciste. Des images la montrant s'entraînant à lancer des cocktails Molotov dans les casernes et à agresser un Arabe dans le métro. Elle est dirigée par un certain Serge Ayoub, détaché comme des services de police. Le journaliste a filmé cette manifestation du 4 décembre et a vu trois minutes de ce reportage au journal télévisé de TF1.

La rédaction de TF1 a projeté l'intégralité de ce document à quelques journalistes avant qu'une éventuelle mise sous séquestre le rende inconsultable. On y voit ces jeunes gens arriver place Vavin vers 18 h 30, casqués, masqués, armés de marteaux et de boules incendiaires, leur intention de s'entraîner dans la manifestation qui défile

Pour éviter la nomination d'un administrateur provisoire

La rédaction en chef de l'AFP demande au PDG de démissionner

La rédaction de l'Agence France Presse (AFP) a décidé, le 16 décembre, de reconduire pour quarante-huit heures la grève qui a débuté le 11 décembre. 67,2 % des journalistes qui « travaillent » se sont déclarés favorables à la poursuite du mouvement, 27,5 % s'y opposent et 4,9 % préfèrent s'abstenir. Les employés et les cadres administratifs ont voté pour leur part une grève de vingt-quatre heures à partir du 16 décembre, tandis que les cadres techniques CGT ont reconduit leur mouvement jusqu'à ce soir 17 heures.

La commission financière de l'AFP s'est réunie le 16 décembre. Le conseil supérieur est, quant à lui, convoqué le 17 décembre et devrait examiner le rapport de cette commission sur la situation financière de l'agence. La demande de nomination d'un administrateur provisoire pourrait suivre.

En fin de matinée du 17 décembre, la rédaction en chef des chefs de service et des chefs de service adjoints de l'Agence ont, quant à eux, adressé une lettre au conseil d'administration et au PDG de l'AFP. Ils demandent à M. Henri Pigeat « de démissionner sur le

champ et, au conseil d'administration, de rester en place afin qu'un nouveau PDG puisse être élu dans les meilleurs délais ». Souhaitant éviter « la solution extrême que constituerait la nomination d'un administrateur provisoire », l'AFP, la rédaction en chef et les chefs de service indiquent que la démission de M. Pigeat « est une condition indispensable à la reprise du fonctionnement normal de l'Agence et à la sauvegarde de sa réputation dans le monde ». Ces collaborateurs du PDG l'ont ainsi aussi invité à démissionner.

La société de presse de l'AFP, qui poursuit ses recrutements

avec différentes personnalités, M. M'bow, directeur général de l'UNESCO, M. Collard, conseiller du président de la République, avait, pour sa part, émis, le 16 décembre, la possibilité de faire appel à un médiateur, qui pourrait faire le lien entre la direction et le personnel et débloquer la situation. Ce médiateur devrait être un journaliste. Les noms de Jean-Marie, PDG de l'AFP de 1954 à 1975, et de Claude Imbert, ancien chef de service politique de l'AFP et actuellement directeur de la rédaction de Point, sont les plus fréquemment cités.

RFA : le pari de la décentralisation

BONN
de notre correspondant

La plus grande fébrilité règne cette semaine au siège de l'Agence France Presse à Bonn. On en a eu presque oublié l'absence de l'agence aux bureaux spécifiques allemands. Pierre Lemoine espère que la présence du desk au cœur de la capitale ouest-allemande amènera les journalistes à mieux saisir quels sont ces besoins. Contrairement à ses concurrents anglais et américains, qui travaillent à partir des nouvelles déjà filtrées par leurs desks centraux, le service allemand de l'AFP à Bonn est directement relié à l'ordinateur central de l'agence et travaille à partir des dépêches reçues de tous les bureaux de l'agence dans le monde.

Le démarrage officiel des opérations est prévu fin janvier. D'ici là, la tentative de clients actuels ne sera pas servie, conséquence de l'insécurité de la direction centrale à s'occuper avec les membres de l'agence. Ces derniers ont cessé le travail depuis le 3 décembre, après avoir reçu leurs lettres de licenciement. Pierre Lemoine, qui n'a cessé de parcourir ces derniers mois les rédactions allemandes, fait toutefois preuve d'optimisme. « Comptant sur leur compréhension, il souligne que cette installation à Bonn est accueillie avec sympathie et comme une initiative pour le rapprochement de l'agence avec les clients allemands. DPA, mais la plupart proviennent de quotidiens régionaux.

L'effectif de l'agence de Bonn est ramené de vingt-six à vingt et une personnes, dont deux resteront à Paris pour couvrir l'actualité française. Cette diminution sera compensée par l'allongement des heures de travail qui est de huit heures dans les agences de presse ap

RFA. Elle devrait permettre, selon le patron de l'opération, Pierre Lemoine, chef du bureau Bonn, de rééquilibrer le budget du desk, jusqu'ici déficitaire de plusieurs millions de francs.

Il s'agit au début de fournir, comme par le passé, une version du service mondial de l'AFP adaptée aux besoins spécifiques allemands. Pierre Lemoine espère que la présence du desk au cœur de la capitale ouest-allemande amènera les journalistes à mieux saisir quels sont ces besoins. Contrairement à ses concurrents anglais et américains, qui travaillent à partir des nouvelles déjà filtrées par leurs desks centraux, le service allemand de l'AFP à Bonn est directement relié à l'ordinateur central de l'agence et travaille à partir des dépêches reçues de tous les bureaux de l'agence dans le monde.

Le démarrage officiel des opérations est prévu fin janvier. D'ici là, la tentative de clients actuels ne sera pas servie, conséquence de l'insécurité de la direction centrale à s'occuper avec les membres de l'agence. Ces derniers ont cessé le travail depuis le 3 décembre, après avoir reçu leurs lettres de licenciement. Pierre Lemoine, qui n'a cessé de parcourir ces derniers mois les rédactions allemandes, fait toutefois preuve d'optimisme. « Comptant sur leur compréhension, il souligne que cette installation à Bonn est accueillie avec sympathie et comme une initiative pour le rapprochement de l'agence avec les clients allemands. DPA, mais la plupart proviennent de quotidiens régionaux.

L'effectif de l'agence de Bonn est ramené de vingt-six à vingt et une personnes, dont deux resteront à Paris pour couvrir l'actualité française. Cette diminution sera compensée par l'allongement des heures de travail qui est de huit heures dans les agences de presse ap

PIERRE-ANGELO GAY et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

M. Goryon-Beauchamps nouveau président de TDF

M. Xavier Goryon-Beauchamps, ancien président de la Sofira, chargé en mars dernier de préparer la réforme de l'audiovisuel par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a été nommé, ce mercredi 17 décembre en conseil des ministres, président de Télédiffusion de France (TDF). Il succède à M. Claude Contamine.

À l'âge de quarante-neuf ans, M. Xavier Goryon-Beauchamps entrait au ministère de l'intérieur à la suite de l'ENA, en juin 1964. Chargé de mission par le ministre de l'intérieur, il a dirigé le cabinet de M. Valéry Giscard d'Estaing, rue de Rivoli. Il était alors en 1974 pour y devenir chef de service à la presse de la présidence de la République. Il a été nommé directeur de la Sofira en 1976, il a été nommé, dès l'année suivante, la présidence de la Sofira, le holding géant par lequel l'État français exerce son contrôle sur l'audiovisuel. Un poste qu'il fut contraint d'abandonner en 1981, date à laquelle il était nommé préfet hors cadre. Il était installé comme consultant au ministère de la communication et d'aujourd'hui, ce que M. François Léotard lui confia, en mars dernier, le soin de préparer la loi relative à la liberté de communication.

J.-F. L.

Télévisions publiques

La nouvelle donne

Les nouveaux présidents d'Antenne 2, de FR 3 et de RFO contestent l'interprétation politique donnée de leurs nominations. Bien qu'ils aient, tous les trois, fait partie de « Communication démocratique », une commission de réflexion créée à l'initiative de M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, ils veulent aujourd'hui donner une image de professionnels et de gestionnaires.

A Antenne 2, le nouveau président, M. Claude Contamine, se défend d'être un nostalgique du RFO et de vouloir restaurer une conception archaïque de la télévision publique. Il se veut, au contraire, l'artisan de la redistribution des cartes. Sa mission : révéler la chaîne « associée » par ses lauréats pour la préparer à la concurrence du privé. Premier électrochoc : la nomination de Jean-Pierre Cavada qui cumule la direction des programmes et de l'information et serait amené en mesure d'imposer une réforme globale d'Antenne 2.

Côté information, Jean-Pierre Paris, ancien correspondant à Washington, remplace très vite Pierre-Henri Armand. La société des rédacteurs, inquiète, reconstruit le PDG pour défendre sa conception de l'indépendance et du pluralisme. Des qualités que les sondages reconnaissent aux journaux d'Antenne 2 et que M. Contamine ne nie pas. Sur ce terrain brûlant, le nouveau directeur reste prudent. Il souhaite que le « sérieux de l'information s'allie à la qualité du spectacle » et songe à multiplier les séquences d'information dans la journée, « quitte à les raccourcir un peu ».

Côté programmes, l'arrivée de M. Cavada vient de provoquer le départ de Pierre Wicks, le promoteur incontesté du spectaculaire redressement de la chaîne depuis dix ans. Est-ce à dire que la grille va être bouleversée ? M. Contamine le juge « efficace mais trop rigide, avec trop de grandes masses ». Néanmoins, les modifications ne peuvent être que progressives. Premier objectif : dynamiser l'antenne

entre 19 heures et 20 h 30, période capitale pour la conquête de l'audience. Le nouveau président se veut un homme de la nouveauté, mais laisse entendre qu'il pourrait bouleverser le carrousel traditionnel de 20 h 30 en commençant un peu plus tôt les programmes de la soirée.

Autre souhait : combler les lacunes en matière d'émissions médicales, historiques, littéraires et scientifiques. M. Contamine veut réhabiliter sur son antenne les « valeurs culturelles » trop négligées face aux émissions consacrées « aux modes de vie ». Mais le nouveau président entend aussi se battre pour la télévision, celle des chaînes privées, sur le sport, « élément essentiel de la programmation d'une grande télévision nationale ».

Pragmatisme à FR 3
Tout cela coûte cher, et M. Contamine sait que son budget 1987, inférieur en francs constants à celui de cette année, ne lui laisse pas une grande marge de manœuvre. « Il faudra prendre l'argent à l'intérieur et redistribuer les budgets », reconnaît-il, « voir à ce que les coûts soient maîtrisés. Je n'ai pas de parti pris, mais je n'ai pas de parti pris, mais je n'ai pas de parti pris ».

En s'interrogeant de près aux « valeurs culturelles », le président d'Antenne 2 n'empêche-t-il pas sur les nouvelles orientations de FR 3 dont la culture devait devenir le label ? FR 3, une chaîne au chevet de laquelle beaucoup de téléspectateurs ont été attirés, le secrétaire d'Etat Philippe de Villiers voulait faire une « vitrine du patrimoine », et dont M. Jean-Philippe Léot, dans un rapport, affirmait qu'elle « court le risque de l'excès, l'absence d'un public et un marché ».

A ces recommandations, ces conseils et ces vœux, FR 3 n'oppose ni refus, ni rejet, mais un pragmatisme prudent à l'égard de son nouveau président, M. René Han. Pas de déclarations intempestives,

pas d'effet d'annonce spectaculaire, mais la continuité de la politique initiée par l'ex-PDG, M. Jean-Louis Glandier, à laquelle un hommage appuyé est constamment rendu. Et si l'on a opéré un remaniement de la hiérarchie plus important que l'on ne s'y attendait, on est loin dans l'analyse des conclusions élaborées par le conseil d'administration de FR 3 comme d'une « société » « sinistère ». Un mot que l'on a trouvé « inadéquat ». Bref, M. René Han entend, par touches successives, mener une « politique d'identification » de la chaîne face à la concurrence, et faire franchir son capital d'audience en transformant progressivement la grille sur trois ans.

Ce souci se retrouve dans l'évocation des rapports avec la Sept. La Société d'édition de programmes de la Sept, chargée de préparer une chaîne culturelle par satellite, est à la recherche de créneaux de diffusion temporaire que FR 3, manquant de moyens pour son antenne, peut lui offrir. Mais la convention qui devrait être signée à ce sujet début janvier, veillera à ce que cette « possibilité d'expression » s'inscrive dans le « cadre homogène » d'une programmation plus vaste. La prudence et le pragmatisme résistent encore, lorsque l'on évoque la régionalisation et l'outil de production de FR 3.

Le libéralisme très tempéré de RFO
A la nécessité d'une « restriction », avancée parfois par la tutelle, on préfère les termes « modernisation », « adaptation » ou encore « utilisation dans une optique plus commerciale ». A la chirurgie, le « docteur » Han semble toujours préférer l'homéopathie. S'affirmant « modeste », se défendant d'avoir sollicité le poste que la Commission nationale lui a attribué, il entend renouer le dialogue social à l'intérieur de sa société et faire oublier le personnage « injuste », « caricatural », et d'« éminence grise RPR », que la presse a donné de lui.

Libéral, M. Jean-Claude Michaud l'est et ne s'en cache pas :

Imaginez une image inimaginable

Elle est à Monte-Carlo, 4, 5, 6 février 1987.

IMAGINA, l'œuvre créative du plasticien croise la rigueur mathématique de l'information : la racine carrée de l'œil. IMAGINA, à Monte-Carlo, sixième édition : l'image de synthèse enfin réelle.

IMAGINA, après dix ans de développement, elle investit l'audiovisuel et notre imagination reculant sans cesse les limites de l'imaginable. Concevoir en 2, 3 dimensions, disposer d'une palette de 16 millions de couleurs, c'est la réalité pour un nombre grandissant de professions : stylistes, architectes, publicitaires, médecins, cinéastes, éditeurs, biologistes... IMAGINA, à Monte-Carlo, le point de rencontre du créateur et de l'utilisateur. Un événement européen. Trois jours d'un prodigieux voyage au bout de l'image. Inscrivez-vous vite.

IMAGINA est organisée par l'Institut National de l'Audiovisuel et le Festival International de Télévision de Monte-Carlo, avec la collaboration de la Commission des Communautés.

le concours du Groupe Bull, la participation de Nicograph Association.

IMAGINA
6e FORUM INTERNATIONAL DES NOUVELLES IMAGES DE MONTE-CARLO

Pour recevoir le programme détaillé et le bulletin d'inscription, renvoyer ce coupon à : IMAGINA - 2a, boulevard des Moulins, Monte-Carlo, Monaco 98000. Tél. : 93.30.87.01. Téléc. : 93.30.87.02.

Nom : _____
Profession : _____
Société : _____
Adresse : _____

Plus nous irons loin, plus nous pourrions communiquer.

Longtemps, dans l'histoire, l'homme a été avide de communiquer. Le langage de l'homme est l'outil vers lequel il se tourne pour cela. Mais, avec l'ordinateur, l'homme a découvert un autre outil, un outil intelligent, l'outil qui ouvre les portes de l'information. IBM est au premier plan de cette révolution. Elle a su créer un ensemble cohérent de produits pour l'architecture des réseaux informatiques, et l'a mis en œuvre dans ses propres systèmes, et tout particulièrement dans les moniteurs et contrôleurs de communication. Grâce à son laboratoire de la Future Systems, IBM perfectionne toujours plus ses réseaux. Ils assurent la transmission et l'échange des données.

pour les systèmes et des applications.

donnent accès à des bases de données disséminées géographiquement, et gèrent les lignes et les équipements. Cet immense effort d'architecture, IBM l'a fait, ment ouvert aux autres constructeurs, pour que tous les réseaux puissent s'interconnecter. IBM participe activement aux efforts de normalisation internationale, les normes OSI. Elle est partie les toutes premières à en appliquer les recommandations. C'est ainsi que grâce à l'informatique, tout le monde peut communiquer avec tout le monde.

IBM

هكذا من الأصل



vincara
63, Champs-Élysées
Place de l'Opéra
CIP Porte Maillot
53, rue de Sèvres
4 Temps La Défense
LYON La Part-Dieu
MARSEILLE Bourse

UN ORGUE A PARTIR DE 390 F.
Démonstrations permanentes :
CASIO - YAMAHA - J.V.C. - GEM -
BONTEMPI - TECHNICS - ELKA -
VISCONTI - HONNER.
Ecole d'orgue.
hamm
La maison de la musique.
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 45.44.38.66. Parking à proximité

la chrysothèque
ZOLOTAS
«L'or et le Style»
motifs d'oreilles
tours de cous
tours de bras
anneaux
à Paris : 370 rue Saint-Honoré Tel. 42.60.98.63
à Athènes : 10 Panepistimiou Tel. 3613 782

Montre à double fuseau horaire.
Plaqué or 18 carats. 2770F
EMERICH MEERSON
PARIS.
Montres & Bijoux
11, rue Tronchet - Paris 8^e
Tél. : (1) 42.65.50.13
198, bd St-Germain - Paris 7^e
Tél. : (1) 42.22.12.89
Pointe de vente sélectionnés

SUPPLÉMENT CADEAUX

De la Saint-Nicolas à l'Épiphanie

Le protocole des cadeaux

Les fêtes de Noël et du Jour de l'an telles que nous les fêtons aujourd'hui en Europe prennent leurs racines dans des traditions trouvant leur origine du Grand-Nord à la Méditerranée, en passant par l'Amérique.

Ainsi, le vert sapin vient-il de Scandinavie et d'Allemagne, la duchesse d'Orléans, belle-fille de Louis-Philippe, ayant introduit en France cette charmante coutume de son Mecklembourg natal. Aujourd'hui encore, la Norvège expédie un de ses plus grands spécimens pour décorer Park Avenue à New-York.

Le père Noël, pour sa part, n'est autre que, latine, Santa Claus... ou saint Nicolas. C'est, en effet, ce saint qui, le 11 décembre, en Lorraine, en Belgique, en Hollande et dans tout le nord de l'Europe, vient encore sur son traîneau attelé de rennes récompenser par des sucreries et des gâteaux les enfants sages, qui sortent leurs

bottes et chaussures pour recueillir ses présents. Cette coutume est reprise en Espagne, le 6 janvier, à destination des Rois mages.

En Suède, pays des nuits sans fin, sainte Lucie illumine celle du 13 décembre avec sa couronne d'or garnie de bougies. Comme en Allemagne, en Autriche et en Suisse, la couronne de l'Avant en branches de pin, à bougies rouges, préfigure Noël.

Toute la maison danoise participe au décor avec de charmantes silhouettes découpées dans les fenêtres à petits carreaux, tandis que les enfants apportent aux cœurs grâces, oléagineux et miels de pain. La chaleur des bougies fait tourner les figurines des carillons.

Dans les églises et les foyers de l'Europe catholique, l'Enfant Jésus est déposé le soir de Noël dans la crèche, peuplée de personnages et d'animaux inspirés par l'art des artisans de Provence.

En Italie du Nord, saint Nicolas et sainte Lucie ouvrent la ronde des fêtes, qui se terminent avec les Rois mages de l'Épiphanie. Ceux-ci apportent leurs cadeaux aux enfants sages en Vénétie, les autres enfants ne recevant que des morceaux de charbon... sous forme de friandises. La nuit d'Épiphanie du sud de l'Espagne se prête aux processions, achevant la veille de l'Épiphanie par de savoureuses sapes.

Dans le nord de l'Angleterre et en Écosse, le 1^{er} janvier, le premier à passer le seuil de la maison en l'an neuf (obligatoirement un homme brun aux yeux marrons), doit tenir dans une main un morceau de charbon symbolisant la nuit, et, dans l'autre, un morceau de pain en gage de prospérité.

NATHALIE MONT-SERVAN.

La chanson de Prévert

A Brassus, dans le Jura suisse, les montres Blancpain, à mouvement mécanique ou automatique, sont encore assemblées et polies à la main par les artisans horlogers, à raison de huit par jour.

Chocagne, c'est le domaine des colliers importants de perles de culture, à agrémenter de pendentifs amovibles, assortis aux pendants d'oreilles.

Mikimoto, le roi de la perle, a récemment pignon place Vendôme, avec de rares perles dorées.

Tout monte sur anneau d'or ou d'argent, une petite perle noire ou blanche, sur une chaîne.

Heurton propose une série de petites bagues d'or jaune, souvent à godrons d'un diamètre de 2 500 à 3 000 F.

Quelques Gaudier commencent à 990 F ses pendentifs en émaux vifs, bleu de chine et vert émeraude sur argent.

Lafontaine lance des bagues d'argent rhodé insaisissables à 700 F à 2 500 F.

Paulette Laubie de Paris propose des godrons de ses bagues en or, à partir de 1 520 F.

Zolotas vient de conclure un accord avec Arthur Bertrand pour une collection de bijoux de l'histoire.

Mais les bijoux, c'est aussi le troc. Frédérique Rebuffat offre aux abonnés du Monde, sur présentation de leur bande-adresse, une réduction de 7 %. Une micro-tondeuse Braun pour barbues, rechargeable, à quatre positions de longueur de coupe. Elle s'utilise avec ou sans fil, 450 F environ.

Une nouvelle gamme souple chez Samsont complète les bagages rigides, dont un portfolio étouffé comme un attaché-case, 189 F.

La lunette flottante pour sports nautiques : K ONE 1115 de Mody-

foot comporte, incrusté dans les branches, des flotteurs translucides qui empêchent de couler. Un filtre antireflet supprime l'éblouissement. 295 F dans les grands magasins.

Brut de Fabergé, l'eau de toilette de Cary Grant, s'adjoint désormais un flacon facile à transporter. A utiliser après le rasage et en fin de journée pour tonifier l'élasticité de la peau. 60 F en grande distribution.

French Riviera regroupe trois maisons localement très connues : accessoires Hélène Angel, parfums Molinard, foulards Stronome Favier, produits de toilette Les garrigues de Provence, les tricots Antoine Magrino, Manufacture de porcelaine de Monaco, foulards Marcassat, papiers Mip empreintes, verre soufflé Jean-Claude Novaro, céramiques La Roue, cœurs Trucs Monsieur, la Verrerie de Blot et l'orfèvrerie Versailles.

Dans le domaine des instruments de musique, Hamm se distingue, par un crédit portant sur quatre-

vingt-quatre mois. Les orgues électroniques japonaises, présentées avec mode d'emploi, se situent entre 450 F et 10 000 F. Elles comportent des boîtes à rythmes incorporées et des accords automatiques.

La Boutique du Musée d'Orsay, dont le logo M.O. fait déjà partie du jargon des initiés, lance son élégant sac culturel de toile noire à glissière et poche extérieure de cuir estampillé, 250 F. Les conservateurs étrangers invités au vernissage ont arboré devant les délicieuses boîtes Tableau représentant une figure en métal du peintre devant son œuvre : Manet devant Olympia, Toulouse-Lautrec et le Gouton, ou le Douanier Rousseau et le Charmeur de serpents. 130 F. Comme à l'exposition Van Gogh de New York, qui fait fureur, le M.O. a imprimé un sac de fruits de Cézanne pour emporter ses achats, 25 F.

Nocturnes dans les grands magasins

A la suite de l'autorisation préfectorale accordée au Printemps (Hauemann) d'ouvrir le magasin le dimanche 21 décembre, de 10 heures à 18 h 30, les autres grands magasins resteront ouverts plus tard, surtout entre le 18 et le 23.

Bazar de l'Hôtel-de-Ville, de 11 heures à 18 h 30 ; les 24 et 25, de 9 h à 18 h 30.

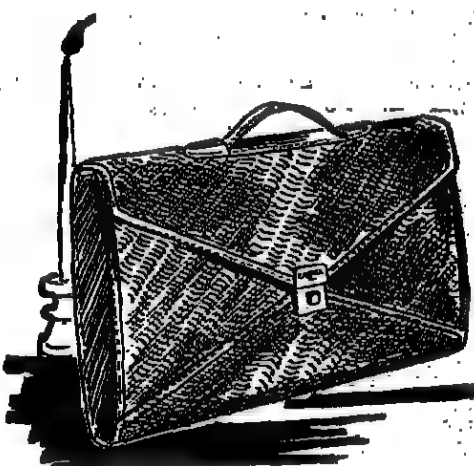
Bon Marché, de 9 h 30 à 18 h 30.

Galerias Lafayette, de 15 h 30 à 18 h 30 ; les 24 et 25, de 9 h 30 à 18 h 30.

Marc et Spath, de 9 h 30 à 18 h.

Samaritaine, dimanche 21, de 10 h à 18 h, les 20 et 22, jusqu'à 19 h 30.

Union Commerce et Méditerranée, du 16 au 23, de 9 h à 18 h 30.



LANCEL : sac cartable en toile noire enduite à flancs de cuir comme les rabats surpiqués. Fermeture dorée et poignée escamotable. 790 F, 8, place de l'Opéra ; 4, rond-point des Champs-Élysées ; 43, rue de Rennes.



EMERICH MEERSON : montre géante pour poignet fin (3,8 mm de côté) en plaqué or 18 cts et bracelet de porc. 1 650 F, 11, rue Tronchet ; 200, boulevard Saint-Germain.



LA BAGAGERIE : fourre-tout octogonale en toile enduite à rebords, noir sur blanc. Polignées larges sur macarons noirs. 500 F, 41, rue du Four ; 11, Faubourg-Saint-Honoré ; 12, rue Tronchet.

Porc éboulable. 350 F
LA BAGAGERIE
Paris, 11, rue du Four 5^e 12, rue Tronchet 3^e 74, rue de Passy 16^e Tour Montparnasse 14^e 11, Faubourg Saint-Honoré 8^e 11, rue de la Harpe 13^e

JACQUES GAUTIER
Collier cristal sur argent et émail noir 3 800 F
Boucles d'oreilles 1 650 F
OMAI : Eau de parfum originale
36, rue Jacob, PARIS-6
Tél. : 42-68-84-33

CHOCARNE
le spécialiste de la perle de culture
Choix exceptionnel
1, rue de la Paix
Paris
STERN
GRAVEUR
depuis 1840
CARTES DE VISITE, INVITATIONS
la distinction d'une gravure traditionnelle
nouveau département "Société" pour cartes et papiers à lettres de belle qualité
Aubert 47, Passage des Panoramas
PARIS 2^e Tél. 42-36-94-43-45-08-86-43

A petits prix

La table de fête permet à la maîtresse de maison d'exercer ses talents de décoratrice en mêlant des éléments traditionnels et personnels. La pyramide d'oranges coiffées d'un ananas peut remplacer un petit sapin illuminé de fines bougies non coulantes, tandis que les sautins de porcelaine se dressent en formes variées (épicerie et grandes surfaces).

La Boutique danoise offre une merveilleuse sélection de sautoies à pendre aux fenêtres et de mobiles de carton coupés à la main, de 60 à 80 F. Les clochettes de verre soufflé commencent à 300 F. De délicieuses compositions d'Erik Bering, décorateur floral de la reine Margrith reprennent en fleurs et fruits séchés les attributs de la botanique XVIII^e : girandoles, couronnes, cornes d'abondance, voire arbustes. Les sautoies et autres jeux en bois naturel et noir sont à 80 F, le carton des anges, 228 F.

Devenu traiteur tout en gardant ses services d'appoint pour étudiants, Ludovic rassemble des séries de petits cadeaux choisis par la belle Fournier dans les bonnes adresses parisiennes, vendus avec une déperdition de 15 %. Les ronds de bougie en fleurs de soie dorée ou pastel sont à 20 F, les bouquets, de 60 à 100 F. De Soulelado, le bloc-notes habillé de crotte provençale, 113 F, s'accompagne d'un livre de réception ou de cave, 158 F. La boutique de talence crachée turquoises, rouge ou jaune, 65 F, est coordonnée aux nappes et sets de table, à partir de 99 F. Les petits cailloux parfumés d'Annick Goutel se posent au-dessus de l'ampoule de la lampe, 110 F avec la soie dans une boîte à thé minuscule. Yoyos, bilboquets et mini-jeux de quilles sont taillés en bois naturel, de 18 à 28 F. Dans les bijoux, la bague dorée à godons et petits

fait beaucoup d'effet (100 F), comme les boucles d'oreilles percées en cœur. Les amateurs d'objets trouveront chez Daimaru les pique-fleurs japonais, de 11 à 85 F, les sécateurs, 180 F, un choix gigantesque de vases pour équilibrer les bouquets, de 100 à 500 F. Les vanneries et les boîtes de verre sablé complètent l'ensemble. Toujours dans les petits prix, les instruments de calligraphie, de 12 à 200 F.

Les collants fantaisie existent en trois tailles, à motifs de toutes sortes, sur fond noir, Yves Saint Laurent perle en baguette, sur la jambe, ses initiales entrelacées, 90 F env. Chantal Thomass tisse un dessin de toile d'araignée, 150 F, tandis que Christian Dior joue aussi la baguette en dentelle, 70 F. Chez Weil, les fleurs de lotus forment un semis, 95 F, alors que Céline choit

le logo de son nom, 84 F. Seul D.D. propose, en taille 4, ses arlequins rouges, gris ou noirs, 70 F. Rappelons que les bas sans jarretelles Dim Up existent en voile simple ou en plumetis, en blanc, noir ou gris, 25 F et 30 F (prix relevés aux Galeries Lafayette). A l'occasion des fêtes, Monoprix lance Opale, de 30 F à 80 F.

Les animaux de compagnie, c'est l'affaire de la Samaritaine, qui ouvre son rayon d'aquariophilie, cohabitant au cinquième étage avec la chatterie. Les chiens y sont tout aussi gâtés et se voient proposer des manteaux de laine et d'acrylique, à l'intérieur gratté, de 66 F à 98 F (27 cm à 68 cm, de quoi habiller du yorkshire au berger allemand). Le bagage du poisson voyageur, en plastique beige cylindrique transparent, est équipé d'une poche extérieure contenant un aérateur à piles, 149 F.

Quelques livres

TROIS ouvrages autour de la mode se voient en cette fin d'année. Yvonne Deslandes, qui vient de nous quitter, a vu la sortie de son Histoire de la mode au vingtième siècle (404 p., Somogy, 295 F). Avec Florence Muller, elle retrace l'évolution de l'art de paraître jusqu'à la cohabitation de tous les styles, caractéristique d'aujourd'hui. Fondatrice du Musée des arts de la mode, son regard avisé et plein d'esprit nous fait partager ses trouvailles visuelles comme les traits ironiques de ses anecdotes.

La personnalité chaude et généreuse de Sophie Loren ressort avec force dans Confidences de femmes (223 p., Carrère-Michel Lafon, 125 F), engendrant la bonne humeur.

Ses recettes et ses trucs pour rester belle et désirable sans limite d'âge pétillent comme du champagne. Les illustrations en couleurs ou noir et blanc sont choisies sans complaisance.

Rosine Vidart nous mène à un train d'enfer à travers les méandres de l'industrie cosmétique avec son Guide des produits de beauté 1987 (412 p., Olivier Orban, 89 F). On y découvre plus de sept cents produits nouveaux ou anciens, mais efficaces, surtout dans le domaine du vieillissement, que vient freiner toute une batterie de crèmes et de lotions de l'an 2000. Chaque article est présenté avec ses coups de cœur et le prix. Un chapitre entier est consacré aux « anti-séjourneux-voyageurs ».

Ephémérides

EN dernière minute, l'Expansion propose l'éphéméride du séminaire Temps plus, un lit, livré une boîte-cleuseur multiples, 25 à 24 cm, couverture 11 F. Le mini-séminaire sur papier bible est destiné aux femmes, 13 x 11 cm, livré de renseignements pratiques, à partir de 295 F, 67, avenue de Wagram.

Gagné de faux noir, l'agenda Cosmopolitan, s'adresse aux femmes, comme aux mères de famille, donnant même les indications sur Minitel, sans oublier le calendrier scolaire, l'échelle des calories et le shopping. 85 F, port compris, 80 F au journal, 11, rue Boissy-d'Angles.

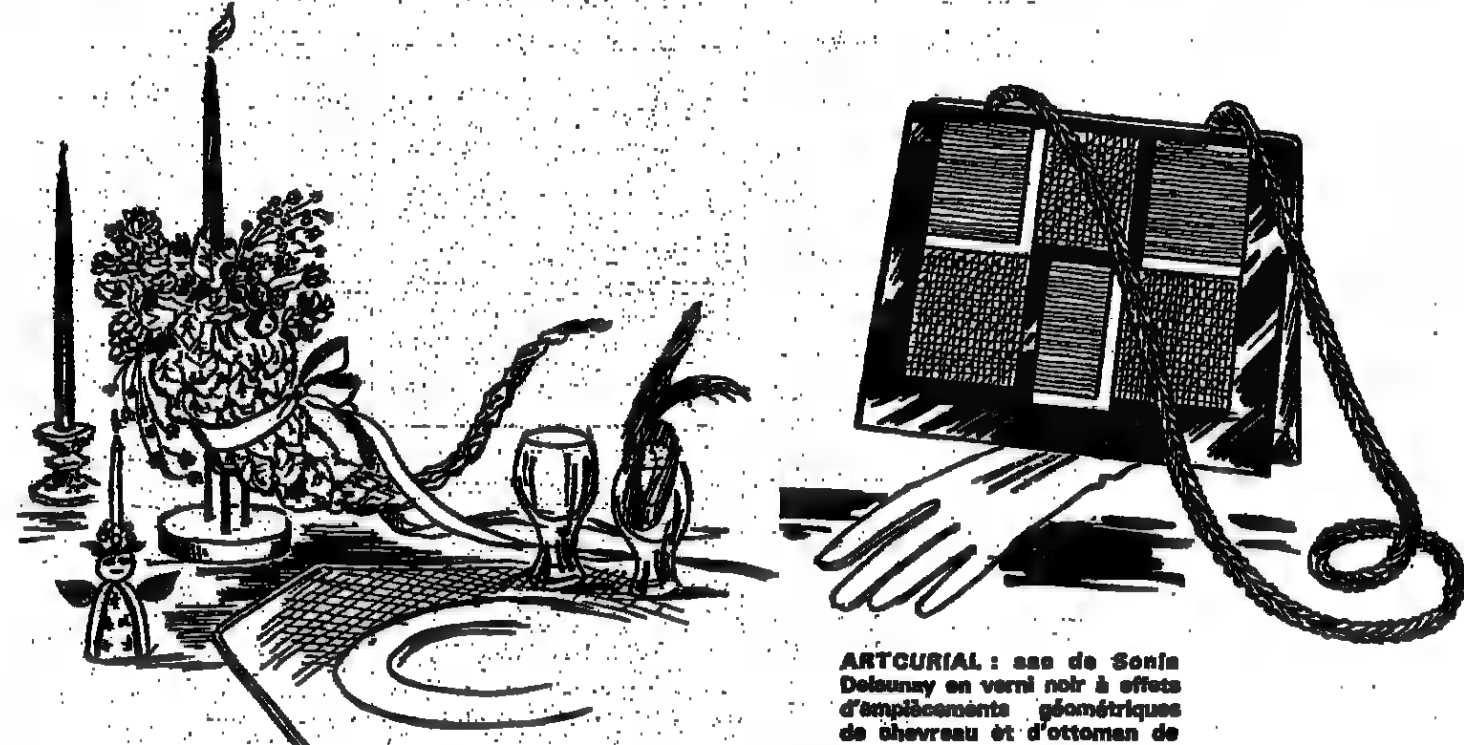
Pour les marcos d'astrologie, un modèle noir et jaune permet de connaître son signe, 79 F. Les littéraires se voient dédicacer une page au jour le jour par autant d'écrivains, 98 F; enfin celui fermé à l'aide d'un porte-jarretelles invite aux fantômes, 60 F, tous les trois Au Bon Marché.

Les treize icônes du superbe calendrier Possev, vendu au bénéfice des éditions Samizdat soviétiques, peuvent se détacher ou être reproduites sur sapin à belle tranche au transcrip (Lefranc-Bourgeois), 140 F, (111) Gedlaghine, NTS, 125 bis, rue Blomet, 75016 Paris.

Adresses

Blancpain, chez Fred, 6, rue Royale.
Chocoma, 1, rue de la Paix.
Daimaru, Palais des Congrès, porte Maillot.
Frédérique Rebuffat, 5, rue Collogon, 75006 Paris.
French Rivers, 8-12, rue Boissy-Ham, 135, rue de Rennes.

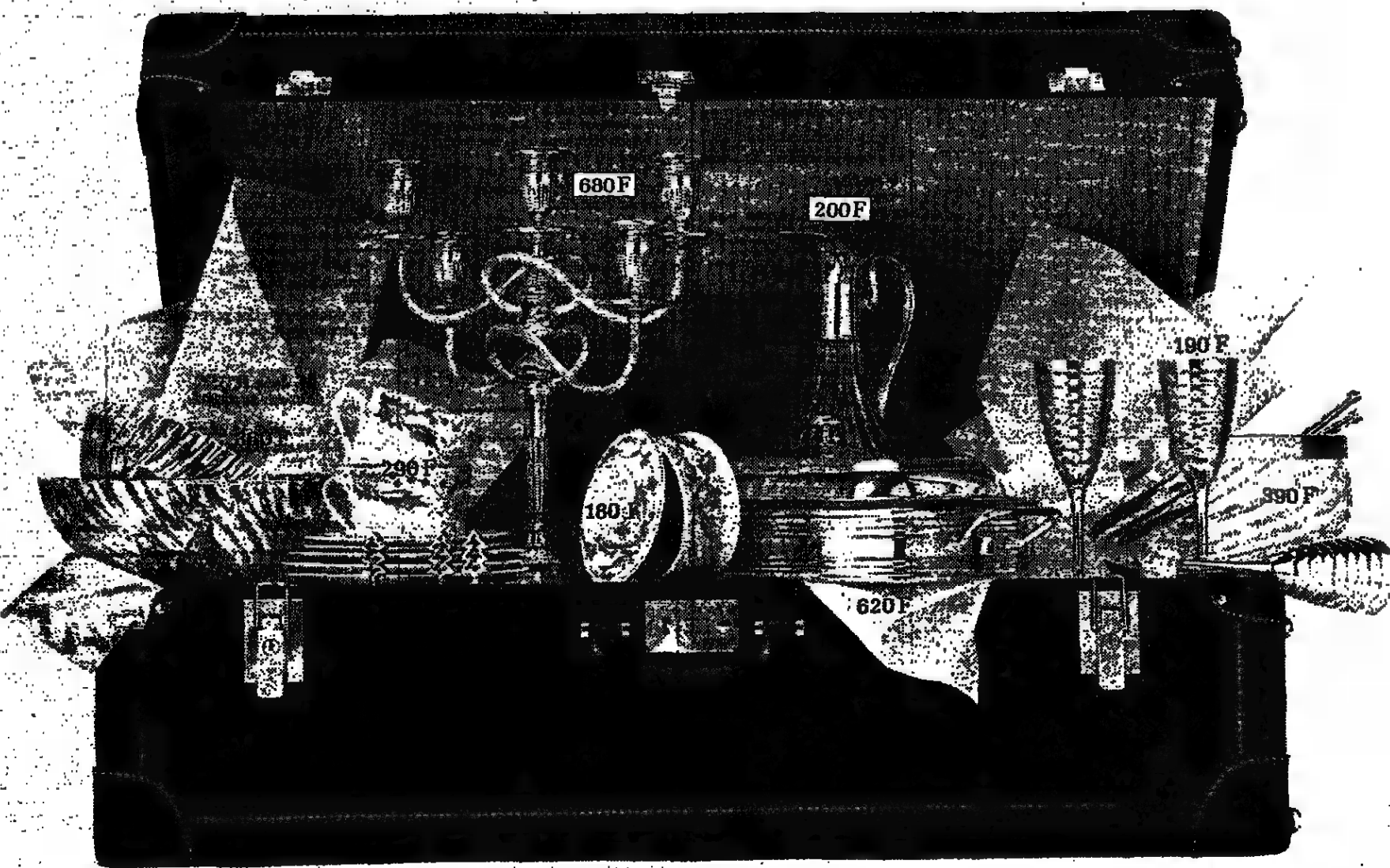
Heurgon, 15, rue Jacob.
Jacques Gautier, 36, rue Jacob.
Lalaunie, 114, rue Saint-Ludovic, 22, rue Pétrarque.
Mikimoto, 8, place Vendôme.
Téla, 2, rue de la Paix.
Vincara, Palais des Congrès, porte Maillot.
Zolotas, 370, rue Saint-Honoré.



BOUTIQUE DANOISE : décor de table de Noël en forme d'abondance d'Erik Bering, à base de sautoies séchées, et petits motifs, de 60 à 900 F, 42, avenue de Friedland.

ARTCURIAL : sac de Sonia Delaunay en verni noir à effets d'amplicaments géométriques de chevron et d'ottoman de soie en gris, blanc et rouge. Sur bandoulière de passementerie noire, 2.700 F, 9, avenue Médicis.

- Ce qui est bien dans les voyages, ce sont les cadeaux. -



LANCEL

PARIS - NEW YORK - TOKYO

MAGASINS LANCEL : Paris - 8, place de l'Opéra - 4, rond-point des Champs-Élysées - Palais des Congrès/Porte Maillot - 43, rue Rennes - 127, Champs-Élysées - Parly 2 - Vélizy - Créteil Soleil - Ajaccio - Bordeaux - Cannes - Lyon - Lyon/Le Part Dieu - Montpellier - Nice - Nîmes - Perpignan - Rennes - Rouen - Saint-Étienne - Strasbourg - *U* le 21 décembre de 14 h à 18 h.

15 avril 1987, et 125 F

Social

Un accord avec les caisses d'assurance-maladie

Les tarifs des consultations seront relevés de 13 %

Les deux principales organisations de médecins libéraux (Confédération des syndicats médicaux français, Fédération des médecins français) et les trois caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants) se sont mis d'accord, le mardi 16 décembre, sur un important relèvement des tarifs des consultations des praticiens d'ici à l'automne 1987 et sur une relance des efforts de maîtrise des dépenses : un geste auquel les partenaires veulent donner un aspect symbolique dans un climat actuellement assez conflictuel.

L'accord comporte deux volets. Le premier est surtout financier : un relèvement important des tarifs des consultations médicales. Celle du généraliste passera de 75 F à 80 F le vendredi 18 décembre, puis à 85 F le 1^{er} juin 1987, celles des spécialistes de 110 F à 118 F le

15 avril 1987, et 125 F le 15 septembre (1). Ce relèvement (13,3 % pour le généraliste, 10 % pour les spécialistes) permet aux médecins d'amortir une partie de la hausse de la « feuille blanche » : elle ne doit pas, en principe, empêcher une « ordonnance », de bien moindre ampleur des autres tarifs (visites, radiologie, actes chirurgicaux et diagnostiques, etc.) pour lesquels des discussions doivent s'ouvrir au deuxième trimestre 1987. Le calendrier de l'ensemble ne correspond peut-être pas à ce que souhaitent la CSMP, les dirigeants n'ont pas fait la

Ces mesures sonnaient et trébuchent s'accompagnent de quelques autres, pas uniquement symboliques, touchant à « l'adaptation de la pratique médicale », amon-

cées dans la convention médicale de 1985 et réclamées par les syndicats de praticiens. Une nouvelle organisation des urgences avec la participation des médecins libéraux sera expérimentée l'an prochain dans une quinzaine de « sites », avec une répartition ad hoc des praticiens. Quinze autres expérimentations seront lancées avec le soutien des caisses d'assurance-maladie dans des domaines divers allant du maintien à domicile de personnes âgées à la chirurgie sans hospitalisation.

La seconde volet et la contrepartie de l'accord consistent en la relance des actions communes de « bon usage des soins » et de « maîtrise des dépenses » inscrites aussi dans la convention : celle-ci devrait donner aux initiatives prises par les caisses depuis l'été (le Monde du 19 septembre), le dynamisme qui leur manque encore. Parallèlement, médecins et caisses vont préparer

des méthodes pour mettre en œuvre le plan gouvernemental de prise en charge des maladies longues et coûteuses (2).

L'accord est fondé sur une sorte de pari réciproque. Pour les caisses, il représente un « acte de foi », selon l'expression de M. Maurice Derlin (Force ouvrière), président de celle des salariés : la décision repose sur la conviction qu'il vaut mieux rémunérer les médecins et que, mieux rémunérés, ceux-ci seront plus disposés à coopérer à une maîtrise des dépenses. En termes financiers, il s'agit, au mieux, d'une opération « blanche » : le coût du relèvement des tarifs (1,2 milliard de francs environ) sera compensé par les économies réalisées sur les dépenses de soins.

De leur côté, les syndicats médicaux pourraient se contenter d'engranger des revalorisations. Mais pour que la « remise à niveau » ne s'arrête pas en route et s'approche du niveau souhaité (100 F pour la consultation du généraliste, par exemple), il leur faut faire preuve d'un minimum de coopération.

Deux questions restent cependant en suspens. D'abord, que se passera-t-il réellement sur le terrain ? Les deux organisations signataires de l'accord - et de la convention de 1985 - ne prévoient qu'une hausse de 20 % à 25 % des tarifs des consultations conventionnelles. Quelle portée aura leur engagement auprès des autres praticiens ? Les militants eux-mêmes ne sont pas toujours bien disposés : certains, lors de la dernière assemblée générale de la CSMP, les 29 et 30 novembre dernier, ont fait montre d'un état d'esprit plutôt hostile.

Quel sera, d'autre part, l'effet de cet accord sur le choix que les médecins conventionnés doivent faire d'ici à la fin du mois entre appliquer les honoraires normaux ou opter pour la liberté des honoraires (avec « tact et mesure »), mouvement des dispositions fiscales et sociales moins avantageuses ? Les revalorisations, améliorant la situation des médecins conventionnés « ordinaires », coïncident avec une mesure en faveur des praticiens à honoraires libres : ceux-ci devaient jusqu'à présent payer une cotisation d'assurance-maladie de 14,92 % au lieu de 5,22 % ; ils pourront, en vertu d'une loi votée ces jours-ci par le Parlement, adhérer à la caisse des travailleurs indépendants au lieu de celle des salariés, ce qui leur apporterait une économie de 25 % à 30 % sur les cotisations.

Dans ces conditions, combien de médecins opteront pour les honoraires libres ? Selon le dernier sondage fait à ce sujet par la caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, il y a quelques jours, la proportion pourrait passer de 16,5 % à 25 % environ pour les spécialistes, de 14,7 % à 21 % environ pour les généralistes. Les dernières mesures modifieront-elles les choix ?

GUY HERZLICH.

(1) Les psychiatres passeront de 175 F à 185 F le 15 avril 1987 et à 195 F le 15 septembre.
(2) Il s'agit de déterminer les soins qui relèvent de la maladie prise en charge à 100 %.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Etranger

Le Nigéria obtient le rééchelonnement de sa dette

Le Nigéria est arrivé, mercredi 17 décembre, à un accord de rééchelonnement de sa dette garantie avec dix-neuf pays créanciers au sein du Club de Paris. Ce rééchelonnement, qui porte sur 7,5 milliards de dollars d'échéances, est le plus important que ce forum de créanciers ait accordé depuis l'opération de soutien accordé à la Pologne à la fin de 1983. Sont étalés sur dix ans, dont une

période de grâce de cinq ans, les prêts à moyen et à long terme venant à échéance entre le 30 septembre 1986 et la fin de 1987. Les arriérés commerciaux à court terme, accumulés jusqu'au 31 décembre 1983, sont consolidés sur huit ans, cette période étant ramenée à quatre ans pour ceux intervenus depuis le 1^{er} décembre 1984.

La fin d'un long processus

L'accord du Club de Paris permet au Nigéria de bouclier la longue boucle des échéances et d'éviter dans une ère d'austérité draconienne sur des bases financières moins chancelantes. La crise dans ce pays, qui a duré, semblait sans issue, n'a trouvé, certes, qu'un début de solution. Comme le souligne un banquier européen, « les prochaines années seront extrêmement délicates, et les dérapages ne peuvent être exclus ». Mais le régime militaire du président Ibrahim Babangida a su relever un défi, appliquer la politique de redressement du Fonds monétaire international pour recevoir une certaine crédibilité auprès des créanciers de Lagos, sans pour autant se lier, politiquement, les mains.

Un jeu ambigu. La contrepartie du pragmatisme du FMI sur la présentation du plan d'austérité n'a d'égalité que l'orthodoxie des méthodes appliquées. Le gouvernement nigérien a pu assurer, face à une opinion publique hostile depuis des années à une surveillance assidue à une ingérence insupportable du Fonds, qu'il ne demanderait pas à utiliser le crédit stand by de 450 millions de dollars qui lui était ouvert. Les mesures mises en place depuis l'été dernier portent toutefois suffisamment la griffe du FMI pour avoir accablé des négociations sur la dette privée ou garantie.

Les dirigeants du pays se payent 100 millions d'habitants, le plus peuplé mais aussi l'un des plus prometteurs d'Afrique, n'avaient guère le choix. Près de cinq ans de rigueur chaotique et solitaire, hors des règles admises par les créanciers occidentaux, avaient conduit le pays à une impasse. Faire renaitre une agriculture méprisée du temps du mirage pétrolier, relancer une industrie qui tourne à quelque 35 % de ses capacités faute de liquidités suffi-

santes pour assurer l'importation de pièces détachées, rendre espoir à une population qui augmente de 3 % par an alors que le revenu par habitant a fondu de 35 % entre 1980 et 1985, autant de priorités exigeant des moyens financiers hors de portée de Lagos. La situation s'est aggravée en 1985 lorsque le président Babangida était porté au pouvoir par un coup d'Etat. La chute des cours du pétrole, qui assure près de 90 % des recettes à l'exportation et 80 % des rentrées budgétaires, a fait que confirmer l'urgence d'un soutien extérieur. De 25 milliards de dollars au début des années 80, les revenus pétroliers sont estimés à quelque 6 milliards de dollars cette année.

Le dos au mur

Le dos au mur, les dirigeants nigériens se sont engagés l'été dernier dans un plan d'austérité ambitieux portant sur la période juillet 1986 - juin 1988. Préparé avec les experts du FMI et de la Banque mondiale, il prévoit une forte compression du déficit budgétaire à 4 % du produit national brut, le ralentissement de la hausse des salaires de la fonction publique, la réduction de 5 % du nombre des fonctionnaires, un programme progressif mais sans précédent de privatisations. Préface maîtresse de ce plan, pour les institutions multilatérales comme pour les partenaires commerciaux et financiers de Lagos, un double système de taux de change était mis en place et un cours « libre » déterminé pour les importations par une vente aux enchères hebdomadaire.

Depuis lors, le naira s'est stabilisé autour de 3 à 3,5 nairas pour 1 dollar, une décade de plus de 30 %.

Cette reprise en main monétaire n'a pas fait disparaître tout marché

noir, s'en est allé. Conjugué à une austerité budgétaire de bon aloi, elle a permis au Nigéria de mener le processus tant souhaité et redouté à la fois des rééchelonnements de sa dette. Rassurés par l'aval relativement discret du FMI, l'annonce de 430 millions de dollars de prêts de la Banque mondiale en plus des 4,3 milliards de dollars promis d'ici à 1989 et un crédit-relais de 250 millions de dollars organisé par la Banque d'Angleterre, les banques privées tombaient d'accord à la mi-novembre sur les grandes lignes d'un plan de renflouement. Etalé sur 1,5 milliard de dollars d'échéances portant sur la période avril 1986-décembre 1987, renflouement de 2,5 milliards de dollars de crédits documentaires jusqu'en septembre dernier, promesse d'argent frais pour 320 millions de dollars, Lagos se voyait assuré un répit vital. Il ne restait plus au Club de Paris qu'à s'entendre sur la dette garantie. Le plus ardu reste pourtant à faire.

Si les partenaires du Nigéria sont prêts à reconnaître qu'il s'agit d'un « risque sévère », la leçon des années passées les pousse à la circonspection. Le gouvernement nigérien devra faire ses preuves au fil des mois à venir auprès de l'opinion publique nigérienne après des créanciers. Le problème posé par les arriérés accumulés sur des billets à ordre représentant au total près de 10 milliards de dollars subsiste. Répandant certains engagements jugés douteux sous de précédents gouvernements, la Banque centrale nigérienne n'en reconnaît qu'une petite moitié. Ce différentiel pourrait gêner la normalisation des relations commerciales à ce pays, à court terme tout au moins.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Agriculture

Accord à Bruxelles sur le lait et la viande

Mise au point d'un programme de déstockage

Les ministres de l'Agriculture de la CEE ont adopté, le mardi 16 décembre, au terme de quatre-vingt-deux heures de négociations, à un accord sur la réduction de la production laitière et sur la réforme du marché bovin. Les Douze ont en outre procédé à des échanges d'avis sur les mesures agricoles favorables à la France.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les décisions qui viennent d'être prises sont assez dures pour les agriculteurs mais indispensables pour l'avenir de la politique agricole commune, a commenté M. François Guillaume, le ministre français de l'Agriculture, à l'issue des travaux des Douze. Il est vrai que la France a fait pas mal de chemin en direction des propositions de la Commission européenne soutenues par des pays influents comme les Pays-Bas et la Grande-Bretagne.

Outre la réduction décidée pour les deux prochaines campagnes - 8,5 % contre 4 % souhaités - le départ par Paris (le Monde du 17 décembre) - la France a accepté d'autoriser Bruxelles à suspendre les achats publics pour le bœuf - lorsque la situation l'exigera - pendant la période du 1^{er} mars au 31 août. A l'inverse, la délégation française a obtenu le maintien du système des « transferts régionaux » qui permet à un pays, ce qui constitue une mesure de manœuvre appréciable dans la gestion des contingents, d'attribuer à une zone de production un quota non utilisé dans une autre région.

La France a de plus la satisfaction d'enregistrer l'engagement de la Commission d'élaborer « un rigoureux programme de déstockage ». Le plan envisagé par Bruxelles porte sur l'écoulement de 1 million de tonnes de bœufs (actuellement, les stocks publics atteignent 1,3 million de tonnes) pour un coût évalué à

3,2 milliards d'ECU (22 milliards de francs) à la charge des trésors nationaux. A partir de l'exercice 1989, le budget européen devra, selon le schéma de la Commission, rembourser les Douze en appliquant les intérêts sur une période de quatre ans. Sans compter enfin que la réduction de la production laitière peut être en principe réversible lorsque le marché sera assaini.

Le dossier bovin

M. Guillaume a eu fort à faire également sur le dossier bovin. Initialement, la Commission souhaitait supprimer le régime d'intervention en demandant aux Douze de pouvoir juger seule de l'opportunité d'ouvrir une campagne d'achats publics. Le régime arrêté pour la période allant d'avril 1987 à la fin de 1988 porte sur des critères précis de déclenchement automatique des mesures de soutien du marché.

La France a obtenu aussi que la baisse des prix garantis aux producteurs bovin soit limitée en tout état de cause à 13 % de ceux actuellement en vigueur. Cette diminution - attestée (de l'ordre de 2,2 % selon les experts européens) par l'octroi d'une prime de 100 ECU (172 F) par tête de bœuf, à concurrence de 50 têtes pour les éleveurs spécialisés dans la production de viande. Elle est encore moins forte pour les producteurs français qui - par le jeu de la suppression des « compensations monétaires » applicables à cette production, outre l'élimination des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation - encaissent une augmentation de 4,7 % dans leurs prêts garantis à compter du 5 janvier prochain.

A la même date, et en titre d'une opération comparable, la dévaluation du « franc fort » aura pour effet de révaloriser de 3 % les primes d'intérêt versées aux éleveurs de moutons.

MARCEL SCOTTO.

Les paysans demandent des compensations financières

(Suite de la première page.)

Les réactions consternées des organisations paysannes sont logiques, surtout de la part du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), car les jeunes veulent se faire une idée de ce que signifie l'agriculture. Invoker l'inevitable restructuration de l'appareil productif n'est pas suffisant, le modèle agricole du producteur attaché à un patrimoine n'est pas réductible au modèle industriel du producteur salarié. De plus, les chiffres montrent que plus l'agriculteur se restructure, plus son entretien par la collectivité est coûteux.

Indéniablement, les ministres européens ont fait preuve d'un courage politique, car la « pilule » sera dure à faire avaler. Mais ce courage aura-t-il été suffisant pour les Douze, puis les Douze avaient en tête la production, la planification y a plusieurs années déjà. Les stocks ne datent pas d'hier, même si la réduction économique a entraîné un relâchement des achats. Pour la France seule, le paradoxe n'est pas mineur de voir l'ancien président de la FNSEA, qui niait hier la gravité des excédents, se faire le champion, devenu ministre, du ton de via. Les rapports et propositions sur le développement des cultures déclinantes ont sur une modification du soutien avec le prix n'ont pourtant pas manqué.

Politiquement, il va falloir assumer ce courage tardif. Déjà mardi, devant l'Assemblée nationale, le gouvernement a justifié par les difficultés nouvelles, nées de l'accord européen, de nouvelles avances fiscales pour les agriculteurs. Jeudi, le premier ministre devait rencontrer les organisations paysannes qui attendent des compensations sonnettes et trébuchantes, complémentaires des primes européennes. Coûtent pour le budget, ces mesures

semblent inévitables, et pas seulement pour nous électoral.

Si l'Europe continue, elle n'est pas pour autant lavée de son péché originel. Pour compenser des importations sans droits de produits protégés (oléagineux et tourteaux pour le bétail) devenus concurrents des produits locaux (les céréales et... l'herbe), l'Europe a construit une agriculture extravertie par nécessité, condamnée à l'exportation. La machine à produire s'est emballée. Il fallait « toujours plus » pour compenser une baisse des prix, une hausse des coûts des produits nécessaires aux exploitants, pour résister à la concurrence internationale dans un marché mondial déprimé. Le soutien européen lié au volume de produits, une limitation, a favorisé cet emballement.

L'accord fait la part du feu, pour l'immédiat. Il ne dispense pas l'Europe d'une révision en profondeur des mécanismes de la politique agricole commune. Faute de quoi il y a encore raison que les positions sur les volumes de lait et sur le prix de la viande bovine ne soient renouvelées. Les progrès de la génétique et l'aide de la chimie entraîneront des gains de productivité. Et la diminution massive du nombre des éleveurs, avec le départ des plus âgés, n'empêchera pas la reconstruction des stocks.

Pour-on alors imaginer un tissu agricole en peau de chagrin ? Toutes les actions de promotion, comme celle qu'organise pour 1987-1988 le Conseil de l'Europe sur le thème « Vivons nos campagnes » ne serviront à rien si l'économie agricole, celle du paysage, ne repose que sur une poignée de producteurs. En d'autres termes, en matière agricole, la restructuration obère aux économes classiques est vide de sens.

JACQUES GRALL.

MOI, C'EST LA PUISSANCE!



LA PUISSANCE DE L'IBM AT 3
LA LIBERTÉ DU PAPIER ET TOSHIBA

IBM AT 3	PAPYRUS II
Unité centrale 512 Ko, disque dur 30 Mo, 1 lecteur 1200 Ko, Ecran monochrome, clavier IBM 102 touches, Dos 3.2 IBM.	Portable: 3,9 kg, Autonomie 8 heures, Multi-usages, Lecteur intégré 720 Ko.

47251 F HT + 9950 F HT

52201 F HT + 47250 F HT

Offre valable jusqu'au 31/12/86.

MOI, C'EST LA LIBERTÉ!

Pour commander c'est facile
Par téléphone au 45.61.19.43, demander Florence
Par télécopie: 643.211 F
Par courrier chez: IMESA
179, bd Haussmann,
75008 Paris

IMEGA
Informatics

179, boulevard Haussmann
75008 Paris

AVIS d'appel de candidatures

Objet :

MARCHÉ DE CLIENTÈLE
Acheminement par mer maritime des bagages non accompagnés des agents de coopération relevant du Ministère de la Coopération servant principalement les Etats d'Afrique au Sud du Sahara.

VOLUME DU MARCHÉ
1986 : 3 750 tonnes.

DÉLAIS D'EXÉCUTION
Cinq ans maximum à compter du 1^{er} janvier 1988.

FINANCEMENT
Ministère de la Coopération.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES
Le 20 janvier 1987 à 16 heures, au Ministère de la Coopération, bureau des marchés, pièce 402, appel de candidatures n° 1/87, 1 bis, avenue de Villars, 75007 Paris.

RENSEIGNEMENTS ET DOSSIERS DE CANDIDATURES A RETENIR
Département des transports administratifs, pièce n° 33
Téléphone : 47-83-15-48
57, boulevard Invalides, 75007 Paris.

(Publicité)

THE BOLOGNA CENTER OF THE JOHNS HOPKINS UNIVERSITY

School of Advanced International Studies
Bologna, Italie

Université américaine offre programme d'études internationales aboutissant à un diplôme (un an) ou à un « Master's Degree » (deux ans). Le programme interdisciplinaire comprend notamment des cours d'économie internationale et d'économie politique, de droit international, d'histoire contemporaine européenne et de politique des pays européens. Tous les cours sont en anglais. Aide financière limitée pour 1987-1988.

- Date limite d'inscription : 15 mars 1987.

Pour tout renseignement écrire à :

The Registrar, Bologna Center, Via Belmonte, 11, 40126 Bologna, Italy.

Candidats américains :

Admissions Office, School of Advanced International Studies, 1740 Massachusetts Ave., N.W. Washington, D.C. 20036, U.S.A.

Devenez un Cadore en gestion de trésorerie.



Master Trésori: 1250 F.

Pour apprendre à gérer facilement votre trésorerie.



Master Trésori est le 1^{er} didacticiel de gestion de trésorerie. C'est-à-dire un logiciel d'enseignement spécialisé sur micro-ordinateur. Conçu et mis au point par Jean-Pierre Roumillac, auteur de "Trésorerie à court terme" (Editions Dalloz).

Master Trésori fera de vous en 25 heures un spécialiste de la gestion de trésorerie, quel que soit votre niveau de départ : initiation ou perfectionnement. Chargez la disquette dans votre PC, et c'est parti pour une série d'exercices en vraie grandeur et de graphiques.

Alors devenez un cadore avant tout le monde avec Master Trésori : dépenser 1250 F pour gagner des millions, ça vous intéresse ?

Caractéristiques techniques :

- disquette 5^{1/4} avec manuel d'utilisation.
- utilisable sur micro-ordinateur IBM PC[®] ou AT[®] et tout matériel totalement compatible disposant de : 256 Ko de mémoire interne, une carte graphique ou un écran couleur, 2 lecteurs de disquette 360 Ko ou un lecteur 1,2 Mo ou un disque dur.

Bon de commande à retourner à : Cerg-Finance, à l'attention de Mme Labbéjof, Tour d'Asnières, 4 avenue Laurent-Céty - 92606 Asnières Cedex.

M. Fonction Société

Adresse Tél.
désire recevoir exemplaire(s) de Master Trésori, au prix unitaire de 1482,50 F (1250 F HT + TVA 232,50 F).

Ci-joint mon règlement de F par chèque à l'ordre de Cerg-Finance. Important : je dispose d'un micro-ordinateur équipé de :

- 2 lecteurs de disquette 360 Ko ☐ - 1 lecteur de disquette 1,2 Mo ☐

- 2 lecteurs de disquette 1,2 Mo ☐ - 1 disque dur (+ 1 lecteur) ☐

Master Trésori est livrable à compter du 01/01/87. Une facture sera jointe à son envoi.

CERG
FINANCE

L'EXPERT EN LOGICIELS FINANCIERS

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

17 DECEMBRE Cours relevés à 14 h 51

**Cours relevé
à 14 h 51**

Règlement mensuel																													
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%												
1698	A.S. 1973	1591	1591	1591	+ 0.26	2200	Bank S.A.	2290	2290	2290	- 1.25	410	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	686	Schneider &	685	680	685	- 1.52	100	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1699	C.B.E. 25	1592	1592	1592	+ 0.45	2201	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	411	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	687	Schneider &	685	680	685	- 1.52	101	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1700	C.B.E. 25	1592	1592	1592	+ 0.83	2202	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	412	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	688	Schneider &	685	680	685	- 1.52	102	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1701	C.B.E. 25	1592	1592	1592	+ 0.83	2203	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	413	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	689	Schneider &	685	680	685	- 1.52	103	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1702	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2204	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	414	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	690	Schneider &	685	680	685	- 1.52	104	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1703	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2205	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	415	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	691	Schneider &	685	680	685	- 1.52	105	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1704	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2206	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	416	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	692	Schneider &	685	680	685	- 1.52	106	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1705	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2207	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	417	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	693	Schneider &	685	680	685	- 1.52	107	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1706	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2208	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	418	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	694	Schneider &	685	680	685	- 1.52	108	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1707	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2209	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	419	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	695	Schneider &	685	680	685	- 1.52	109	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1708	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2210	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	420	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	696	Schneider &	685	680	685	- 1.52	110	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1709	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2211	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	421	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	697	Schneider &	685	680	685	- 1.52	111	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1710	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2212	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	422	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	698	Schneider &	685	680	685	- 1.52	112	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1711	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2213	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	423	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	699	Schneider &	685	680	685	- 1.52	113	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1712	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2214	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	424	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	700	Schneider &	685	680	685	- 1.52	114	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1713	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2215	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	425	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	701	Schneider &	685	680	685	- 1.52	115	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1714	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2216	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	426	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	702	Schneider &	685	680	685	- 1.52	116	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1715	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2217	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	427	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	703	Schneider &	685	680	685	- 1.52	117	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1716	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2218	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	428	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	704	Schneider &	685	680	685	- 1.52	118	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1717	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2219	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	429	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	705	Schneider &	685	680	685	- 1.52	119	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1718	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2220	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	430	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	706	Schneider &	685	680	685	- 1.52	120	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1719	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2221	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	431	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	707	Schneider &	685	680	685	- 1.52	121	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1720	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2222	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	432	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	708	Schneider &	685	680	685	- 1.52	122	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1721	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2223	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	433	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	709	Schneider &	685	680	685	- 1.52	123	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1722	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2224	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	434	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	710	Schneider &	685	680	685	- 1.52	124	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1723	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2225	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	435	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	711	Schneider &	685	680	685	- 1.52	125	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1724	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2226	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	436	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	712	Schneider &	685	680	685	- 1.52	126	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1725	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2227	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	437	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	713	Schneider &	685	680	685	- 1.52	127	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1726	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2228	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	438	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	714	Schneider &	685	680	685	- 1.52	128	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1727	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2229	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	439	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	715	Schneider &	685	680	685	- 1.52	129	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1728	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2230	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	440	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	716	Schneider &	685	680	685	- 1.52	130	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1729	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2231	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	441	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	717	Schneider &	685	680	685	- 1.52	131	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1730	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2232	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	442	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	718	Schneider &	685	680	685	- 1.52	132	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1731	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2233	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	443	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	719	Schneider &	685	680	685	- 1.52	133	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1732	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2234	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	444	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	720	Schneider &	685	680	685	- 1.52	134	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1733	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2235	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	445	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	721	Schneider &	685	680	685	- 1.52	135	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1734	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2236	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	446	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	722	Schneider &	685	680	685	- 1.52	136	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1735	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2237	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	447	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	723	Schneider &	685	680	685	- 1.52	137	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1736	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2238	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	448	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	724	Schneider &	685	680	685	- 1.52	138	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1737	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2239	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	449	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	725	Schneider &	685	680	685	- 1.52	139	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1738	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2240	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	450	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	726	Schneider &	685	680	685	- 1.52	140	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1739	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2241	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	451	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	727	Schneider &	685	680	685	- 1.52	141	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1740	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2242	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	452	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	728	Schneider &	685	680	685	- 1.52	142	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1741	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2243	Dart &	2290	2290	2290	- 1.25	453	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	729	Schneider &	685	680	685	- 1.52	143	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1742	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2244	Mar. P.A.C. B.	2290	2290	2290	- 1.25	454	Mar. Winick	438	423	427	- 2.08	730	Schneider &	685	680	685	- 1.52	144	Châtaignier	100	100	100	+ 0.00
1743	Châtaignier	1592	1592	1592	+ 0.83	2245	D																						

Comptant (collection)

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS																																															
% du titre				% de coupon				Cours préc.				Dernier cours				Cours préc.				Dernier cours																																											
Obligations																Étrangères																																															
Emp. 7 1/2 1982 9800																Chem. DE 200 00																Milind Delyap 528																A.E.G. 650															
Emp. 8 1/2 77 122 80																Chem. DE 300 00																Alcan 207																Alcan 210															
8 1/2 50 76/78 102 80																Chem. DE 100 00																Alcan 118																Alcan 118															
12 1/2 50 76/78 102 20																Chem. DE 200 00																Alcan 320 70																Alcan 320 70															
12 1/2 50 76/78 107 45																Chem. DE 200 00																Alcan 425																Alcan 418															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 180																Alcan 180															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 716																Alcan 716															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 528																Alcan 528															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 298																Alcan 310															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 257 30																Alcan 257 30															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 1780																Alcan 1780															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 100																Alcan 100															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 830																Alcan 830															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 1048																Alcan 1048															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 218																Alcan 222															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 1910																Alcan 1910															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 2470																Alcan 2485															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 174																Alcan 182															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 265																Alcan 265															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 716																Alcan 716															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 270																Alcan 270															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 1840																Alcan 1840															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 258																Alcan 267															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 82 50																Alcan 82 50															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 371 80																Alcan 371 80															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 510																Alcan 508															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 168 80																Alcan 168 80															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 143 20																Alcan 143 20															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 67																Alcan 67															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 82 40																Alcan 82 40															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 170																Alcan 172															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 676																Alcan 676															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 244																Alcan 244															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 242																Alcan 242															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 86 20																Alcan 86 20															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 248																Alcan 258															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 407																Alcan 407															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 307																Alcan 307															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 502																Alcan 502															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 1170																Alcan 1170															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 1800																Alcan 1800															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 350																Alcan 350															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 900																Alcan 900															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 220																Alcan 220															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 1120																Alcan 1120															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 408 40																Alcan 408 40															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 840																Alcan 840															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 38 20																Alcan 38 20															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 625																Alcan 625															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 730																Alcan 730															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 2538																Alcan 2538															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 217																Alcan 217															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 835																Alcan 844															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 570																Alcan 570															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 2810																Alcan 2802															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 2228																Alcan 2222															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 108																Alcan 108															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 1940																Alcan 1940															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 108																Alcan 108															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																Chem. DE 200 00																Alcan 128																Alcan 122															
12 1/2 50 76/78 104 00																																																															

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. S.A.	1426	1416	Dynalco O.T.A.	2650	2686	Marin	258	300
Aisin Hamilton	930	925	Dynasty	2238	2230	Maxima-Orion	796	748
Arcelor	330	480	Ducell	511	565	Maxwell-Leprieux	478	460
B&W	860	830	Ducoux-Vermeire	551	595	Mc, Guff, Inc.	479.90	479.90
B.C.M.	822	820	Dunlop-Old. convert.	2650	2690	Permalloy-P.L.	3580	3550
B.L.P.	1210	1200	Edison Indust.	254.20	274.80	Petit Reunier	218.40	208.70
B.P.	1302	1101	E.I. du Pont	866	864	Petro-Canada	1460	1460
Budoni	600	595	Esso	300	300	Pineau	1380	1378
Canada de L'Asie	1189		Fagot	898	878	Re-Graham Electronics	1270	1240
Calchem	741	736	Genetec	300	362	Re-Moscow Motors	230	262
Canam	1100	1100	Genetec	876.517.4	876.517.4	Re-Moscow Motors	230	262
Cap Gemini (Spain)	2206	2220	L.C.C.	280.20	285.10	Seam-Allen	1240	1236
C.A.B.E.	863	886	Im Informations	330	376	S.E.P.	1660	1382
C. Pacific, Elect.	285	265	Le Gars du monde	335	301	S.E.P.A.	1660	1660
C. Pacific, Equip.	1020	1020	Le Gars du monde	360.10	365	S.E.P.A.	1660	1660
C.E.P.	1280	1272	Manitex	546	595	Sofistik	420	416
C.S.I. Information	890	916	Marin Interbank	640	622.40	Sto	321	324
C. Systé. Permalloy	118	116	Metallurg, Mexico	132	130	Suiza	1250	1180

SICAV (collection)[illegible]

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
● : prix précédent
★ : marché continu

كلمة من الامل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Contraintes : le procès de Bokassa. - Ile Maurice : quand la drogue empoisonne le débat politique. 4 URSS : l'éviction de M. Kouninev. 5 Les émeutes au Pakistan. 6 Brésil : les résultats du plan de réforme agraire.	7 Le gouvernement accorde des compensations fiscales aux agriculteurs. - M. Pasqua, du gril au piédestal. 8 La jeunesse au centre des débats du comité central du PC.	10 Expérimentation imminente d'un vaccin anti-SIDA sur l'homme. - L'agitation universitaire en Europe. 11 Un nouveau chef d'état-major à la marine. 12 La mort de Serge Lifar.	13 Cinéma : Le Nom de la rose, de Jean-Jacques Annaud. 14-15 Art contemporain à Los Angeles. 22 Communication : durcissement de la grève à l'AFP : la rétro de M. Pasqua contre TF 1 ; Télévisions publiques : la nouvelle donne.	27 La visite de M. Noir à Pékin. - Les priorités du nouveau président du CNPF. 28 Les tarifs des consultations médicales seront relevés de 13 %. 30 M. Balladur, les contribuables et le fisc. 30-31 Les marchés financiers.	Radio-télévision 21 Annonces classées 28 Carnet 26 Météorologie 21 Mots croisés 21 Programmes des spectacles : 18 à 20

Au conseil des ministres Le jugement des terroristes par des magistrats

« Comme vous allez pouvoir le constater, le gouvernement ne fait pas la prison », déclare M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, en commençant à rendre compte pour les journalistes, le mercredi 17 décembre, de la réunion du conseil des ministres. Celui-ci a adopté, en premier lieu, un projet de loi, présenté par M. Juppé, portant règlement définitif du budget de 1985. Le ministre a souligné que le déficit de ce budget, évalué à 140 milliards de francs, soit 3 % du produit intérieur brut, au départ, s'était élevé, finalement, à 153,29 milliards de francs, soit 3,34 % du PIB.

M. Juppé a résumé, ensuite, les dispositions du projet de loi présenté par M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, sur les procédures fiscales et douanières (voir page 30), puis celles du projet de loi présenté par M. Albis Chalendar, ministre de la justice, tendant à compléter la loi du 9 septembre dernier. Il s'agit de rendre applicables aux procédures en cours les dispositions prévoyant que, en matière de terrorisme, les accusés majeurs seront déférés à une cour d'assises sans jury populaire.

Le porte-parole du gouvernement a indiqué que cette disposition, dont le récent revirement du président de la Cour de cassation, l'avenue Trudaine avait montré la nécessité,

devra être adoptée par le Parlement avant la fin de la présente session ordinaire qui se termine samedi 20 décembre. M. Juppé s'est refusé à rapporter les commentaires du président de la République sur ce projet de loi. Le même silence a été observé à l'Élysée. Il semble que M. François Mitterrand ait exprimé sa préoccupation devant certaines évolutions imprimées au droit pénal, depuis quelques années, sous la pression du terrorisme.

Le ministre de l'agriculture, M. François Guillaume, a présenté au conseil un projet de loi tendant à interdire, conformément à la directive du conseil des Communautés européennes du 31 décembre 1985, l'administration de substances antibiotiques aux animaux d'élevage de toute espèce. M. Philippe Séguin a présenté, ensuite, son projet d'ordonnance visant à prolonger le plan pour l'emploi des jeunes (le Monde du 17 décembre).

Après les communications de MM. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères sur la situation internationale, et Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, sur son voyage en Nouvelle-Calédonie, M. Michel Noir, ministre délégué au commerce extérieur, a fait une communication sur la promotion du commerce des produits manufacturés algériens, qui représentent 90 % des exportations industrielles françaises.

M. Yves Monnet nommé procureur général de Paris

Par décision prise en conseil des ministres, mercredi 17 décembre, M. Yves Monnet, président du tribunal de Paris, a été nommé procureur général de Paris. Il remplace M. Robert Bouchery.

Cette nomination intervient le lendemain du remplacement, à la tête du parquet de la capitale, de M. Michel Jéol par M. Michel Raynaud. Deux postes sensibles politiquement changent ainsi simultanément de titulaire à un moment crucial : les premiers dossiers sur lesquels MM. Monnet et Raynaud auront à se pencher sont en effet ceux des récentes violences policières et de l'affaire Chabrier.

Pour remplacer M. Bouchery, qui fut un grand magistrat, le gouvernement avait, un temps, pensé à M. Martin Kirsch, ancien conseiller de M. Valéry Giscard d'Estaing pour les affaires africaines et malgaches. Mais l'Élysée ne voulait pas d'un tandem Kirsch-Raynaud, pour des raisons politiques et de fond, aucun de ces deux hommes n'ayant de solide expérience des affaires pénales.

M. Raynaud ayant été promu à la tête du parquet de Paris, restait à trouver un procureur général acceptable par l'Élysée, et pour tout dire « cohabitationniste ». Proche de M. Chabrier-Delmas, M. Monnet est cet homme-là, qui aura présidé pendant dix-huit mois avec conviction et doigté à la destinée du tribunal de Paris.

B. L. G.

[Né le 21 novembre 1932 à Lyon, M. Yves Monnet est entré dans la magistrature en 1956. Il avait été détaché à la chancellerie en 1960 avant d'être nommé conseiller technique en juin 1969 au cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas, alors représentant. Nommé conseiller référendaire à la Cour de cassation en 1971, M. Monnet devient président du tribunal de Versailles le 31 mars 1978. Pour peu de temps. Le 26 avril de la même année, il rejoint M. Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale, dont il devient le directeur de cabinet. En juillet 1978, M. Monnet est avocat général à Paris, avant d'être nommé conseiller à la Cour de cassation en avril 1983 puis président du tribunal de Paris en juin 1985.]

● Le procureur de Paris commente son départ. — M. Michel Jéol a commenté, mardi 16 décembre, son remplacement par M. Yves Monnet comme procureur de la République de Paris (le Monde du 17 décembre) en déclarant : « Ma nomination à la Cour de cassation s'inscrit dans une évolution politique, qui m'a conduit à être candidat à un poste d'avocat général à la Cour de cassation, par lettre du 7 novembre 1985. Ma nouvelle affectation va me rendre une liberté de comportement et de parole, qui était fortement limitée par les contraintes hiérarchiques et par l'obligation de réserve très stricte, inhérente à mon poste actuel. »

ALGÉRIE Nouvelles arrestations de militants des droits de l'homme

Le vice-président de la Ligue algérienne des droits de l'homme, M. Mokrane Alt-Larbi, a été arrêté, dans la soirée du lundi 15 décembre, à Tizi-Ouzou, quelques heures après que des policiers en civil eurent appréhendés, à Alger, le président de la Ligue, M. Abdennour Ali-Yahia (le Monde du 17 décembre), annoncé, à Paris, des sources proches de ces militants d'une association non reconnue par les autorités algériennes. Deux autres membres de la Ligue ont été arrêtés le même jour : M. Rachid Bellil, sociologue, à Alger, et M. Azzaki Kocili, à Tizi-Ouzou. Le fait que ces arrestations aient eu lieu simultanément à Alger et en Kabylie montre qu'il s'agit d'une opération planifiée contre la Ligue, sans doute menée par la sécurité militaire, affirme-t-on de même source.

Un autre avocat, M. Djender, qui, pour sa part, n'appartient pas à la Ligue, a également été appréhendé. C'est une personnalité du bureau saharien âgée et établie à Tizi-Ouzou.

Avant que ces nouvelles arrestations ne soient connues, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) avait adressé, mardi, au président Chabli une « lettre publique » pour lui « faire part de ses vives préoccupations à la suite de l'arrestation de M. Ali-Yahia » et pour « déplorer les empiètements du pouvoir algérien sur la constitution et le fonctionnement d'une Ligue algérienne indépendante ».

Au début du mois, la FIDH, réunie en congrès en Espagne, avait décidé, « à titre provisoire », l'affiliation de la Ligue présidée par M. Ali-Yahia, « le prochain congrès étant appelé à se prononcer de façon définitive en fonction des bilans des

activités des militants algériens des droits de l'homme et des efforts unitaires qui auront été fournis ». En effet, une autre demande d'adhésion avait été déposée par une association rivale. Les autorités algériennes n'avaient pas non plus reconnu officiellement cette seconde organisation, mais elles espéraient que l'existence de deux mouvements, dont le second est beaucoup moins actif, ferait obstacle à l'affiliation à la FIDH.

Parce que la plupart des militants de la « Ligue Ali-Yahia » sont originaires de la Kabylie, ses ennemis la présentent comme un instrument de l'« agitation berbère » et laissent entendre que son combat pour les droits de l'homme n'est pas dénué d'intentions politiques. Les amis de M. Ali-Yahia font valoir que la lutte qui conduisit un bon nombre d'entre eux en prison après le procès de Média il y a un an était « ouverte à tous ceux qui voulaient prendre le risque de la mer avec eux ».

Les émeutes de Constantine et de Sétif, en novembre, n'avaient rien à voir avec l'« agitation kabyle ». M. Ali-Yahia avait cependant été constitué comme défendeur par plusieurs détenus, sans obtenir l'autorisation de plaider. Malgré les tracasseries qui se multipliaient à son égard — par exemple un redoublement fiscal pour la période où il était en prison, — l'avocat algérien avait décidé de prendre en main ces dossiers. Ses amis ont établi une liste de plus de cent personnes condamnées après les émeutes de Constantine. Selon ce document, une trentaine de condamnés à des peines allant de deux à cinq années de prison sont des lycéens âgés de seize à dix-huit ans.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Une lettre de Christine Villemin à son avocat « Maudite justice »

NANCY
de notre envoyé spécial

Les médecins ont autorisé Christine Villemin, quarante-huit heures après son hospitalisation, à quitter, mercredi 17 décembre, le service de réanimation où elle se trouvait en observation. La jeune femme, qui a tenté de se suicider dans la nuit de dimanche à lundi en absorbant le contenu de deux tubes de tranquillisants, est partie se reposer chez sa sœur Anne sous la protection de la gendarmerie.

Inculpée depuis le mois de juillet 1985 d'assassinat sur la personne de son fils Grégory et renvoyée par la chambre d'accusation de Nancy, le 9 décembre, devant les assises, Christine Villemin s'explique sur son geste dans une lettre adressée, dimanche, à M. Thierry Moser, l'un de ses avocats.

Elle lui écrit notamment : « Je ne sais pas comment commencer ma lettre. Je vous écris car j'ai une entière confiance en vous. (...) Je n'en peux plus. Je ne peux plus supporter cette horrible accusation. Je n'ai plus du tout confiance en la justice, qui ne veut pas reconnaître sa grave erreur. »

« La justice veut me séparer de l'homme que j'aime, et, plutôt que de vivre de nombreuses années en prison séparée à jamais de Jean-Marie et de Julien, j'ai choisi, de moi-même, de les quitter et de me retrouver près de Grégory. Personne, ni cette maudite justice, ne pourra me séparer de mon petit homme. »

Christine Villemin conclut sa lettre en écrivant : « Pardonnez-moi si je vous cause encore beaucoup de soucis lorsque je ne serai plus là. Merci pour tout ce que vous avez fait pour nous. »

L. G.

Sur le vif La peur des célibataires

C'est fou, cette histoire de SIDA. Ça bouleverse, ça chamboule tout. Une de mes connaissances, britanniques, Panny Patrick, notait l'autre jour que, dans les pays anglo-saxons, pas question pour un célibataire de grever les échelons d'une compagnie ou d'un parti politique. C'est un facteur de risque. On a peur, on se méfie, des fois qu'il aurait des mœurs comme on dit. C'est absurde, je sais, un homme marié peut être à voile et à vapeur. Les putes, leurs clients ont presque tous la bague au doigt. Et un livret de famille n'a jamais empêché personne d'avoir un carnet de santé tout plein de saloperies.

Mais bon, c'est comme ça, c'est pas autrement et c'est un drôle de retournement. Rappelez-vous dans les romans du XIX^e siècle, le rôle que jouaient ces beaux jeunes gens, jeunes ou moins jeunes, riches, libres, expérimentés, le tour que leur faisaient les mères de filles mariées. Maintenant on les regarde avec une méfiance teintée de dégoût, on les fuit comme le peste, c'est à peine si on ose leur toucher la main.

Résultat : le garçon se marie de plus en plus tôt, réjouit de faire son chemin dans la vie. Avec qui ? Né avec vous ni avec moi, avec une gamine. Nous, on nous a donné la même éducation qu'à lui dans le temps. On nous a bossés avant de coucher. Tu te marieras quand tu auras une bonne situation. Te boucaule pas. Attends la trentaine.

Vous attendez. Quand vous serez enfin en âge de faire votre nid, de pondre et de couvrir, qui vous allez trouver ? Vous avez raté le premier train des jeunes mœurs pressés d'arriver, trop pressés pour choisir avec soin chausseurs à leur pied de futur PDG. Ils prennent n'importe lesquelles. Bientôt elles ne leur iront plus. Elles vont les gêner. Il les balanceront. Ils s'en sépareront. Je vous dirais bien d'en profiter, de vous précipiter. Occasion à ne pas manquer ! Seulement, voilà, divorcée, ils n'attendent plus, ils sont OK, ils sont lâches, vous pouvez les piéger, vous pouvez tous les marier. Maintenant on les regarde avec une méfiance teintée de dégoût, on les fuit comme le peste, c'est à peine si on ose leur toucher la main.

Résultat : le garçon se marie de plus en plus tôt, réjouit de

CLAUDE SARRAUTE.

LE BON CÔTÉ
DE LA MODE
CHEZ RODIN:
LES PRIX!
TISSUS
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

AIR HAVAS

LES PRIX BAS
QUI VOUS DONNENT
DES AILES.

NEW YORK	à partir de 2200 F
MARRAKECH	à partir de 1290 F
LE CAIRE	à partir de 2660 F
MEXICO	à partir de 4825 F

* Tarif A.R. pour un minimum de 7 jours. Prix au 1^{er} Octobre 86.
Conditions Générales dans le catalogue Air Havas.
En vente chez Havas Voyages : 27, rue de Passy, 75016 PARIS
Tél. : 42.85.59.65
et dans les 280 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES : FAITES LA DIFFERENCE.

7 Répondreurs 890 f. chez Duriez

A GREES PTI • Répondeur simple 890 f. • Répondeur estrogène sur mesure. Coupe des fin du message de votre correspondant. Vous gagnez beaucoup de temps à l'écarte • Esthétique hi-fi : 1540 F • Consultable à distance par boîtier codé : 1990 F • Idem + modification à distance de votre texte : 2250 F • Téléphones tous modèles, toutes couleurs, 275 à 1830 F • Télégraphes PTI • Imprimante pour votre minitel 1387 F et 1790 F • Duriez, 132 Bd St-Germain, M^o Odéon.

BAUME & MERCIER

GENEVE 1830

avant-garde
en métal dur irrayable
et or 18 carats, étanche à 30 mètres, mouvement quartz ultra-plat.
Modèle pour Homme disponible
FF 15.500.-

Aldebert

PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot
CANNES : 19, La Croisette

LES AMATEURS D'APPLE FETENT NOEL CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER LES SE RETROUVENT MARRON

Une configuration Apple II C complète
6490 F TTC
et 60 Logiciels freeware gratuits

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

- 25, rue du Renard Paris 3 • 42.72.26.28
- 29, rue de Clichy Paris 9 • 42.85.24.55
- 64, av. du Prado Marseille 13006 • 91.37.25.93